

TOTAL SE
(Anciennement TOTAL S.A.)
Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour EQHO
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-La Défense cedex
775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

TOTAL SE (Anciennement TOTAL S.A.)

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

A l'Assemblée Générale de la société TOTAL SE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société TOTAL SE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Evaluation de la dépréciation des actifs non courants des activités d'exploration et de production des secteurs Exploration & Production (E&P) et *integrated Gas Renewables Power* (iGRP)

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme présenté dans les notes 7.1, 7.2 et 3 de l'annexe aux comptes consolidés au 31 décembre 2020, les actifs de production des activités d'exploration et de production des secteurs E&P et iGRP sont majoritairement composés des immobilisations sur permis prouvés et non prouvés et des travaux en cours (MUSD 83 700), des droits miniers prouvés (MUSD 6 964), des droits miniers non prouvés (MUSD 15 510) et d'une partie des titres et prêts des sociétés mises en équivalence (MUSD 23 783).</p> <p>Le Groupe réalise des tests de dépréciation sur ces actifs dès qu'un indice de perte de valeur est identifié. Comme décrit dans la note « Principaux jugements et estimations comptables » et la note 3.D « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés, en 2020 dans le contexte de la crise sanitaire, le Groupe a revu les scénarios de prix retenus pour ses tests de dépréciation. Ainsi, en lien avec sa nouvelle Ambition Climat annoncée le 5 mai 2020, visant la neutralité carbone, le Groupe a revu la valorisation de ses actifs pétroliers qualifiés de « stranded », c'est-à-dire présentant des réserves de plus de 20 ans et des coûts de production élevés, dont la totalité des réserves pourraient donc ne pas être produites avant 2050. Les dépréciations d'actifs au titre de 2020 se sont élevées à MUSD 8 646 en résultat opérationnel et MUSD 8 157 en résultat net part du Groupe.</p>	<p>Nous avons pris connaissance, évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle de certains contrôles mis en place par le Groupe pour répondre au risque d'anomalie significative relatif à l'évaluation de la dépréciation des actifs non courants des activités d'exploration et de production des secteurs E&P et iGRP. Nos travaux ont inclus le test de certains contrôles portant sur la détermination des principales hypothèses retenues par la direction sous-tendant la valeur recouvrable de ces actifs, telles que les estimations des prix futurs des hydrocarbures, des futurs coûts opérationnels, des réserves d'hydrocarbures, et du taux d'actualisation après impôt.</p> <p>Nos travaux sur les tests de dépréciation ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ analyser l'existence d'indices de perte de valeur sur ces actifs, tels qu'une baisse significative de la production, la promulgation d'une nouvelle loi fiscale, l'impact de nouvelles hypothèses de prix, ou la nouvelle Ambition Climat du Groupe annoncée le 5 mai 2020 ;▶ comparer les hypothèses principales à celles incluses dans les analyses et dans les budgets et prévisions approuvés par le comité exécutif et le conseil d'administration ;

La méthode de test est décrite dans la note 3.D de l'annexe aux comptes consolidés. Le Groupe détermine la valeur recouvrable des actifs non courants des activités d'exploration et de production des secteurs E&P et iGRP sur la base des unités génératrices de trésorerie (UGT) qui regroupent tous les champs ou groupement de champs d'hydrocarbures intégrant des actifs industriels permettant la production, le traitement et l'évacuation des hydrocarbures. La valeur recouvrable a été évaluée pour chaque UGT, en tenant compte de l'environnement économique des activités et des conditions d'exploitation prévues par la direction générale du Groupe. Les principales hypothèses prises en compte par le Groupe dans l'évaluation de la valeur recouvrable comprennent le prix futur des hydrocarbures, les futurs coûts opérationnels, les réserves d'hydrocarbures et le taux d'actualisation après impôt.

Nous avons considéré l'évaluation des actifs non courants des activités d'exploration et de production des secteurs E&P et iGRP comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'appréciation par la direction des hypothèses présentées ci-dessus comporte une part de jugement élevée. En particulier, l'appréciation de la direction doit prendre en considération aussi bien les éléments qui corroborent les hypothèses du Groupe que les éléments qui pourraient les contredire, tels que des informations sectorielles publiques.

- ▶ confronter les scénarii de prix des hydrocarbures retenus par le Groupe, préparés par la division « Stratégie et Climat », à des informations sectorielles publiques (Agence internationale de l'énergie, brokers et consultants) ;
- ▶ étudier les hypothèses de coûts opérationnels futurs en calculant des ratios coûts/production et en les comparant d'année en année ou à d'autres actifs similaires ;
- ▶ rapprocher les profils de production retenus avec les réserves prouvées et probables d'hydrocarbures établies dans le cadre des processus internes du Groupe ;
- ▶ recalculer le taux d'actualisation après impôt utilisé par la direction avec des experts en évaluation intégrés dans notre équipe d'audit, et le confronter aux taux retenus par les principaux analystes financiers du marché ;
- ▶ apprécier la cohérence des taux d'impôt retenus par la direction par rapport aux régimes fiscaux applicables et aux contrats pétroliers en vigueur ;
- ▶ analyser les informations fournies dans la note 3.D « Dépréciation d'actifs » de l'annexe aux comptes consolidés. Analyser plus particulièrement, les impacts des variations de scénarii de prix des hydrocarbures sur les analyses de sensibilité de la société relatives au résultat opérationnel et au résultat net, et les comparer à l'information présentée dans cette note.

■ Incidence de l'estimation des réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures sur l'amortissement des actifs pétroliers et gaziers en production des secteurs Exploration & Production (E&P) et *integrated Gas Renewables Power* (iGRP)

Risque identifié	Notre réponse
Comme présenté dans la note « Principaux jugements et estimations comptables » de l'annexe aux comptes consolidés, l'estimation des réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures est importante pour la mise en œuvre de la méthode dite des « <i>successful efforts</i> » appliquée pour la comptabilisation des activités pétrolières et gazières du Groupe. Les notes 7.1 et 7.2 de l'annexe aux comptes consolidés indiquent que selon cette méthode, les actifs pétroliers et gaziers sont amortis selon la méthode de l'unité de production, basée soit sur les réserves prouvées d'hydrocarbures, soit sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures. Ces réserves sont estimées par les ingénieurs pétroliers du Groupe au regard des pratiques sectorielles et des règles SEC (<i>Securities and Exchange Commission</i>).	Nous avons pris connaissance, évalué la conception et testé l'efficacité opérationnelle de certains contrôles mis en place par le Groupe pour répondre au risque d'anomalie significative relatif à l'amortissement des actifs pétroliers et gaziers en production des secteurs E&P et iGRP, fonction des réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures. Nos travaux ont inclus le test de certains contrôles mis en place par la direction sur la détermination et l'évaluation des réserves, et la prise en compte des modalités contractuelles qui permettent de déterminer la part des réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures revenant au groupe.

Comme décrit dans la note 7.2 « Immobilisations corporelles » de l'annexe aux comptes consolidés, dans les cas où, du fait de l'effet prix sur l'estimation des réserves d'hydrocarbures, la méthode d'amortissement à l'unité de production ne reflète pas de manière satisfaisante la durée de vie utile de l'actif, une méthode alternative d'amortissement est appliquée en se basant sur les réserves évaluées avec la moyenne annuelle des prix de l'année précédente. C'est le cas pour l'exercice 2020 où la méthode d'amortissement à l'unité de production est appliquée à l'ensemble des actifs sur 2020 en se basant sur les réserves prouvées d'hydrocarbures ou les réserves prouvées développées d'hydrocarbures évaluées avec la moyenne annuelle des prix de 2019.

Les principales hypothèses utilisées par le Groupe pour estimer les réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures pour calculer l'amortissement des actifs pétroliers et gaziers en production des secteurs E&P et iGRP pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 comprennent les données de géoscience et d'ingénierie utilisées pour la détermination des quantités des gisements, les modalités contractuelles qui déterminent la part des réserves revenant au Groupe et le prix des commodités.

Nous avons considéré l'incidence de l'estimation des réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures sur l'amortissement des actifs pétroliers et gaziers en production des secteurs E&P et iGRP comme un point clé de l'audit dans la mesure où l'appréciation par la direction des hypothèses utilisées par le Groupe comporte une part de jugement élevée en raison de leur nature incertaine.

Nos travaux sur l'estimation des réserves par le Groupe ont consisté principalement à :

- ▶ étudier les qualifications et l'objectivité des ingénieurs pétroliers du Groupe en charge de l'estimation des réserves ;
- ▶ analyser les principales variations des réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures par rapport à la clôture de l'exercice précédent ;
- ▶ rapprocher les productions réelles de 2020 des productions attendues ;
- ▶ analyser les données contractuelles qui permettent de déterminer les réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures jusqu'à la date d'expiration des contrats et, le cas échéant, les raisons conduisant le Groupe à considérer que le renouvellement de ce droit est raisonnablement certain ;
- ▶ évaluer l'analyse réalisée par le Groupe qui permet de déterminer que l'utilisation d'un prix moyen des douze mois de l'année 2020 pour estimer les réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures pour calculer l'amortissement des actifs pétroliers et gaziers en production des secteurs E&P et iGRP ne reflète pas la durée de vie utile attendue de ces actifs ;
- ▶ analyser l'utilisation par le Groupe de la moyenne annuelle des prix de 2019 en comparant cette moyenne de prix avec la moyenne des prix de la vision à long terme du Groupe ;
- ▶ étudier la méthodologie utilisée par le Groupe pour estimer les réserves prouvées et prouvées développées d'hydrocarbures en lien avec la réglementation de la SEC et la moyenne annuelle des prix de 2019.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L. 225-102-1 du Code de commerce figure dans les informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 823-10 de ce Code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

- Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Conformément au III de l'article 222-3 du règlement général de l'AMF, la direction de votre société nous a informés de sa décision de reporter l'application du format d'information électronique unique tel que défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2021. En conséquence, le présent rapport ne comporte pas de conclusion sur le respect de ce format dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

- Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société TOTAL SE par votre assemblée générale du 13 mai 1998 pour le cabinet KPMG S.A. (en remplacement de CCAS, nommé en 1986, cabinet racheté par KPMG S.A. en 1997) et du 14 mai 2004 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 décembre 2020, le cabinet KPMG S.A. était dans la vingt-troisième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la dix-septième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 17 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

ERNST & YOUNG Audit



Jacques-François Lethu
Associé



Eric Jacquet
Associé



Laurent Vitse
Associé



Céline Eydiéu-Boutté
Associée

Compte de résultat consolidé

TOTAL

Exercice

(en millions de dollars)^(a)

		2020	2019	2018
Chiffre d'affaires	<i>(notes 3, 4, 5)</i>	140 685	200 316	209 363
Droits d'accises	<i>(notes 3 et 5)</i>	(20 981)	(24 067)	(25 257)
Produits des ventes	<i>(notes 3 et 5)</i>	119 704	176 249	184 106
Achats, nets de variation de stocks	<i>(note 5)</i>	(77 486)	(116 221)	(125 816)
Autres charges d'exploitation	<i>(note 5)</i>	(25 538)	(27 255)	(27 484)
Charges d'exploration	<i>(note 5)</i>	(731)	(785)	(797)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	<i>(note 5)</i>	(22 264)	(15 731)	(13 992)
Autres produits	<i>(note 6)</i>	2 237	1 163	1 838
Autres charges	<i>(note 6)</i>	(1 506)	(1 192)	(1 273)
Coût de l'endettement financier brut		(2 147)	(2 333)	(1 933)
Produits et charges de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		37	(19)	(188)
Coût de l'endettement financier net	<i>(note 15)</i>	(2 110)	(2 352)	(2 121)
Autres produits financiers	<i>(note 6)</i>	914	792	1 120
Autres charges financières	<i>(note 6)</i>	(690)	(764)	(685)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	<i>(note 8)</i>	452	3 406	3 170
Produit (charge) d'impôt	<i>(note 11)</i>	(318)	(5 872)	(6 516)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(7 336)	11 438	11 550
Part du Groupe		(7 242)	11 267	11 446
Intérêts ne conférant pas le contrôle		(94)	171	104
Résultat net par action (en \$)		(2,90)	4,20	4,27
Résultat net dilué par action (en \$)		(2,90)	4,17	4,24

(a) Excepté pour les résultats nets par action.

Résultat global consolidé

TOTAL

Exercice

(en millions de dollars)		2020	2019	2018
Résultat net de l'ensemble consolidé		(7 336)	11 438	11 550
Autres éléments du résultat global				
Pertes et gains actuariels	(note 10)	(212)	(192)	(12)
Variation de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres	(note 8)	533	142	-
Effet d'impôt		65	53	13
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	(note 9)	7 541	(1 533)	(4 022)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		7 927	(1 530)	(4 021)
Écart de conversion de consolidation	(note 9)	(4 645)	740	1 113
Couverture de flux futurs	(notes 15 et 16)	(313)	(599)	25
Variation du basis spread des opérations en monnaie étrangère	(note 15)	28	1	(80)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(note 8)	(1 831)	408	(540)
Autres éléments		(8)	(3)	(5)
Effet d'impôt		72	202	14
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		(6 697)	749	527
Total autres éléments du résultat global (après impôt)		1 230	(781)	(3 494)
Résultat global		(6 106)	10 657	8 056
- Part du Groupe		(6 312)	10 418	8 021
- Intérêts ne conférant pas le contrôle	(note 9)	206	239	35

Bilan consolidé

TOTAL

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

		2020	2019	2018
ACTIF				
Actifs non courants				
Immobilisations incorporelles	(notes 4 et 7)	33 528	33 178	28 922
Immobilisations corporelles	(notes 4 et 7)	108 335	116 408	113 324
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts	(note 8)	27 976	27 122	23 444
Autres titres	(note 8)	2 007	1 778	1 421
Actifs financiers non courants	(note 15)	4 781	912	680
Impôts différés	(note 11)	7 016	6 216	6 663
Autres actifs non courants	(note 6)	2 810	2 415	2 509
Total actifs non courants		186 453	188 029	176 963
Actifs courants				
Stocks	(note 5)	14 730	17 132	14 880
Clients et comptes rattachés	(note 5)	14 068	18 488	17 270
Autres créances	(note 5)	13 428	17 013	14 724
Actifs financiers courants	(note 15)	4 630	3 992	3 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(note 15)	31 268	27 352	27 907
Actifs destinés à être cédés ou échangés	(note 2)	1 555	1 288	1 364
Total actifs courants		79 679	85 265	79 799
Total actif		266 132	273 294	256 762
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Capitaux propres				
Capital		8 267	8 123	8 227
Primes et réserves consolidées		107 078	121 170	120 569
Écarts de conversion		(10 256)	(11 503)	(11 313)
Actions autodétenues		(1 387)	(1 012)	(1 843)
Total des capitaux propres - part du Groupe	(note 9)	103 702	116 778	115 640
Intérêts ne conférant pas le contrôle		2 383	2 527	2 474
Total des capitaux propres		106 085	119 305	118 114
Passifs non courants				
Impôts différés	(note 11)	10 326	11 858	11 490
Engagements envers le personnel	(note 10)	3 917	3 501	3 363
Provisions et autres passifs non courants	(note 12)	20 925	20 613	21 432
Dettes financières non courantes	(note 15)	60 203	47 773	40 129
Total passifs non courants		95 371	83 745	76 414
Passifs courants				
Fournisseurs et comptes rattachés		23 574	28 394	26 134
Autres créditeurs et dettes diverses	(note 5)	22 465	25 749	22 246
Dettes financières courantes	(note 15)	17 099	14 819	13 306
Autres passifs financiers courants	(note 15)	203	487	478
Passifs relatifs aux actifs destinés à être cédés ou échangés	(note 2)	1 335	795	70
Total passifs courants		64 676	70 244	62 234
Total passif et capitaux propres		266 132	273 294	256 762

Tableau de flux de trésorerie consolidé

TOTAL

Exercice (en millions de dollars)	2020	2019	2018
FLUX DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			
Résultat net de l'ensemble consolidé	(7 336)	11 438	11 550
Amortissements et pertes de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles	(note 5.3) 22 861	16 401	14 584
Provisions et impôts différés	(note 5.5) (1 782)	(58)	(887)
(Plus) Moins-value sur cessions d'actifs	(909)	(614)	(930)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	948	(1 083)	(826)
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement	(note 5.5) 1 869	(1 718)	769
Autres, nets	(848)	319	443
Flux de trésorerie d'exploitation	14 803	24 685	24 703
FLUX DE TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT			
Investissements corporels et incorporels	(note 7) (10 764)	(11 810)	(17 080)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(966)	(4 748)	(3 379)
Coût d'acquisition de titres	(2 120)	(1 618)	(1 108)
Augmentation des prêts non courants	(1 684)	(1 061)	(618)
Investissements	(15 534)	(19 237)	(22 185)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	740	527	3 716
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	282	158	12
Produits de cession d'autres titres	578	349	1 444
Remboursement de prêts non courants	855	1 026	2 067
Désinvestissements	2 455	2 060	7 239
Flux de trésorerie d'investissement	(13 079)	(17 177)	(14 946)
FLUX DE TRÉSORERIE DE FINANCEMENT			
Variation de capital :			
- actionnaires de la société mère	374	452	498
- actions propres	(611)	(2 810)	(4 328)
Dividendes payés :			
- aux actionnaires de la société mère	(6 688)	(6 641)	(4 913)
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	(184)	(115)	(97)
Émission nette de titres subordonnés à durée indéterminée	(note 9) 331	-	-
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée	(note 9) (315)	(371)	(325)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	(204)	10	(622)
Émission nette d'emprunts non courants	(note 15) 15 800	8 131	649
Variation des dettes financières courantes	(6 501)	(5 829)	(3 990)
Variation des actifs et passifs financiers courants	(604)	(536)	(797)
Flux de trésorerie de financement	1 398	(7 709)	(13 925)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	3 122	(201)	(4 168)
Incidence des variations de change	794	(354)	(1 110)
Trésorerie en début de période	27 352	27 907	33 185
Trésorerie en fin de période	(note 15) 31 268	27 352	27 907

Variation des capitaux propres consolidés

TOTAL

(en millions de dollars)	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues		Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant			
Au 1er janvier 2018	2 528 989 616	7 882	112 040	(7 908)	(8 376 756)	(458)	111 556	2 481	114 037
Résultat net 2018	-	-	11 446	-	-	-	11 446	104	11 550
Autres éléments du résultat global	-	-	(20)	(3 405)	-	-	(3 425)	(69)	(3 494)
Résultat global	-	-	11 426	(3 405)	-	-	8 021	35	8 056
Dividendes	-	-	(7 881)	-	-	-	(7 881)	(97)	(7 978)
Émissions d'actions	156 203 090	476	8 366	-	-	-	8 842	-	8 842
Rachats d'actions	-	-	-	-	(72 766 481)	(4 328)	(4 328)	-	(4 328)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(240)	-	4 079 257	240	-	-	-
Paiements en actions	-	-	294	-	-	-	294	-	294
Annulation d'actions	(44 590 699)	(131)	(2 572)	-	44 590 699	2 703	-	-	-
Émission nette de titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	(315)	-	-	-	(315)	-	(315)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(517)	-	-	-	(517)	(99)	(616)
Autres éléments	-	-	(32)	-	-	-	(32)	154	122
Au 31 décembre 2018	2 640 602 007	8 227	120 569	(11 313)	(32 473 281)	(1 843)	115 640	2 474	118 114
Résultat net 2019	-	-	11 267	-	-	-	11 267	171	11 438
Autres éléments du résultat global	-	-	(659)	(190)	-	-	(849)	68	(781)
Résultat global	-	-	10 608	(190)	-	-	10 418	239	10 657
Dividendes	-	-	(7 730)	-	-	-	(7 730)	(115)	(7 845)
Émissions d'actions	26 388 503	74	1 265	-	-	-	1 339	-	1 339
Rachats d'actions	-	-	-	-	(52 389 336)	(2 810)	(2 810)	-	(2 810)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(219)	-	4 278 948	219	-	-	-
Paiements en actions	-	-	207	-	-	-	207	-	207
Annulation d'actions	(65 109 435)	(178)	(3 244)	-	65 109 435	3 422	-	-	-
Émission nette de titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	(4)	-	-	-	(4)	-	(4)
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	(353)	-	-	-	(353)	-	(353)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	55	-	-	-	55	(42)	13
Autres éléments	-	-	16	-	-	-	16	(29)	(13)
Au 31 décembre 2019	2 601 881 075	8 123	121 170	(11 503)	(15 474 234)	(1 012)	116 778	2 527	119 305
Résultat net 2020	-	-	(7 242)	-	-	-	(7 242)	(94)	(7 336)
Autres éléments du résultat global	-	-	(321)	1 251	-	-	930	300	1 230
Résultat global	-	-	(7 563)	1 251	-	-	(6 312)	206	(6 106)
Dividendes	-	-	(7 899)	-	-	-	(7 899)	(234)	(8 133)
Émissions d'actions	51 242 950	144	1 470	-	-	-	1 614	-	1 614
Rachats d'actions	-	-	-	-	(13 236 044)	(611)	(611)	-	(611)
Cessions d'actions ^(a)	-	-	(236)	-	4 317 575	236	-	-	-
Paiements en actions	-	-	188	-	-	-	188	-	188
Annulation d'actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Émission nette de titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	331	-	-	-	331	-	331
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée	-	-	(308)	-	-	-	(308)	-	(308)
Autres opérations avec les intérêts ne conférant pas le contrôle	-	-	(61)	(4)	-	-	(65)	(117)	(182)
Autres éléments	-	-	(14)	-	-	-	(14)	1	(13)
Au 31 décembre 2020	2 653 124 025	8 267	107 078	(10 256)	(24 392 703)	(1 387)	103 702	2 383	106 085

(a) Actions propres destinées à la couverture des plans d'actions gratuites dont bénéficient les salariés du Groupe.

Le détail de la variation des capitaux propres est présenté en note 9.

TOTAL

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

En date du 8 février 2021, le Conseil d'administration a arrêté et autorisé la publication des états financiers consolidés de TOTAL SE pour l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée générale des Actionnaires du 28 mai 2021.

Base de préparation des comptes consolidés

Les comptes consolidés de TOTAL SE et ses filiales (le Groupe) sont présentés en dollar américain (dollar) et sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telles qu'adoptées par l'Union européenne et les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) au 31 décembre 2020.

Les principes comptables appliqués pour les comptes consolidés au 31 décembre 2020 sont identiques à ceux retenus pour les états financiers au 31 décembre 2019, à l'exception des évolutions normatives reprises ci-dessous qui n'avaient pas été appliquées par anticipation par le Groupe.

A partir du 1er janvier 2020, le Groupe applique par anticipation les amendements à IFRS 7 et IFRS 9 en lien avec la réforme des taux d'intérêts de référence phase II. Ces amendements permettent notamment de maintenir la qualification des dérivés de taux en comptabilité de couverture.

Dans le cadre de cette transition, le Groupe a mis en place un groupe de travail afin de couvrir les différents aspects liés à la réforme IBOR et est en cours d'analyse des impacts futurs de ces changements d'indices.

Au 31 décembre 2020, hormis le changement d'indice sur la rémunération du cash collatéral avec les chambres de compensation, dont l'impact n'est pas significatif, aucune modification des indices IBOR n'a été constatée sur les instruments financiers gérés par le Groupe.

Principaux jugements et estimations comptables

La préparation des états financiers selon les normes IFRS pour la clôture au 31 décembre 2020 requiert de la part de la Direction générale le recours à des estimations, hypothèses et jugements, qui affectent l'information présentée dans les comptes consolidés et leurs notes annexes.

Ces estimations, hypothèses et jugements sont basés sur l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables à la date de préparation des états financiers. Ils sont régulièrement revus par la Direction Générale et peuvent donc être sensiblement révisés en cas de changement des circonstances ou suite à de nouvelles informations.

Des estimations, hypothèses et jugements différents pourraient avoir des impacts significatifs sur l'information présentée et les réalisations définitives pourraient être différentes des montants inclus dans les états financiers consolidés et leurs notes annexes.

Les principales estimations, hypothèses et jugements mis en œuvre dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés et de leurs notes annexes sont détaillés ci-après. Ils doivent être revus en parallèle des notes annexes associées auxquelles il est fait référence dans chacun des paragraphes.

Les comptes consolidés sont impactés par les crises sanitaire et pétrolière. Le Groupe a tenu compte de l'impact de cet environnement, en particulier sur l'amortissement et la dépréciation de ses actifs pétroliers et gaziers (voir note 3.D « Dépréciations d'actifs » et note 7.2 « Immobilisations corporelles »).

➤ Estimation des réserves d'hydrocarbures

L'estimation des réserves d'hydrocarbures est importante pour la mise en œuvre de la méthode dite des « *successful efforts* » utilisée par le Groupe pour la comptabilisation de ses activités pétrolières.

Les réserves d'hydrocarbures du Groupe sont estimées par les ingénieurs pétroliers du Groupe conformément aux pratiques sectorielles et aux règles SEC (*U.S. Securities and Exchange Commission*).

Les réserves prouvées sont celles qui, par l'analyse de données de géosciences et d'ingénierie, peuvent être, avec une certitude raisonnable, estimées (à compter d'une certaine date, à partir de gisements connus et selon les conditions économiques, les méthodes d'exploitation et les réglementations gouvernementales existantes) récupérables avant la date d'expiration des contrats accordant le droit d'exploitation à moins que des éléments n'attestent que le renouvellement de ce droit est raisonnablement certain, et ce, quelle que soit la méthode, déterministe ou probabiliste, utilisée pour cette estimation.

Les réserves d'hydrocarbures prouvées sont établies sur la base d'un prix moyen annuel de référence calculé à partir de la moyenne arithmétique du prix des premiers jours de chaque mois de l'année, à l'exception des cas où les prix sont définis contractuellement, sans actualisation. Le Groupe réévalue ses réserves d'hydrocarbures au moins une fois par an pour l'ensemble de ses droits miniers.

La méthode comptable des « *successful efforts* » ainsi que les droits miniers et immobilisations corporelles de l'exploration-production sont présentés en note 7 « Immobilisations incorporelles et corporelles ».

➤ **Dépréciation des immobilisations corporelles, incorporelles et goodwill**

Dans le cadre de la détermination de la valeur recouvrable des actifs pour les tests de dépréciation (IAS36), les estimations, hypothèses et jugements concernent principalement les scénarios de prix des hydrocarbures, les coûts opératoires, les volumes de production et les réserves prouvées et probables de pétrole et gaz, les marges de raffinage et les conditions de commercialisation des produits (principalement les produits pétroliers, pétrochimiques et chimiques ainsi que ceux de la filière renouvelable). Les estimations et hypothèses, utilisées par la Direction Générale, sont déterminées au sein de services internes spécialisés au vu des conditions économiques et des analyses d'experts externes. Le taux d'actualisation est revu chaque année.

En 2020, le Groupe a revu les scénarios de prix retenus pour ses tests de dépréciation, ces nouvelles hypothèses ont conduit à comptabiliser des dépréciations d'actifs sur la période. Par ailleurs, en cohérence avec sa nouvelle ambition climat exprimée le 5 mai 2020 qui vise à la neutralité carbone, le Groupe a passé en revue ses actifs pouvant être qualifiés de *stranded assets* et à ce titre, a comptabilisé des dépréciations sur ses actifs *oil sands* au Canada. Ces dépréciations et les hypothèses retenues sont présentées dans la note 3.D « Dépréciations d'actifs ».

Les dépréciations d'actifs immobilisés et la méthode appliquée pour les dépréciations sont présentées dans la note 3 « Information sectorielle par secteur d'activité ».

➤ **Engagements envers le personnel**

Les engagements envers le personnel et les fonds investis peuvent être sujets à une volatilité importante en raison notamment des variations des valeurs de marché et des hypothèses actuarielles. Ces hypothèses varient selon les différents plans de retraite et prennent ainsi en compte les conditions locales. Elles sont déterminées selon un processus encadré faisant intervenir les expertises et les jugements internes au Groupe, en terme financier et d'actuariat, et aussi en consultation avec des actuaires et experts indépendants.

Les hypothèses retenues pour chaque plan sont revues annuellement et ajustées si nécessaire pour prendre en compte les changements provenant de l'expérience et des conseils actuariels. Le taux d'actualisation est revu chaque trimestre.

Les engagements envers le personnel et les méthodes appliquées pour la comptabilisation de ces engagements sont détaillés en note 10 « Charges et avantages au personnel ».

➤ **Provisions pour restitution des sites**

Les dépenses futures au titre des restitutions des sites, résultant d'une obligation légale ou implicite, sont provisionnées d'après une estimation raisonnable au cours de l'exercice durant lequel apparaît l'obligation.

Cette estimation est fondée sur les informations disponibles en termes de coûts et de programme de travaux. Elle est régulièrement revue pour notamment tenir compte des changements intervenant dans les lois et règlements, les estimations de réserves et de productions, l'analyse des conditions du site et les technologies.

Le taux d'actualisation est revu chaque année.

Les provisions pour restitutions des sites et les méthodes appliquées pour leur comptabilisation sont présentées en note 12 « Provisions et autres passifs non courants ».

➤ **Impôts sur les sociétés**

Un passif d'impôt est comptabilisé dès lors qu'un paiement futur, en application d'une réglementation fiscale, est considéré comme probable et qu'il peut être raisonnablement estimé. L'exercice du jugement est nécessaire pour évaluer les conséquences d'événements nouveaux sur le montant de ce passif.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans les comptes dans la mesure où leur recouvrement est considéré comme probable. Le montant de ces actifs est déterminé après prise en compte des impôts différés passifs d'échéance comparable relevant des mêmes entités et régimes fiscaux. Il prend en compte des profits taxables existants et des profits taxables futurs dont l'estimation est par nature incertaine et susceptible d'être modifiée dans la durée. L'exercice du jugement est donc requis pour évaluer les conséquences d'événements nouveaux sur la valeur de ces actifs et notamment les changements intervenant dans les estimations de ces profits futurs taxables et des délais nécessaires à leur utilisation.

En outre, ces positions fiscales peuvent dépendre des interprétations des législations fiscales et règlements dans les pays où le Groupe est présent. Ces interprétations peuvent avoir un caractère incertain. Selon les circonstances, elles ne sont définitives qu'après des négociations ou la résolution de litiges avec les autorités concernées qui peuvent durer plusieurs années.

L'impôt sur les sociétés et les méthodes appliquées pour sa comptabilisation sont détaillés dans la note 11 « Impôts sur les sociétés ».

Jugements en cas de transactions non couvertes par des normes ou interprétations

Par ailleurs, lorsqu'une transaction spécifique n'est traitée par aucune norme ou interprétation, la Direction Générale du Groupe exerce son jugement pour définir et mettre en œuvre les méthodes comptables permettant de fournir une information conforme aux principes généraux des IFRS : image fidèle, pertinence et importance relative.

1) Principes comptables généraux

1.1) Principes comptables

A) Principes de consolidation

Les entités contrôlées directement par la société mère ou indirectement par le biais d'autres entités contrôlées sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Les activités conjointes sont comptabilisées à hauteur de la quote-part détenue par le Groupe.

Les participations dans les entreprises associées, dans lesquelles l'investisseur exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote. Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20%, la comptabilisation par mise en équivalence ne s'applique que lorsque l'influence notable peut être démontrée.

Les soldes, transactions et résultats internes sont éliminés.

B) Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Cette méthode requiert la comptabilisation des actifs identifiables acquis et des passifs repris des sociétés acquises par le Groupe à leur juste valeur.

La comptabilisation initiale de l'acquisition est finalisée dans un délai maximum d'un an à compter de la date d'acquisition.

L'acquéreur doit comptabiliser le *goodwill* à la date d'acquisition, évalué comme étant l'excédent de :

- la contrepartie transférée, le montant des intérêts ne conférant pas le contrôle et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise ;
- par rapport à la juste valeur, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Si la contrepartie transférée est inférieure à la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris, le recensement et l'évaluation des éléments identifiables de l'actif et du passif font l'objet d'une analyse complémentaire. A l'issue de cette analyse complémentaire, le *goodwill* négatif résiduel est comptabilisé directement en résultat.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle peuvent être évalués soit à la quote-part de l'actif net identifiable de la société acquise, soit à la juste valeur.

Lors de transactions avec les intérêts ne conférant pas le contrôle, l'écart entre le prix payé (reçu) et la valeur comptable des intérêts ne conférant pas le contrôle acquis (cédés) est enregistré directement dans les capitaux propres.

C) Méthodes de conversion

La monnaie de présentation des états financiers du Groupe est le dollar américain. En revanche, la monnaie fonctionnelle de la société-mère est l'euro. Les écarts de conversion en résultant sont présentés dans la rubrique « Écart de conversion de consolidation de la société-mère » dans l'état du résultat global, au sein des autres éléments du résultat global ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat. Ils sont présentés dans la ligne « Écarts de conversion » au bilan.

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle.

Depuis le 1^{er} juillet 2018 l'Argentine est considérée comme un pays en hyperinflation. La norme IAS 29 « Information financière dans les économies hyper-inflationnistes » s'applique aux entités dont la monnaie fonctionnelle est le peso argentin. La monnaie fonctionnelle de la filiale argentine opérant dans le secteur Exploration-Production étant le dollar américain, IAS 29 est donc sans incidence sur les comptes du Groupe. L'actif net des autres secteurs est non significatif.

(i) Éléments monétaires

Les transactions réalisées en devises autres que la monnaie fonctionnelle de l'entité sont converties au cours de change en vigueur à la date de transaction. À la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires sont convertis au taux de clôture et l'écart de change qui en résulte est enregistré en résultat.

(ii) Conversion des états financiers

Les bilans des entreprises établis en monnaies autres que le dollar sont convertis en dollars sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de la période. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste « Écarts de conversion » pour la part du Groupe et dans le poste « Intérêts ne conférant pas le contrôle » pour la part des intérêts ne conférant pas le contrôle.

1.2) Principes comptables applicables et significatifs dans le futur

L'impact attendu de l'application des normes ou interprétations publiées respectivement par l'IASB (*International Accounting Standards Board*) et l'IFRS IC (*International Financial Reporting Standards Interpretations Committee*) non encore en vigueur au 31 décembre 2020 est non significatif.

2) Évolution de la composition du Groupe

2.1) Principales acquisitions et cessions de la période

Au cours de l'exercice 2020, les principales variations de la composition du Groupe ont été les suivantes :

➤ Integrated Gas, Renewables & Power

- Le 28 février 2020, TOTAL a finalisé l'acquisition de 37,4% de la société Adani Gas Limited, l'un des quatre principaux distributeurs de gaz en Inde. Pour atteindre 37,4% du capital d'Adani Gas Limited, TOTAL a lancé une offre publique d'achat le 14 octobre 2019 qui s'est terminée le 14 janvier 2020, puis a acquis dans un deuxième temps les actions complémentaires directement auprès d'Adani les 27 et 28 février 2020.
- Le 1^{er} décembre 2020, TOTAL a finalisé l'acquisition auprès d'Energías de Portugal de son activité de fourniture de gaz et d'électricité aux clients résidentiels en Espagne, qui représente un portefeuille de 2 millions de clients, ainsi que de deux centrales à cycle combiné au gaz naturel d'une puissance cumulée de près de 850 mégawatts.

➤ Exploration-Production

- Le 31 mars 2020, TOTAL a finalisé la cession de sa filiale Total E&P Deep Offshore Borneo BV, qui possède 86,95% du bloc CA1, situé à 100 km au large des côtes de Brunei, à Shell.
- Le 6 août 2020, TOTAL a finalisé la vente à NEO Energy d'actifs non stratégiques en mer du Nord britannique.
- En novembre 2020, TOTAL a finalisé l'acquisition des 33,3% d'intérêts de Tullow dans le projet de développement du Lac Albert, en Ouganda, et dans le projet de l'oléoduc East African Crude Oil Pipe Line (EACOP).

2.2) Principaux regroupements d'entreprises

Principes comptables

Conformément à la norme IFRS3 « Regroupements d'entreprises », TOTAL procède à l'évaluation de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables acquis, sur la base des informations disponibles. Cette évaluation sera finalisée dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

➤ Integrated Gas, Renewables & Power

EDP Comercializadora Espagne

- Le 1^{er} décembre 2020, TOTAL a acquis auprès d'Energías de Portugal son activité de fourniture de gaz et d'électricité aux clients résidentiels en Espagne, ainsi que deux centrales à cycle combiné au gaz naturel. Cette opération a été enregistrée pour un prix d'acquisition de 578 millions de dollars et un *goodwill* provisoire de 345 millions de dollars a été comptabilisé dans les comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Dans les comptes au 31 décembre 2020, la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés s'élève à 233 millions de dollars.

L'affectation du prix d'acquisition est détaillée ci-dessous :

(en millions de dollars)	A la date d'acquisition
<i>Goodwill</i>	345
Immobilisations incorporelles	56
Immobilisations corporelles	235
Autres actifs et passifs	(58)
Dette nette de la trésorerie acquise	-
Juste valeur de la contrepartie transférée	578

2.3) Projets de cession

Principes comptables

Conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs et passifs des entités contrôlées détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. A partir de la date de classification en « actifs détenus en vue de la vente », les dotations aux amortissements cessent.

➤ Exploration-Production

- Le 30 juillet 2020, TOTAL a annoncé que sa filiale Total Gabon, détenue à 58%, a signé un accord avec Perenco en vue de céder ses participations dans 7 champs offshore matures non opérés, ainsi que ses intérêts et le rôle d'opérateur dans le terminal pétrolier du Cap Lopez. L'opération reste soumise à l'approbation des autorités gabonaises.

Au 31 décembre 2020, les actifs et passifs ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 391 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 150 millions de dollars. Les actifs concernés comprennent principalement des immobilisations corporelles.

➤ Raffinage-Chimie

- Le 27 juillet 2020, TOTAL a signé un accord en vue de céder au groupe Prax la raffinerie de Lindsey ainsi que les actifs logistiques et l'ensemble des droits et obligations qui y sont associés.

Au 31 décembre 2020, les actifs et passifs ont été respectivement classés dans la rubrique « Actifs destinés à être cédés ou échangés » pour 154 millions de dollars et dans la rubrique « Passifs destinés à être cédés ou échangés » du bilan consolidé pour 238 millions de dollars.

3) Information sectorielle par secteur d'activité

Composition des secteurs

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du *reporting* interne. Elle reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de TOTAL qui est revue par le principal décideur opérationnel du Groupe, le Comité Exécutif.

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation et ajustements inter-secteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

La croissance rentable dans les chaînes de valeur intégrées du gaz et de l'électricité bas carbone est un des axes clés de la stratégie de TOTAL. Afin de donner une meilleure visibilité à ces activités, une nouvelle structure de reporting de l'information financière par secteur d'activité a été décidée et est effective depuis le 1er janvier 2019.

L'organisation des activités du Groupe s'articule autour des quatre secteurs d'activités suivants :

- un secteur Exploration-Production ;
- un secteur Integrated Gas, Renewables & Power qui comprend la chaîne intégrée du gaz (y compris le GNL) et de l'électricité bas carbone. Il inclut l'ensemble des activités de GNL amont et *midstream* auparavant reportées dans l'Exploration-Production ;
- un secteur Raffinage-Chimie qui constitue un grand pôle industriel contenant les activités de raffinage, de pétrochimie et de chimie de spécialités. Ce secteur couvre également les activités d'approvisionnement et de négoce pétrolier et les Transports maritimes ;
- un secteur Marketing & Services comprenant les activités de commercialisation dans le domaine des produits pétroliers ainsi que les activités d'approvisionnement et de logistique correspondantes.

Par ailleurs le secteur Holding comprend les activités fonctionnelles et financières des holdings.

Compte tenu du changement de la structure de l'organisation interne du Groupe modifiant la composition des secteurs d'activités, les données de l'information sectorielle relatives à l'exercice 2018 ont été retraitées.

Définition des indicateurs

(i) Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation)

Produits des ventes après déduction des achats consommés et variations de stocks, des autres charges d'exploitation, des charges d'exploration et des amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et des droits miniers.

Le résultat opérationnel exclut les amortissements d'immobilisations incorporelles autres que les droits miniers, les écarts de change et les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.

(ii) Résultat opérationnel net (critère de mesure de la rémunération des capitaux employés)

Résultat opérationnel après prise en compte des amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles autres que les droits miniers, des écarts de change et des plus ou moins-values sur cessions d'actifs, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux employés (dividendes des sociétés non consolidées, résultats de sociétés mises en équivalence, frais financiers capitalisés...), et après l'impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges constituant la différence entre le résultat opérationnel net et le résultat net part du groupe sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette) et les intérêts ne conférant pas le contrôle.

(iii) Résultats ajustés

Résultat opérationnel, résultat opérationnel net ou résultat net après retraitement des éléments d'ajustement décrits ci-dessous.

(iv) Capitaux employés

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement, retraités de l'effet de stock, nets des impôts différés et provisions non courantes.

(v) ROACE (Return on Average Capital Employed) - Rentabilité des capitaux employés moyens

Rapport du résultat opérationnel net ajusté à la moyenne des capitaux employés de début et de fin de période.

Les indicateurs de performance excluant les éléments d'ajustement, tels que les résultats ajustés et le ROACE sont destinés à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

Éléments d'ajustement

Les éléments d'ajustement comprennent :

(i) Les éléments non récurrents

En raison de leur caractère inhabituel ou particulièrement significatif, certaines transactions qualifiées « d'éléments non récurrents » sont exclues des informations par secteur d'activité. En général, les éléments non récurrents concernent des transactions qui sont significatives, peu fréquentes ou inhabituelles. Cependant, dans certains cas, des transactions telles que coûts de restructuration ou cessions d'actifs, qui ne sont pas considérées comme représentatives du cours normal de l'activité, peuvent être qualifiées d'éléments non récurrents, bien que des transactions similaires aient pu se produire au cours des exercices précédents, ou risquent de se reproduire lors des exercices futurs.

(ii) L'effet de stock

Les résultats ajustés des secteurs Raffinage-Chimie et Marketing & Services sont communiqués selon la méthode du coût de remplacement. Cette méthode est utilisée afin de mesurer la performance des secteurs et de faciliter la comparabilité de leurs résultats avec ceux des principaux concurrents du Groupe.

Dans la méthode du coût de remplacement, proche du LIFO (*Last In, First Out*), la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence au différentiel de prix fin de mois d'une période à l'autre ou par référence à des prix moyens de la période selon la nature des stocks concernés et non par référence à la valeur historique des stocks. L'effet de stock correspond à la différence entre les résultats calculés selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) et les résultats selon la méthode du coût de remplacement.

(iii) L'effet des variations de juste valeur

L'effet des variations de juste valeur présenté en éléments d'ajustement correspond, pour certaines transactions, à des différences entre la mesure interne de la performance utilisée par le Comité Exécutif de TOTAL et la comptabilisation de ces transactions selon les normes IFRS.

Les normes IFRS prévoient que les stocks de *trading* soient comptabilisés à leur juste valeur en utilisant les cours *spot* de fin de période. Afin de refléter au mieux la gestion par des transactions dérivées de l'exposition économique liée à ces stocks, les indicateurs internes de mesure de la performance intègrent une valorisation des stocks de *trading* en juste valeur sur la base de cours *forward*.

Dans le cadre de ses activités de *trading*, TOTAL conclut par ailleurs des contrats de stockage dont la représentation future est enregistrée en juste valeur dans la performance économique interne du Groupe, mais n'est pas autorisée par les normes IFRS.

Enfin, TOTAL souscrit des instruments dérivés dans le but de gérer l'exposition aux risques de certains contrats ou actifs opérationnels. En application des normes IFRS, ces instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur alors que les transactions opérationnelles sous-jacentes sont comptabilisées lors de leur réalisation. Les indicateurs internes reportent la reconnaissance du résultat sur les instruments dérivés au dénouement des transactions.

Dans ce cadre, les résultats ajustés (résultat opérationnel ajusté, résultat opérationnel net ajusté, résultat net ajusté) se définissent comme les résultats au coût de remplacement, hors éléments non récurrents et hors effet des variations de juste valeur.

A) Informations par secteur d'activité

Exercice 2020 (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 973	15 629	56 615	63 451	17	-	140 685
Chiffre d'affaires Groupe	18 483	2 003	17 378	357	223	(38 444)	-
Droits d'accises	-	-	(2 405)	(18 576)	-	-	(20 981)
Produits des ventes	23 456	17 632	71 588	45 232	240	(38 444)	119 704
Charges d'exploitation	(11 972)	(15 847)	(70 524)	(42 807)	(1 049)	38 444	(103 755)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(16 998)	(2 312)	(1 878)	(984)	(92)	-	(22 264)
Résultat opérationnel	(5 514)	(527)	(814)	1 441	(901)	-	(6 315)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	697	794	(393)	37	272	-	1 407
Impôts du résultat opérationnel net	(208)	71	59	(515)	(67)	-	(660)
Résultat opérationnel net	(5 025)	338	(1 148)	963	(696)	-	(5 568)
Coût net de la dette nette							(1 768)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							94
Résultat net - part du groupe							(7 242)

Exercice 2020 (éléments d'ajustement) ^(a) (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	-	20	-	-	-	-	20
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	-	20	-	-	-	-	20
Charges d'exploitation	(137)	(423)	(1 552)	(330)	(60)	-	(2 502)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(7 693)	(953)	(306)	-	-	-	(8 952)
Résultat opérationnel^(b)	(7 830)	(1 356)	(1 858)	(330)	(60)	-	(11 434)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	54	(382)	(677)	(24)	107	-	(922)
Impôts du résultat opérationnel net	388	298	348	93	(145)	-	982
Résultat opérationnel net^(b)	(7 388)	(1 440)	(2 187)	(261)	(98)	-	(11 374)
Coût net de la dette nette							(29)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							102
Résultat net - part du groupe							(11 301)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

^(b) Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	-	(1 244)	(196)	-	
Sur le résultat opérationnel net	-	-	(1 165)	(137)	-	

Exercice 2020 (ajusté) (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	4 973	15 609	56 615	63 451	17	-	140 665
Chiffre d'affaires Groupe	18 483	2 003	17 378	357	223	(38 444)	-
Droits d'accises	-	-	(2 405)	(18 576)	-	-	(20 981)
Produits des ventes	23 456	17 612	71 588	45 232	240	(38 444)	119 684
Charges d'exploitation	(11 835)	(15 424)	(68 972)	(42 477)	(989)	38 444	(101 253)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 305)	(1 359)	(1 572)	(984)	(92)	-	(13 312)
Résultat opérationnel ajusté	2 316	829	1 044	1 771	(841)	-	5 119
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	643	1 176	284	61	165	-	2 329
Impôts du résultat opérationnel net	(596)	(227)	(289)	(608)	78	-	(1 642)
Résultat opérationnel net ajusté	2 363	1 778	1 039	1 224	(598)	-	5 806
Coût net de la dette nette							(1 739)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							(8)
Résultat net ajusté - part du groupe							4 059

Exercice 2020 (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	6 782	6 230	1 325	1 052	145		15 534
Désinvestissements	819	1 152	149	158	177		2 455
Flux de trésorerie d'exploitation	9 922	2 129	2 438	2 101	(1 787)		14 803
Bilan au 31 décembre 2020							
Immobilisations corporelles et incorporelles	89 207	30 704	12 486	8 734	732		141 863
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	7 328	16 455	3 638	555	-		27 976
Autres actifs non courants	5 093	3 647	791	1 260	1 042		11 833
Besoin en fonds de roulement	1 968	(1 004)	(264)	(43)	(4 470)		(3 813)
Provisions et autres passifs non courants	(24 909)	(4 566)	(4 658)	(1 641)	606		(35 168)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	241	375	(83)	-	-		533
Capitaux employés (Bilan)	78 928	45 611	11 910	8 865	(2 090)		143 224
Moins effet de stock	-	-	(535)	(72)	-		(607)
Capitaux employés (Information par secteur)	78 928	45 611	11 375	8 793	(2 090)		142 617
ROACE en pourcentage	3%	4%	9%	14%			4%

Exercice 2019 (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	7 261	18 167	87 598	87 280	10	-	200 316
Chiffre d'affaires Groupe	31 329	2 825	32 390	659	125	(67 328)	-
Droits d'accises	-	-	(3 015)	(21 052)	-	-	(24 067)
Produits des ventes	38 590	20 992	116 973	66 887	135	(67 328)	176 249
Charges d'exploitation	(16 389)	(18 316)	(112 104)	(63 855)	(925)	67 328	(144 261)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(11 659)	(1 492)	(1 527)	(980)	(73)	-	(15 731)
Résultat opérationnel	10 542	1 184	3 342	2 052	(863)	-	16 257
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	610	2 330	322	101	42	-	3 405
Impôts du résultat opérationnel net	(4 572)	(741)	(470)	(598)	155	-	(6 226)
Résultat opérationnel net	6 580	2 773	3 194	1 555	(666)	-	13 436
Coût net de la dette nette							(1 998)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							(171)
Résultat net - part du groupe							11 267

Exercice 2019 (éléments d'ajustement)^(a) (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	-	(64)	-	-	-	-	(64)
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	-	(64)	-	-	-	-	(64)
Charges d'exploitation	(145)	(240)	397	(40)	(112)	-	(140)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(721)	(156)	(41)	(2)	-	-	(920)
Résultat opérationnel^(b)	(866)	(460)	356	(42)	(112)	-	(1 124)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(112)	974	(83)	(83)	-	-	696
Impôts du résultat opérationnel net	49	(130)	(82)	27	(73)	-	(209)
Résultat opérationnel net^(b)	(929)	384	191	(98)	(185)	-	(637)
Coût net de la dette nette							(15)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							91
Résultat net - part du groupe							(561)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

^(b) Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	-	477	(31)	-
Sur le résultat opérationnel net	-	-	371	(14)	-

Exercice 2019 (ajusté)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
(en millions de dollars)							
Chiffre d'affaires hors Groupe	7 261	18 231	87 598	87 280	10	-	200 380
Chiffre d'affaires Groupe	31 329	2 825	32 390	659	125	(67 328)	-
Droits d'accises	-	-	(3 015)	(21 052)	-	-	(24 067)
Produits des ventes	38 590	21 056	116 973	66 887	135	(67 328)	176 313
Charges d'exploitation	(16 244)	(18 076)	(112 501)	(63 815)	(813)	67 328	(144 121)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(10 938)	(1 336)	(1 486)	(978)	(73)	-	(14 811)
Résultat opérationnel ajusté	11 408	1 644	2 986	2 094	(751)	-	17 381
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	722	1 356	405	184	42	-	2 709
Impôts du résultat opérationnel net	(4 621)	(611)	(388)	(625)	228	-	(6 017)
Résultat opérationnel net ajusté	7 509	2 389	3 003	1 653	(481)	-	14 073
Coût net de la dette nette							(1 983)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							(262)
Résultat net ajusté - part du groupe							11 828

Exercice 2019	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
(en millions de dollars)							
Investissements	8 992	7 053	1 698	1 374	120		19 237
Désinvestissements	368	1 108	322	249	13		2 060
Flux de trésorerie d'exploitation	16 917	3 461	3 837	2 604	(2 134)		24 685
Bilan au 31 décembre 2019							
Immobilisations corporelles et incorporelles	98 894	29 597	12 196	8 316	583		149 586
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	7 631	15 271	3 787	433	-		27 122
Autres actifs non courants	4 484	2 993	744	1 179	1 009		10 409
Besoin en fonds de roulement	2 617	(1 192)	796	178	(3 909)		(1 510)
Provisions et autres passifs non courants	(25 208)	(5 488)	(3 898)	(1 531)	153		(35 972)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	426	368	-	-	-		794
Capitaux employés (Bilan)	88 844	41 549	13 625	8 575	(2 164)		150 429
Moins effet de stock	-	-	(1 397)	(204)	-		(1 601)
Capitaux employés (Information par secteur)	88 844	41 549	12 228	8 371	(2 164)		148 828
ROACE en pourcentage	8%	6%	26%	22%			10%

Exercice 2018 (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	9 889	17 236	92 025	90 206	7	-	209 363
Chiffre d'affaires Groupe	30 337	2 198	35 462	979	64	(69 040)	-
Droits d'accises	-	-	(3 359)	(21 898)	-	-	(25 257)
Produits des ventes	40 226	19 434	124 128	69 287	71	(69 040)	184 106
Charges d'exploitation	(17 532)	(17 679)	(120 393)	(66 737)	(796)	69 040	(154 097)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(10 192)	(1 827)	(1 222)	(709)	(42)	-	(13 992)
Résultat opérationnel	12 502	(72)	2 513	1 841	(767)	-	16 017
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	1 365	1 639	782	307	77	-	4 170
Impôts du résultat opérationnel net	(5 770)	(471)	(445)	(532)	375	-	(6 843)
Résultat opérationnel net	8 097	1 096	2 850	1 616	(315)	-	13 344
Coût net de la dette nette							(1 794)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							(104)
Résultat net - part du groupe							11 446

Exercice 2018 (éléments d'ajustement)^(a) (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	-	56	-	-	-	-	56
Chiffre d'affaires Groupe	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'accises	-	-	-	-	-	-	-
Produits des ventes	-	56	-	-	-	-	56
Charges d'exploitation	(199)	(237)	(616)	(45)	(9)	-	(1 106)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(707)	(1 065)	(2)	-	-	-	(1 774)
Résultat opérationnel^(b)	(906)	(1 246)	(618)	(45)	(9)	-	(2 824)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	(128)	(247)	(116)	(5)	-	-	(496)
Impôts du résultat opérationnel net	584	170	205	14	-	-	973
Résultat opérationnel net^(b)	(450)	(1 323)	(529)	(36)	(9)	-	(2 347)
Coût net de la dette nette							(67)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							301
Résultat net - part du groupe							(2 113)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

^(b) Dont effet stock

Sur le résultat opérationnel	-	-	(589)	(6)	-	
Sur le résultat opérationnel net	-	-	(413)	(5)	-	

Exercice 2018 (ajusté) (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Chiffre d'affaires hors Groupe	9 889	17 180	92 025	90 206	7	-	209 307
Chiffre d'affaires Groupe	30 337	2 198	35 462	979	64	(69 040)	-
Droits d'accises	-	-	(3 359)	(21 898)	-	-	(25 257)
Produits des ventes	40 226	19 378	124 128	69 287	71	(69 040)	184 050
Charges d'exploitation	(17 333)	(17 442)	(119 777)	(66 692)	(787)	69 040	(152 991)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(9 485)	(762)	(1 220)	(709)	(42)	-	(12 218)
Résultat opérationnel ajusté	13 408	1 174	3 131	1 886	(758)	-	18 841
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence et autres éléments	1 493	1 886	898	312	77	-	4 666
Impôts du résultat opérationnel net	(6 354)	(641)	(650)	(546)	375	-	(7 816)
Résultat opérationnel net ajusté	8 547	2 419	3 379	1 652	(306)	-	15 691
Coût net de la dette nette							(1 727)
Intérêts ne conférant pas le contrôle							(405)
Résultat net ajusté - part du groupe							13 559

Exercice 2018 (en millions de dollars)	Exploration - Production	Integrated Gas, Renewables & Power	Raffinage - Chimie	Marketing & Services	Holding	Éliminations de consolidation	Total
Investissements	13 789	5 032	1 781	1 458	125		22 185
Désinvestissements	3 674	2 209	919	428	9		7 239
Flux de trésorerie d'exploitation	18 537	596	4 308	2 759	(1 497)		24 703
Bilan au 31 décembre 2018							
Immobilisations corporelles et incorporelles	100 997	24 023	10 493	6 343	390		142 246
Titres et prêts des sociétés mises en équivalence	6 754	12 349	3 910	431	-		23 444
Autres actifs non courants	4 780	3 114	663	1 155	881		10 593
Besoin en fonds de roulement	1 911	420	32	194	(4 064)		(1 507)
Provisions et autres passifs non courants	(25 042)	(6 288)	(3 615)	(1 465)	125		(36 285)
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés - Capitaux employés	-	1 128	151	-	-		1 279
Capitaux employés (Bilan)	89 400	34 746	11 634	6 658	(2 668)		139 770
Moins effet de stock	-	-	(1 035)	(216)	-		(1 251)
Capitaux employés (Information par secteur)	89 400	34 746	10 599	6 442	(2 668)		138 519
ROACE en pourcentage	10%	7%	31%	25%			12%

B) Réconciliation des informations par secteur avec les états financiers consolidés

L'impact des éléments d'ajustement sur le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

Exercice 2020 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	140 665	20	140 685
Droits d'accises	(20 981)	-	(20 981)
Produits des ventes	119 684	20	119 704
Achats, nets de variation de stocks	(75 672)	(1 814)	(77 486)
Autres charges d'exploitation	(24 850)	(688)	(25 538)
Charges d'exploration	(731)	-	(731)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(13 312)	(8 952)	(22 264)
Autres produits	1 405	832	2 237
Autres charges	(689)	(817)	(1 506)
Coût de l'endettement financier brut	(2 140)	(7)	(2 147)
Produits et charges de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	68	(31)	37
Coût de l'endettement financier net	(2 072)	(38)	(2 110)
Autres produits financiers	914	-	914
Autres charges financières	(689)	(1)	(690)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1 388	(936)	452
Produit (charge) d'impôt	(1 309)	991	(318)
Résultat net de l'ensemble consolidé	4 067	(11 403)	(7 336)
Part du Groupe	4 059	(11 301)	(7 242)
Intérêts ne conférant pas le contrôle	8	(102)	(94)

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

Exercice 2019 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	200 380	(64)	200 316
Droits d'accises	(24 067)	-	(24 067)
Produits des ventes	176 313	(64)	176 249
Achats, nets de variation de stocks	(116 464)	243	(116 221)
Autres charges d'exploitation	(26 872)	(383)	(27 255)
Charges d'exploration	(785)	-	(785)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(14 811)	(920)	(15 731)
Autres produits	876	287	1 163
Autres charges	(455)	(737)	(1 192)
Coût de l'endettement financier brut	(2 318)	(15)	(2 333)
Produits et charges de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(19)	-	(19)
Coût de l'endettement financier net	(2 337)	(15)	(2 352)
Autres produits financiers	792	-	792
Autres charges financières	(764)	-	(764)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	2 260	1 146	3 406
Produit (charge) d'impôt	(5 663)	(209)	(5 872)
Résultat net de l'ensemble consolidé	12 090	(652)	11 438
Part du Groupe	11 828	(561)	11 267
Intérêts ne conférant pas le contrôle	262	(91)	171

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

Exercice 2018 (en millions de dollars)	Ajusté	Éléments d'ajustement^(a)	Compte de résultat consolidé
Chiffre d'affaires	209 307	56	209 363
Droits d'accises	(25 257)	-	(25 257)
Produits des ventes	184 050	56	184 106
Achats, nets de variation de stocks	(125 134)	(682)	(125 816)
Autres charges d'exploitation	(27 060)	(424)	(27 484)
Charges d'exploration	(797)	-	(797)
Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers	(12 218)	(1 774)	(13 992)
Autres produits	1 518	320	1 838
Autres charges	(448)	(825)	(1 273)
Coût de l'endettement financier brut	(1 866)	(67)	(1 933)
Produits et charges de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	(188)	-	(188)
Coût de l'endettement financier net	(2 054)	(67)	(2 121)
Autres produits financiers	1 120	-	1 120
Autres charges financières	(685)	-	(685)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	3 161	9	3 170
Produit (charge) d'impôt	(7 489)	973	(6 516)
Résultat net de l'ensemble consolidé	13 964	(2 414)	11 550
Part du Groupe	13 559	(2 113)	11 446
Intérêts ne conférant pas le contrôle	405	(301)	104

^(a) Les éléments d'ajustement incluent les éléments non récurrents, l'effet de stock et l'effet des variations de juste valeur.

C) Informations sur les éléments d'ajustement

Les principaux éléments d'ajustement de l'exercice 2020 sont constitués des « Dépréciations exceptionnelles » d'actifs non courants pour un montant de (8 952) millions de dollars en résultat opérationnel et (8 465) millions de dollars en résultat net part du Groupe. Les modalités de réalisation des tests de dépréciation et les dépréciations exceptionnelles enregistrées au cours de l'exercice sont détaillées dans le paragraphe D de la note 3.

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2020 (en millions de dollars)	Integrated Gas, Exploration Renewables - Production & Power					Marketing & Services	Holding	Total
	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie			
Effet de stock	-	-	(1 244)	(196)	-	-	(1 440)	
Effet des variations de juste valeur	-	20	-	-	-	-	20	
Charges de restructuration	(35)	(39)	(30)	-	-	-	(104)	
Dépréciations exceptionnelles	(7 693)	(953)	(306)	-	-	-	(8 952)	
Autres éléments	(102)	(384)	(278)	(134)	(60)	-	(958)	
Total	(7 830)	(1 356)	(1 858)	(330)	(60)	-	(11 434)	

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2020 (en millions de dollars)	Integrated Gas, Exploration Renewables - Production & Power					Marketing & Services	Holding	Total
	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie			
Effet de stock	-	-	(1 160)	(120)	-	-	(1 280)	
Effet des variations de juste valeur	-	23	-	-	-	-	23	
Charges de restructuration	(29)	(43)	(292)	-	-	-	(364)	
Dépréciations exceptionnelles	(7 328)	(829)	(306)	(2)	-	-	(8 465)	
Plus (moins) values de cession	-	-	-	-	104	-	104	
Autres éléments	-	(566)	(423)	(106)	(224)	-	(1 319)	
Total	(7 357)	(1 415)	(2 181)	(228)	(120)	-	(11 301)	

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2019 (en millions de dollars)	Integrated Gas, Exploration Renewables - Production & Power					Marketing & Services	Holding	Total
	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie			
Effet de stock	-	-	477	(31)	-	-	446	
Effet des variations de juste valeur	-	(19)	-	-	-	-	(19)	
Charges de restructuration	-	(4)	-	-	-	-	(4)	
Dépréciations exceptionnelles	(721)	(156)	(41)	(2)	-	-	(920)	
Autres éléments	(145)	(281)	(80)	(9)	(112)	-	(627)	
Total	(866)	(460)	356	(42)	(112)	-	(1 124)	

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2019 (en millions de dollars)	Integrated Gas, Exploration Renewables - Production & Power					Marketing & Services	Holding	Total
	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie	Chimie			
Effet de stock	-	-	369	(23)	-	-	346	
Effet des variations de juste valeur	-	(15)	-	-	-	-	(15)	
Charges de restructuration	(5)	(31)	(22)	-	-	-	(58)	
Dépréciations exceptionnelles	(530)	105	(39)	(1)	-	-	(465)	
Plus (moins) values de cession	-	-	-	-	-	-	-	
Autres éléments	(405)	422	(119)	(82)	(185)	-	(369)	
Total	(940)	481	189	(106)	(185)	-	(561)	

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Exercice 2018 (en millions de dollars)	Integrated Gas, Exploration Renewables - Production & Power					Marketing & Services	Holding	Total
	Chimie							
Effet de stock	-	-	(589)	(6)	-	(595)		
Effet des variations de juste valeur	-	48	-	-	-	48		
Charges de restructuration	(67)	-	(3)	-	-	(70)		
Dépréciations exceptionnelles	(707)	(1 065)	(2)	-	-	(1 774)		
Autres éléments	(132)	(229)	(24)	(39)	(9)	(433)		
Total	(906)	(1 246)	(618)	(45)	(9)	(2 824)		

ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT DU RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Exercice 2018 (en millions de dollars)	Integrated Gas, Exploration Renewables - Production & Power					Marketing & Services	Holding	Total
	Chimie							
Effet de stock	-	-	(414)	(6)	-	(420)		
Effet des variations de juste valeur	-	38	-	-	-	38		
Charges de restructuration	(94)	(10)	(34)	-	-	(138)		
Dépréciations exceptionnelles	(651)	(896)	(48)	-	-	(1 595)		
Plus (moins) valeurs de cession	(14)	(2)	-	-	-	(16)		
Autres éléments	252	(112)	(34)	(47)	(41)	18		
Total	(507)	(982)	(530)	(53)	(41)	(2 113)		

D) Dépréciations d'actifs

Principes comptables

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de perte de valeur de ces actifs, ce test étant réalisé au minimum annuellement pour les *goodwill*.

La valeur recouvrable correspond à la valeur d'utilité ou à la juste valeur diminuée des coûts de sortie lorsque celle-ci est plus élevée.

Les tests sont effectués aux bornes d'unités génératrices de trésorerie (UGT). Une UGT est un ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs.

La valeur d'utilité d'une UGT est déterminée par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe. Lorsque cette valeur est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée. Celle-ci est affectée en priorité sur les *goodwill* en contrepartie des « Autres charges ». Le complément éventuel est ensuite affecté aux immobilisations corporelles et droits miniers en contrepartie des « Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers » et aux autres immobilisations incorporelles en contrepartie des « Autres charges ».

Cette perte de valeur peut éventuellement être reprise dans la limite de la valeur nette comptable qu'aurait eue l'immobilisation à la même date si elle n'avait pas été dépréciée. Les pertes de valeur constatées sur les *goodwill* ont un caractère irréversible.

Des tests de dépréciation sur les titres et prêts mis en équivalence sont effectués dès lors qu'il existe un indice objectif de perte de valeur. Si tel est le cas, la valeur comptable de l'investissement est comparée à leur valeur recouvrable, soit la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Si la valeur comptable excède la valeur recouvrable, une perte de valeur est comptabilisée en contrepartie de la « Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence ».

Au titre de l'exercice 2020, des dépréciations d'actifs ont été enregistrées avec un impact de (8 952) millions de dollars sur le résultat opérationnel et (8 465) millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations ont été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

Les dépréciations portent sur certaines unités génératrices de trésorerie (UGT) pour lesquelles des indicateurs de perte de valeur ont été identifiés, en raison de l'évolution des conditions d'exploitation ou de l'environnement économique des activités concernées.

Les principes appliqués sont les suivants :

- les flux de trésorerie ont été établis à partir des hypothèses retenues dans le budget 2021 et le plan stratégique du Groupe approuvés par le Comité Exécutif Groupe et le Conseil d'administration. Ces hypothèses, incluant notamment les coûts opérationnels, les estimations de réserves d'hydrocarbures, les volumes produits et commercialisés futurs, représentent la meilleure estimation par le management du Groupe de l'ensemble des conditions économiques et techniques pendant la durée de vie résiduelle des actifs ;
- le Groupe, s'appuyant notamment sur des données de demande globale d'énergie issues du « World Energy Outlook » publié par l'AIE depuis 2016 et sur ses propres évaluations de l'offre, établit des scénarios de prix du pétrole et du gaz en se fondant sur des hypothèses d'évolution d'indicateurs fondamentaux du secteur amont (la demande en hydrocarbures sur les différents marchés, les prévisions d'investissement, le déclin des champs en production, l'évolution des réserves d'hydrocarbures et de l'offre par région et par qualité d'hydrocarbures), du secteur aval (l'évolution des capacités de raffinage et de la demande en produits pétroliers) et en intégrant l'enjeu « climat ».

Ces scénarios de prix élaborés dans un premier temps au sein de la Direction de la Stratégie et Climat, sont également revus avec les secteurs du Groupe qui y apportent leur expertise propre. Ils prennent en compte également les études publiées par des agences internationales, des banques et des consultants indépendants. Ils sont ensuite approuvés par le Comité Exécutif et le Conseil d'administration.

- Le World Energy Outlook 2020 de l'AIE prévoit quatre scénarios parmi lesquels le STEPS (Stated Policies Scenario) à court / moyen terme et le SDS (Sustainable Development Scenario) à moyen / long terme sont des références importantes pour le Groupe.
- Le STEPS tient compte des mesures déjà mises en œuvre par les pays dans le domaine énergétique ainsi que des effets des politiques annoncées par les Etats (y compris les Nationally Determined Contributions, ou NDCs, de l'accord de Paris). Le SDS tient compte des mesures nécessaires pour atteindre une élévation de température inférieure à 2°C par rapport au niveau pré-industriel ainsi que des objectifs énergétiques fixés dans le « 2030 Agenda for Sustainable Development » adopté en 2015 par les membres de l'ONU. Le Groupe inscrit ainsi sa trajectoire de prix à long terme dans le scénario SDS de l'AIE, compatible avec l'Accord de Paris, qui prévoit à horizon 2040 une convergence du prix du pétrole vers 50\$/2020/b.

Les trajectoires de prix d'hydrocarbures retenues par le Groupe reposent sur les hypothèses suivantes :

- Après la forte récession observée en 2020 du fait de la crise sanitaire, qui affecte fortement la demande de pétrole en 2020 et 2021 avant de revenir à un niveau avant crise, la demande de pétrole devrait continuer de croître à horizon 2030, dans un contexte de croissance soutenue de la demande mondiale d'énergie, liée à la croissance de la population et du niveau de vie, et malgré l'électrification progressive des transports et les gains d'efficacité des moteurs thermiques.

Le Groupe a ainsi retenu pour déterminer la valeur recouvrable des UGT le profil suivant sur le prix du Brent : 40\$/b en 2021, 50\$/b en 2022, 60\$/b en 2023.

Au delà, le Groupe maintient son analyse selon laquelle la faiblesse des investissements dans l'amont Oil & Gas depuis 2015, accentuée par la crise sanitaire et économique de 2020, va se traduire à horizon 2025 par une insuffisance de capacités de production au niveau mondial et un rebond des prix, qui atteindraient alors 70\$/b, niveau auquel ils se stabiliseraient au cours des cinq années suivantes. Au-delà de 2030, compte tenu des évolutions technologiques, notamment dans le domaine des transports, la demande de pétrole ne devrait plus connaître de croissance et les prix du Brent tendraient vers le prix de 50\$/b en 2040, en ligne avec le scénario SDS de l'AIE.

La moyenne des prix du Brent sur la période 2020-2050 s'établit ainsi à 57\$/2020/b.

- La demande de gaz naturel serait pour sa part tirée par la substitution du gaz au charbon dans la génération électrique et par son rôle de source alternative pour pallier l'intermittence des énergies renouvelables. L'offre abondante à l'échelle mondiale ainsi que l'essor du gaz naturel liquéfié limiteraient cependant le potentiel de hausse des prix du gaz.

Dans ce contexte, le niveau de prix du gaz retenu pour déterminer la valeur recouvrable des UGT concernées se stabilise à partir de 2025 autour de 6,3\$/2020/Mbtu sur la cotation NBP (Europe) et 2,7\$/2020/Mbtu sur la cotation Henry Hub (Etats-Unis).

- Pour la détermination des coûts opérationnels futurs, il a été pris en compte les technologies actuelles, la fluctuation du prix des services pétroliers en fonction de l'évolution des marchés et les programmes internes de maîtrise des coûts effectivement mis en œuvre ;
- Les flux de trésorerie futurs sont établis sur une période cohérente avec la durée de vie des actifs compris dans l'UGT. Ils sont établis après impôt et intègrent les risques spécifiques aux actifs. Ils sont actualisés à un taux de 7% après impôt, ce taux correspondant au coût moyen pondéré du capital du Groupe estimé à partir de données historiques de marché. Ce taux s'élevait à 7% en 2019 et en 2018. La valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie après impôt définis ci-dessus actualisés à un taux de 7% après impôt n'est pas significativement différente de la valeur d'utilité fondée sur les flux de trésorerie avant impôt actualisés à un taux avant impôt, ce dernier étant déterminé par un calcul itératif fondé sur la valeur d'utilité après impôt. Les taux d'actualisation avant impôt ainsi déterminés se situent généralement entre 7% et 14% en 2020.

Les UGT du secteur Exploration-Production sont définies comme des champs ou groupements de champs d'hydrocarbures intégrant des actifs industriels permettant la production, le traitement et l'évacuation de ces hydrocarbures. Au titre de l'exercice 2020, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur des UGT du secteur Exploration-Production pour (2 233) millions de dollars en résultat opérationnel et (1 854) millions de dollars en résultat net part du Groupe. Les dépréciations comptabilisées en 2020 concernent principalement les actifs *oil sands* du Canada.

Les UGT du secteur Integrated Gas, Renewables & Power sont des filiales ou groupes de filiales organisés par activité ou par zone géographique pertinente, et des champs ou groupements de champs pour les activités amont de GNL. Au titre de l'exercice 2020, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur les UGT du secteur Integrated Gas, Renewables & Power pour (953) millions de dollars en résultat opérationnel et (829) millions de dollars en résultat net part du Groupe. Les dépréciations comptabilisées concernent les actifs GNL en Australie.

Les UGT du secteur Raffinage-Chimie sont définies aux bornes des entités juridiques ayant des activités opérationnelles pour les activités de raffinage et de pétrochimie. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir de la marge brute sur coûts variables (calculée sur la base du chiffre d'affaires déduction faite des achats de pétroles bruts et de produits raffinés, de l'effet de la valorisation des stocks et des frais variables). Les autres activités du secteur sont des divisions mondiales, chaque division regroupant un ensemble d'activités ou de produits homogènes sur les plans stratégiques, commerciaux et industriels. Les flux de trésorerie futurs sont déterminés à partir des marges spécifiques de ces activités, sans lien avec le cours du pétrole. Au titre de l'exercice 2020, le Groupe a comptabilisé des dépréciations sur les UGT du secteur Raffinage-Chimie pour (306) millions de dollars en résultat opérationnel et (306) millions de dollars en résultat net part du Groupe. Les dépréciations comptabilisées concernent principalement les UGT de raffinage en France et au Royaume-Uni.

Les UGT du secteur Marketing & Services sont des filiales ou groupes de filiales organisés par zone géographique pertinente. Au titre de l'exercice 2020, aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur les UGT du secteur Marketing & Services en résultat opérationnel et des dépréciations non significatives ont été comptabilisées en résultat net part du Groupe.

Par ailleurs, en cohérence avec sa nouvelle ambition Climat exprimée le 5 mai 2020 qui vise à la neutralité carbone, le Groupe a passé en revue ses actifs pétroliers pouvant être qualifiés de *stranded assets*, c'est-à-dire présentant des réserves de plus de 20 ans et des coûts de production élevés, dont la totalité des réserves pourraient donc ne pas être produites avant 2050. Les seuls projets concernés sont les projets *oil sands* canadiens de Fort Hills et Surmont.

Le Groupe a décidé de ne prendre en compte pour les calculs de dépréciation sur ces deux actifs que les seules réserves prouvées – contrairement à la pratique générale qui considère les réserves dites prouvées et probables. Ceci conduit à une dépréciation exceptionnelle complémentaire de (5 460) millions de dollars en résultat opérationnel et (5 474) millions de dollars en résultat net part du Groupe.

Au total, les dépréciations d'actifs enregistrées sur l'exercice 2020 ont un impact de (8 952) millions de dollars sur le résultat opérationnel et (8 465) millions de dollars sur le résultat net part du Groupe, dont (6 988) millions de dollars sur les seuls actifs *oil sands* canadiens.

Ces dépréciations ont été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

En ce qui concerne les sensibilités du secteur Exploration-Production :

- Une baisse de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact quasi-nul sur le résultat opérationnel et le résultat net part du Groupe ;
- Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact négatif complémentaire de l'ordre de 0,4 milliard de dollars sur le résultat opérationnel et le résultat net part du Groupe ;
- Une variation de (10) % du prix des hydrocarbures sur toute la durée du plan aurait un impact négatif complémentaire de l'ordre de 1,9 milliard de dollars sur le résultat opérationnel et de 1,6 milliard de dollars sur le résultat net part du Groupe.

Les actifs les plus sensibles concernés seraient les actifs pour lesquels une dépréciation a déjà été comptabilisée en 2020 ou précédemment (impact de l'ordre de 1,1 milliard de dollars en résultat opérationnel et 0,9 milliard de dollars en résultat net, part du Groupe), notamment des actifs au Canada.

En ce qui concerne les sensibilités des activités amont de GNL et des UGT incluant un goodwill significatif :

- Une baisse de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact quasi-nul sur le résultat opérationnel et le résultat net part du Groupe ;
- Une augmentation de 1 point du taux d'actualisation aurait un impact négatif complémentaire de l'ordre de 1,1 milliard de dollars sur le résultat opérationnel et de 1,0 milliard de dollars sur le résultat net part du Groupe ;
- Une variation de (10) % du cours des hydrocarbures sur toute la durée du plan aurait un impact négatif complémentaire de l'ordre de 1,5 milliard de dollars sur le résultat opérationnel et de 1,2 milliard de dollars sur le résultat net part du Groupe.

Les actifs les plus sensibles concernés seraient les actifs pour lesquels une dépréciation a déjà été comptabilisée en 2020 ou précédemment (impact de l'ordre de 1,5 milliard de dollars en résultat opérationnel et 1,2 milliard de dollars en résultat net, part du Groupe), notamment des actifs en Australie.

Au titre de l'exercice 2019, des dépréciations d'actifs avaient été enregistrées dans les secteurs Exploration- Production, Integrated Gas, Renewables & Power, Raffinage-Chimie et Marketing & Services avec un impact de (920) millions de dollars sur le résultat opérationnel et de (465) millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations avaient été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

Au titre de l'exercice 2018, des dépréciations d'actifs avaient été enregistrées dans les secteurs Exploration- Production, Integrated Gas, Renewables & Power et Raffinage-Chimie avec un impact de (1 774) millions de dollars sur le résultat opérationnel et de (1 595) millions de dollars sur le résultat net part du Groupe. Ces dépréciations avaient été qualifiées d'éléments d'ajustement du résultat opérationnel et du résultat net part du Groupe.

4) Information sectorielle par zone géographique

(en millions de dollars)	France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Reste du monde	Total
Exercice 2020						
Chiffre d'affaires hors Groupe	32 748	67 292	13 258	16 011	11 376	140 685
Immobilisations corporelles et incorporelles	14 555	30 932	11 891	43 087	41 398	141 863
Investissements bruts	2 044	3 165	899	3 816	5 610	15 534
Exercice 2019						
Chiffre d'affaires hors Groupe	43 877	99 176	19 946	21 303	16 014	200 316
Immobilisations corporelles et incorporelles	13 212	28 765	18 916	45 573	43 120	149 586
Investissements bruts	1 979	3 201	1 748	7 663	4 646	19 237
Exercice 2018						
Chiffre d'affaires hors Groupe	47 716	99 465	22 243	22 263	17 676	209 363
Immobilisations corporelles et incorporelles	12 561	25 262	18 903	43 359	42 161	142 246
Investissements bruts	4 502	2 609	2 014	4 838	8 222	22 185

5) Principaux éléments de l'activité opérationnelle

Éléments relatifs au compte de résultat

5.1) Chiffre d'affaires

Principes comptables

IFRS 15 requiert l'identification des obligations de prestation pour le transfert de biens et services envers le client pour chaque contrat. Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsque les obligations de prestation sont satisfaites sur la base du montant de rémunération que le Groupe s'attend à recevoir en échange du transfert des biens et services au client.

Vente de biens

Le chiffre d'affaires est comptabilisé lorsqu'il y a transfert à l'acheteur du contrôle des biens et que le montant peut être raisonnablement estimé. Ainsi, les ventes de pétrole brut et de gaz naturel sont enregistrées lors du transfert de propriété selon les termes du contrat.

Le produit de la vente de la production des champs de pétrole brut et de gaz naturel dans lesquels le Groupe détient une participation avec d'autres producteurs est comptabilisé en chiffre d'affaires sur la base des volumes réels vendus sur la période. Toute différence entre les volumes vendus et les volumes correspondants aux droits du Groupe est comptabilisée dans les comptes de « Sous-enlèvements » et « Sur-enlèvements » au bilan et sur les charges d'exploitation au compte de résultat.

Les livraisons de pétrole brut et de gaz au titre des redevances à la production et des impôts, lorsqu'elles sont effectivement payées, sont comprises dans le chiffre d'affaires, sauf pour les États-Unis et le Canada.

Certaines transactions de l'activité de trading (contrats portant sur des quantités achetées à des tiers puis revendues à des tiers) sont présentées pour leur valeur nette en achats, net de variation de stocks. Ces transactions concernent notamment le pétrole brut, les produits pétroliers, le gaz, l'électricité et le GNL.

Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers réalisées dans le cadre des activités de trading sont présentées pour leur valeur nette au compte de résultat et au bilan.

Vente de prestations de services

Le revenu lié aux prestations de services est reconnu lorsque les services ont été rendus.

Le produit des ventes lié au transport de gaz est reconnu lors de la réalisation du service sur la base des quantités transportées mesurées selon les clauses contractuelles de chaque contrat.

Les produits et charges liés aux activités d'affrètement à temps sont reconnus *pro rata temporis* sur la durée du voyage qui commence au port de déchargement du précédent voyage et qui s'achève au port de déchargement suivant. Le résultat à l'avancement de chaque voyage n'est constaté qu'à partir de la date de conclusion du contrat avec le client.

Les produits relatifs à la prestation d'acheminement d'électricité et de gaz ne sont pas reconnus en chiffre d'affaires dans certains pays car le Groupe agit en tant qu'agent dans cette transaction, dans la mesure où le Groupe n'est pas responsable de l'exécution de cette prestation et ne fixe pas le prix de la prestation puisqu'il ne peut que répercuter au client les montants qui lui sont facturés par les distributeurs.

Droits d'accises

Les accises sont des droits ou taxes dont le montant est calculé sur la quantité de produits pétroliers mise à la consommation. Les accises sont fixées par les Etats. Elles sont payées directement aux autorités douanières et fiscales et sont ensuite facturées aux clients finaux en étant incluses dans le prix de vente.

L'analyse des critères de la norme IFRS 15 a conduit le Groupe à déterminer qu'il agit en tant que principal dans ces transactions. Le chiffre d'affaires inclut ainsi les droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité de distribution pétrolière. Ces droits d'accises sont déduits du chiffre d'affaires pour la détermination du produit des ventes.

5.2) Charges d'exploitation et de recherche et développement

Principes comptables

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des dépenses d'exploration. La comptabilisation des droits et actifs de production d'hydrocarbures est réalisée conformément à la méthode des *successful efforts*.

Les dépenses de géologie et géophysique, incluant les campagnes sismiques d'exploration, sont comptabilisées directement en charges d'exploration de la période.

Le coût des forages « secs » et des forages qui n'ont pas permis de découvrir des réserves prouvées est passé en charges d'exploration.

5.2.1) Charges d'exploitation

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Achats, nets de variation de stocks ^{(a) (b)}	(77 486)	(116 221)	(125 816)
Charges d'exploration	(731)	(785)	(797)
Autres charges d'exploitation ^(c)	(25 538)	(27 255)	(27 484)
<i>dont (dotations) reprises de provisions non courantes opérationnelles</i>	778	1 152	1 068
<i>dont (dotations) reprises de provisions courantes opérationnelles</i>	(77)	(157)	(202)
Charges d'exploitation	(103 755)	(144 261)	(154 097)

(a) Inclut les taxes à la production dans les activités d'exploration et de production, notamment les *royalties*.

(b) Le Groupe valorise les sous/sur enlèvements à la valeur de marché.

(c) Constituées principalement des frais de production et de fonctionnement (voir en particulier les charges de personnel détaillées dans la note 10 de l'annexe aux comptes consolidés "Charges et avantages au personnel").

5.2.2) Frais de recherche et développement

Principes comptables

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Les dépenses de développement sont capitalisées quand les critères de la norme IAS 38 sont remplis.

Les frais de recherche et développement encourus par le Groupe au cours de l'exercice 2020 et comptabilisés en charges d'exploitation s'élèvent à 895 millions de dollars (968 millions de dollars en 2019 et 986 millions de dollars en 2018), soit 0,64% du chiffre d'affaires.

Les effectifs 2020 consacrés à cette activité de recherche et développement sont de 4 088 personnes (4 339 personnes en 2019 et 4 288 personnes en 2018).

5.3) Amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers

Les dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et droits miniers se ventilent comme suit :

Exercice

(en millions de dollars)

	2020	2019	2018
Dotations nettes d'amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles	(21 188)	(14 640)	(13 364)
Dotations nettes d'amortissements et dépréciations des droits miniers	(1 076)	(1 091)	(628)
Total	(22 264)	(15 731)	(13 992)

Éléments relatifs au bilan

5.4) Besoin en fonds de roulement

5.4.1) Stocks

Principes comptables

Les stocks sont valorisés dans les états financiers consolidés au plus bas du prix de revient et de la valeur nette de réalisation. Le prix de revient des stocks de produits pétroliers et pétrochimiques est déterminé selon la méthode FIFO (*First In, First Out*) ou PMP (prix moyen pondéré) et celui des autres stocks selon la méthode PMP (prix moyen pondéré).

Par ailleurs les stocks de *trading* sont valorisés à leur juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Raffinage-Chimie

Les stocks de produits pétroliers sont constitués principalement de pétrole brut et de produits raffinés. Les produits raffinés sont principalement constitués d'essences, de distillats et de fuels et sont produits par les raffineries du Groupe. Le délai de rotation des produits pétroliers n'excède pas deux mois en moyenne.

Le coût du pétrole brut inclut les coûts des matières premières et de réception. Le coût des produits raffinés inclut principalement le coût du pétrole brut, les coûts de production (énergie, main-d'œuvre, amortissement des immobilisations de production) et l'allocation des coûts indirects de production (taxes, maintenance, assurances, etc.).

Les coûts des stocks de produits chimiques autres que les produits raffinés incluent les coûts des matières premières, de main-d'œuvre directe, et l'allocation des coûts indirects de production. Les coûts de démarrage, les frais généraux d'administration et les charges financières sont exclus du prix de revient des produits raffinés et des produits chimiques.

Marketing & Services

Le coût des produits transformés par les entités du Groupe inclut principalement le coût de la matière première, les coûts de production (énergie, main d'œuvre, amortissement des immobilisations de production), les coûts de transport primaire et l'allocation des coûts indirects de production (taxes, maintenance, assurances...).

Les frais généraux d'administration et les charges financières sont exclus du prix de revient des produits.

Les produits achetés à des entités externes au Groupe sont valorisés à leur coût d'achat, auquel s'ajoutent les coûts de transport primaire.

Droits d'émission de CO₂ émis en vertu du plan de l'EU Emission Trading Scheme (EU ETS)

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des droits d'émission de CO₂ émis dans le cadre du plan de l'EU ETS, les dispositions suivantes sont appliquées :

- Les quotas sont gérés comme un coût de production et à ce titre ils sont reconnus en stock :
 - Les quotas attribués à titre gratuit sont comptabilisés en stock pour une valeur nulle ;
 - Les quotas acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
 - Les ventes ou les restitutions annuelles de quotas constituent des sorties de stock, qui sont reconnues sur la base d'un coût unitaire moyen pondéré ;
 - Si la valeur comptable des stocks de quotas à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- A chaque arrêté, une provision est comptabilisée pour matérialiser les obligations de restitution de quotas liées aux émissions de la période. Cette provision est calculée sur la base des émissions estimées de la période, valorisées au coût unitaire moyen pondéré du stock à la fin de cette période. Elle est reprise lors de la restitution des quotas ;
- Dans le cas où les obligations de restitution à l'échéance sont supérieures aux quotas disponibles enregistrés en stock, une provision pour la valeur de marché est comptabilisée ;
- Les opérations réalisées sur le marché à terme sont comptabilisées en valeur de marché au bilan. Les variations de la juste valeur de ces opérations à terme sont comptabilisées en résultat.

Certificats d'économie d'énergie

En l'absence de normes IFRS ou d'interprétations relatives à la comptabilisation des certificats d'économie d'énergie (CEE), les dispositions suivantes sont appliquées :

- Un passif est comptabilisé pour matérialiser l'obligation liée aux ventes d'énergie, si l'obligation est supérieure aux CEE détenus. Ce passif est valorisé sur la base du prix des dernières transactions ;
- Un stock de CEE est comptabilisé lorsque les CEE détenus à la clôture excèdent l'obligation. Une provision est comptabilisée dans le cas contraire ;
- Les CEE sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré (coût d'acquisition pour les CEE acquis ou coût de revient pour les CEE générés par des actions propres).

Si la valeur comptable des stocks de certificats à la clôture est supérieure à la valeur de marché, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	1 818	(1)	1 817
Produits raffinés	3 913	(68)	3 845
Produits de la Chimie	1 330	(102)	1 228
Stocks de <i>trading</i>	5 130	-	5 130
Autres stocks	3 824	(1 114)	2 710
Total	16 015	(1 285)	14 730

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 381	(14)	2 367
Produits raffinés	5 326	(45)	5 281
Produits de la Chimie	1 448	(91)	1 357
Stocks de <i>trading</i>	5 500	-	5 500
Autres stocks	3 651	(1 024)	2 627
Total	18 306	(1 174)	17 132

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 382	(110)	2 272
Produits raffinés	5 464	(242)	5 222
Produits de la Chimie	1 087	(54)	1 033
Stocks de <i>trading</i>	3 918	-	3 918
Autres stocks	3 372	(937)	2 435
Total	16 223	(1 343)	14 880

Les variations des dépréciations sur les stocks sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1 ^{er} janvier	Dotations nettes des reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
2020	(1 174)	(85)	(26)	(1 285)
2019	(1 343)	205	(36)	(1 174)
2018	(1 007)	(359)	23	(1 343)

5.4.2) Clients et comptes rattachés, autres créances

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	14 899	(831)	14 068
Créances sur États (impôts et taxes)	3 598	(67)	3 531
Autres créances d'exploitation	8 251	(208)	8 043
Charges constatées d'avance	1 801	-	1 801
Autres débiteurs	53	-	53
Autres créances	13 703	(275)	13 428

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	19 162	(674)	18 488
Créances sur États (impôts et taxes)	4 209	(95)	4 114
Autres créances d'exploitation	11 746	(240)	11 506
Charges constatées d'avance	1 336	-	1 336
Autres débiteurs	57	-	57
Autres créances	17 348	(335)	17 013

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	17 894	(624)	17 270
Créances sur États (impôts et taxes)	4 090	-	4 090
Autres créances d'exploitation	10 306	(573)	9 733
Charges constatées d'avance	837	-	837
Autres débiteurs	64	-	64
Autres créances	15 297	(573)	14 724

Les variations des dépréciations des rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres créances » sont les suivantes :

Exercice	Dépréciations		Effets de change et	Dépréciations
(en millions de dollars)	au 1 ^{er} janvier	Dotations nettes	autres variations	au 31 décembre
Clients et comptes rattachés				
2020	(674)	(107)	(50)	(831)
2019	(624)	(89)	39	(674)
2018	(576)	(62)	14	(624)
Autres créances				
2020	(335)	37	23	(275)
2019	(573)	(46)	284	(335)
2018	(461)	(148)	36	(573)

Au 31 décembre 2020, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élève à 4 197 millions de dollars dont 2 140 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 239 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 553 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 1 265 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

Au 31 décembre 2019, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élevait à 3 760 millions de dollars dont 2 089 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 357 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 402 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 912 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

Au 31 décembre 2018, la part des créances échues comprise dans les rubriques « Clients et comptes rattachés » et « Autres Créances d'exploitation » en valeur nette s'élevait à 3 767 millions de dollars dont 1 993 millions de dollars échus depuis moins de 90 jours, 273 millions de dollars échus entre 90 jours et 6 mois, 450 millions de dollars échus entre 6 mois et 12 mois et 1 051 millions de dollars échus depuis plus de 12 mois.

5.4.3) Autres créditeurs et dettes diverses

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Produits constatés d'avance	842	522	546
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	5 734	7 438	6 861
Dettes sociales	1 587	1 527	1 553
Autres dettes d'exploitation	14 302	16 262	13 286
Total	22 465	25 749	22 246

Au 31 décembre 2020, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprend notamment le montant du deuxième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2020, soit 2 129 millions de dollars, qui a été mis en paiement en janvier 2021 et le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2020, soit 2 149 millions de dollars, qui sera mis en paiement en avril 2021.

Au 31 décembre 2019, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprenait notamment le montant du deuxième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2019, soit 1 918 millions de dollars, qui a été mis en paiement en janvier 2020 et le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2019, soit 2 038 millions de dollars, qui a été mis en paiement en avril 2020.

Au 31 décembre 2018, la rubrique « Autres dettes d'exploitation » comprenait notamment le montant du deuxième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2018, soit 1 911 millions de dollars, qui a été mis en paiement en janvier 2019 et le montant du troisième acompte sur dividende au titre de l'exercice 2018, soit 1 912 millions de dollars, qui a été mis en paiement en avril 2019.

Éléments relatifs au tableau de flux de trésorerie

5.5) Flux de trésorerie d'exploitation

Principes comptables

Les flux de trésorerie en devises autres que le dollar sont convertis en dollars à la date de transaction ou au cours moyen de l'exercice. Les différences de change dues à la conversion au taux de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont reprises dans la rubrique « Incidence des variations de change » du tableau de flux de trésorerie. Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

Le tableau suivant donne des informations complémentaires sur des montants encaissés et décaissés du flux de trésorerie d'exploitation.

Détail des intérêts, impôts et dividendes

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Intérêts payés	(2 145)	(2 181)	(1 818)
Intérêts perçus	197	210	164
Impôts sur les bénéfices courants décaissés ^(a)	(2 858)	(5 293)	(5 024)
Dividendes reçus	1 444	1 988	2 456

(a) Ces montants incluent les impôts payés en nature dans le cadre des contrats de partage de production des activités d'exploration et de production.

Détail de la variation du besoin en fonds de roulement

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Stocks	2 274	(2 071)	1 430
Créances clients et comptes rattachés	4 818	(933)	(1 461)
Autres créances	3 374	(2 001)	(364)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(5 355)	1 998	(822)
Autres créditeurs et dettes diverses	(3 242)	1 289	1 986
Montant net, Diminution (Augmentation)	1 869	(1 718)	769

Détail de la variation des provisions et impôts différés

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Provisions	350	403	(432)
Impôts différés	(2 132)	(461)	(455)
Total	(1 782)	(58)	(887)

6) Autres éléments de l'activité opérationnelle

6.1) *Autres produits et autres charges*

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Plus-values sur cessions d'actifs	961	670	1 041
Profits de change	746	238	252
Autres	530	255	545
Autres produits	2 237	1 163	1 838
Moins-values sur cessions d'actifs	(52)	(56)	(111)
Pertes de change	(320)	(463)	(444)
Amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles (hors droits miniers)	(343)	(266)	(225)
Autres	(791)	(407)	(493)
Autres charges	(1 506)	(1 192)	(1 273)

Autres produits

En 2020, les plus-values sur cession proviennent principalement de la cession d'actifs non stratégiques en mer du Nord britannique dans le secteur Exploration-Production, de la cession de la participation du groupe dans le terminal de gazéification de Fos Cavaou en France, et de cessions d'actifs d'infrastructures dans le secteur Integrated Gas, Renewables & Power, ainsi que de la cession d'actifs immobiliers en Belgique dans le secteur Holding.

En 2019, les plus-values sur cession provenaient principalement de la cession d'actifs et d'intérêts en Norvège dans le secteur Exploration-Production, de la cession d'Hazira et d'actifs Sunpower dans le secteur Integrated Gas, Renewables & Power et de la cession d'actifs en Chine dans le secteur Raffinage-Chimie.

En 2018, les plus-values sur cession provenaient principalement de la cession d'actifs et d'intérêts en Norvège, au Canada et au Gabon dans le secteur Exploration-Production, de la cession de Dunkerque LNG SAS et d'actifs Sunpower dans le secteur Integrated Gas, Renewables & Power et de la cession de TotalErg et Total Haiti dans le secteur Marketing & Services.

Autres charges

En 2020, la rubrique "Autres" est notamment constituée de 312 millions de dollars de charges de restructuration dans les secteurs Exploration-Production, Integrated Gas, Renewables & Power et Raffinage-Chimie, de 64 millions de dollars de dépréciations de titres non consolidés et de prêts à des filiales non consolidées.

En 2019, la rubrique "Autres" était notamment constituée de 96 millions de dollars de charges de restructuration dans les secteurs Exploration-Production, Integrated Gas, Renewables & Power et Raffinage-Chimie, de 94 millions de dollars de remise à juste valeur de titres non consolidés.

En 2018, la rubrique "Autres" était notamment constituée de 179 millions de dollars de charges de restructuration dans les secteurs Exploration-Production, Integrated Gas, Renewables & Power et Raffinage-Chimie, de 77 millions de dollars de dépréciations de titres non consolidés et de prêts à des filiales non consolidées et mises en équivalence.

6.2) Autres produits financiers et autres charges financières

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Revenus des participations	160	178	171
Frais financiers immobilisés	110	227	519
Autres	644	387	430
Autres produits financiers	914	792	1 120
Effet de l'actualisation des provisions pour restitution des sites	(607)	(639)	(530)
Autres	(83)	(125)	(155)
Autres charges financières	(690)	(764)	(685)

6.3) Autres actifs non courants

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances ^(a)	2 731	(273)	2 458
Autres actifs financiers non courants liés à l'activité opérationnelle	287	-	287
Autres	65	-	65
Total	3 083	(273)	2 810

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances ^(a)	2 248	(266)	1 982
Autres actifs financiers non courants liés à l'activité opérationnelle	332	-	332
Autres	101	-	101
Total	2 681	(266)	2 415

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Prêts et avances ^(a)	2 180	(303)	1 877
Autres actifs financiers non courants liés à l'activité opérationnelle	471	-	471
Autres	161	-	161
Total	2 812	(303)	2 509

^(a) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

Les variations des dépréciations sur les prêts et avances sont les suivantes :

Exercice (en millions de dollars)	Dépréciations au 1er janvier	Dotations	Reprises	Effets de change et autres variations	Dépréciations au 31 décembre
2020	(266)	(30)	15	8	(273)
2019	(303)	(7)	43	1	(266)
2018	(359)	(5)	35	26	(303)

7) Immobilisations incorporelles et corporelles

7.1) Immobilisations incorporelles

Principes comptables

Goodwill

Les modalités de détermination des *goodwill* sont présentées dans la note 1.1 paragraphe B de l'annexe aux comptes consolidés. Les *goodwill* ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum annuellement.

Droits miniers

Les droits miniers non prouvés font l'objet de tests de dépréciation en fonction des résultats de l'exploration ou dans le cadre des tests de dépréciation des unités génératrices de trésorerie auxquels ils appartiennent.

Les droits miniers non prouvés sont transférés en droits miniers prouvés, à la valeur nette comptable, dès la reconnaissance des réserves prouvées.

Les droits miniers prouvés sont amortis selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées. La charge d'amortissement correspondante est enregistrée en dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et droits miniers.

Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les brevets et les marques.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient, diminué des amortissements et pertes de valeur éventuellement constatés.

Les immobilisations incorporelles (hors droits miniers) à durée de vie définie sont amorties linéairement sur des durées comprises entre trois et vingt ans en fonction de la durée d'utilité des actifs concernés. La charge d'amortissement correspondante est enregistrée en autres charges.

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<i>Goodwill</i>	9 738	(931)	8 807
Droits miniers prouvés	16 559	(9 595)	6 964
Droits miniers non prouvés	20 300	(4 790)	15 510
Autres immobilisations incorporelles	7 212	(4 965)	2 247
Total immobilisations incorporelles	53 809	(20 281)	33 528

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<i>Goodwill</i>	9 357	(1 011)	8 346
Droits miniers prouvés	15 966	(8 741)	7 225
Droits miniers non prouvés	20 138	(4 558)	15 580
Autres immobilisations incorporelles	5 743	(3 716)	2 027
Total immobilisations incorporelles	51 204	(18 026)	33 178

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
<i>Goodwill</i>	9 188	(1 014)	8 174
Droits miniers prouvés	14 775	(7 947)	6 828
Droits miniers non prouvés	16 712	(4 491)	12 221
Autres immobilisations incorporelles	5 824	(4 125)	1 699
Total immobilisations incorporelles	46 499	(17 577)	28 922

La variation des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Immobilisations incorporelles nettes au 1er janvier	Investissements	Cessions	Dotations nettes d'amortissements et dépréciations	Effets de change	Autres	Immobilisations incorporelles nettes au 31 décembre
2020	33 178	784	(277)	(1 430)	305	968	33 528
2019	28 922	1 087	(118)	(1 359)	(95)	4 741	33 178
2018	14 587	3 745	(28)	(852)	(351)	11 821	28 922

En 2020, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprend l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 323 millions de dollars (voir la note 3 paragraphe D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2020, la colonne « Autres » comprend essentiellement l'effet des variations de périmètre (notamment l'acquisition de l'activité de fourniture de gaz et d'électricité aux clients résidentiels en Espagne) pour 898 millions de dollars.

En 2019, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 251 millions de dollars (voir la note 3 paragraphe D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2019, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'effet des entrées de périmètre (notamment les actifs d'Anadarko au Mozambique) pour 3 887 millions de dollars.

En 2018, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 67 millions de dollars (voir la note 3 paragraphe D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2018, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'effet des entrées de périmètre (notamment Maersk Oil, Global LNG et Direct Energie) pour 12 044 millions de dollars.

Le tableau suivant donne les variations pour l'année 2020 des *goodwill* répartis par secteur :

(en millions de dollars)	Goodwill net au 1^{er} janvier 2020	Augmentations	Dépréciations	Autres	Goodwill net au 31 décembre 2020
Exploration-Production	2 642	-	-	(4)	2 638
Integrated Gas, Renewables & Power	4 774	401	-	72	5 247
Raffinage-Chimie	523	17	-	(6)	534
Marketing & Services	379	-	-	(22)	357
Holding	28	-	-	3	31
Total	8 346	418	-	43	8 807

La colonne "Augmentations" comprend l'effet des entrées de périmètre, principalement l'acquisition de l'activité de fourniture de gaz et d'électricité aux clients résidentiels en Espagne pour 345 millions de dollars (voir Note 2 paragraphe 2 de l'annexe aux comptes consolidés).

7.2) Immobilisations corporelles

Principes comptables

Dépenses d'exploration

Le Groupe applique la norme IFRS 6 relative à la comptabilisation des dépenses d'exploration. La comptabilisation des droits et actifs de production d'hydrocarbures est réalisée conformément à la méthode des *successful efforts*.

Les forages d'exploration sont immobilisés et font l'objet de tests de dépréciation sur une base individuelle comme suit :

- le coût des forages d'exploration ayant permis de découvrir des réserves prouvées est immobilisé et amorti par la suite selon la méthode de l'unité de production, basée sur les réserves prouvées développées ;
- dans l'attente de déterminer s'ils ont permis de découvrir des réserves prouvées, le coût des forages d'exploration est temporairement immobilisé quand les deux conditions suivantes sont réunies :
 - le puits a mis en évidence un volume suffisant d'hydrocarbures pour justifier, le cas échéant, sa complétion en tant que puits producteur en supposant que les investissements nécessaires à la production soient effectués ;
 - le Groupe enregistre des progrès suffisants dans la détermination des réserves et de la viabilité technique et économique du projet. Ces progrès sont évalués sur la base de critères tels que des travaux d'exploration additionnels (puits, travaux sismiques ou études significatives) en cours de réalisation ou inscrits dans un programme ferme, la réalisation d'études de développement, et en tenant compte du fait que le Groupe puisse être dans l'attente d'autorisations d'un gouvernement ou d'un tiers sur un projet proposé ou de disponibilité de capacité de transport ou de traitement sur une installation existante.

Le coût des puits d'exploration qui ne remplissent pas ces conditions est comptabilisé en charges d'exploration.

Actifs de production d'hydrocarbures des activités d'exploration et de production

Les coûts de développement des actifs de production d'hydrocarbures sont immobilisés en incluant les coûts d'emprunt pendant la période de construction, ainsi que les coûts estimés et actualisés des travaux futurs de restitution des sites.

Le taux d'amortissement des puits de développement et des capacités de production commercialisable est égal au rapport de la production d'hydrocarbures de la période sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures (méthode de l'unité de production).

Dans les cas où, du fait de l'effet prix sur les réserves, la méthode d'amortissement à l'unité de production ne reflète pas de manière satisfaisante la durée de vie utile de l'actif, une méthode alternative d'amortissement est appliquée en se basant sur les réserves évaluées avec le prix de l'année précédente. C'est le cas pour l'exercice 2020 où la méthode d'amortissement à l'unité de production est appliquée à l'ensemble des actifs sur 2020 en se basant sur les réserves prouvées évaluées avec le prix utilisé en 2019. Cette méthode est conforme à IAS16.

Dans le cadre de projets de développement phasés ou faisant l'objet d'une mise en production progressive des puits, la base amortissable des immobilisations, à l'exclusion des puits de production ou de service, est ajustée pour exclure la partie des coûts de développement attribuables aux réserves non encore développées de ces projets.

Dans le cas de contrats de partage de production, la méthode de l'unité de production s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction des clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration, de développement et de production (*cost oil/gas*) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures après déduction du *cost oil (profit oil/gas)*.

Les systèmes de transport et de transformation des hydrocarbures sont amortis sur la base des réserves devant transiter par ces installations (méthode de l'unité de transport ou de traitement) ou de façon linéaire, selon la méthode qui reflète au mieux la durée d'utilisation économique de l'actif.

Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au bilan pour leur coût d'acquisition ou de revient, diminué des amortissements et pertes de valeur éventuellement constatés. Ce coût inclut les frais financiers supportés, lorsqu'ils sont directement attribuables à l'acquisition ou à la production d'un actif qualifié, jusqu'à leur mise en service. Les modalités de capitalisation de coûts d'emprunt sont les suivantes :

- si le projet bénéficie d'un financement spécifique, le coût d'emprunt est basé sur le taux de cet emprunt ;
- si le projet est financé par l'ensemble de la dette du Groupe, la capitalisation des coûts d'emprunt est basée sur le taux moyen pondéré d'emprunt de la période.

Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les coûts liés aux arrêts des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont immobilisés au moment où ils sont encourus, et amortis sur la période de temps séparant deux grands arrêts.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement selon leur durée d'utilité :

- mobilier, matériel de bureau, machine et outillage : 3 – 12 ans
- matériel de transport : 5 – 20 ans
- dépôts et équipements associés : 10 – 15 ans
- installations complexes spécialisées et *pipelines* : 10 – 30 ans
- constructions : 10 – 50 ans

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations des activités d'exploration et de production			
Sur permis prouvés	215 892	(147 914)	67 978
Sur permis non prouvés	2 978	(268)	2 710
Travaux en cours	13 873	(861)	13 012
Sous-total	232 743	(149 043)	83 700
Autres immobilisations			
Terrains	2 999	(905)	2 094
Installations techniques (y compris transport)	39 506	(27 381)	12 125
Constructions	11 184	(6 858)	4 326
Immobilisations en cours	3 063	(1)	3 062
Autres immobilisations	10 983	(7 955)	3 028
Sous-total	67 735	(43 100)	24 635
Total immobilisations corporelles	300 478	(192 143)	108 335

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations des activités d'exploration et de production			
Sur permis prouvés	210 071	(130 134)	79 937
Sur permis non prouvés	2 160	(288)	1 872
Travaux en cours	12 056	(569)	11 487
Sous-total	224 287	(130 991)	93 296
Autres immobilisations			
Terrains	2 826	(792)	2 034
Installations techniques (y compris transport)	36 747	(25 548)	11 199
Constructions	10 519	(6 032)	4 487
Immobilisations en cours	2 501	(2)	2 499
Autres immobilisations	10 137	(7 244)	2 893
Sous-total	62 730	(39 618)	23 112
Total immobilisations corporelles	287 017	(170 609)	116 408

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations des activités d'exploration et de production			
Sur permis prouvés	192 272	(120 435)	71 837
Sur permis non prouvés	1 673	(152)	1 521
Travaux en cours	22 553	(1 128)	21 425
Sous-total	216 498	(121 715)	94 783
Autres immobilisations			
Terrains	1 775	(648)	1 127
Installations techniques (y compris transport)	34 564	(25 393)	9 171
Constructions	8 864	(5 640)	3 224
Immobilisations en cours	2 540	(2)	2 538
Autres immobilisations	9 171	(6 690)	2 481
Sous-total	56 914	(38 373)	18 541
Total immobilisations corporelles	273 412	(160 088)	113 324

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Immobilisations corporelles nettes au 1er janvier	Investissements	Cessions	Dotations nettes d'amortissements et dépréciations	Effets de change	Autres	Immobilisations corporelles nettes au 31 décembre
2020	116 408	9 980	(611)	(21 544)	1 706	2 396	108 335
2019	113 324	11 426	(1 052)	(15 097)	(270)	8 077	116 408
2018	109 397	13 336	(2 494)	(13 732)	(1 454)	8 271	113 324

En 2020, la colonne « Cessions » comprend principalement l'impact des cessions d'actifs non stratégiques en mer du Nord britannique pour 240 millions de dollars.

En 2020, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprend l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 8 629 millions de dollars (voir la note 3 paragraphe D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2020, la colonne « Autres » comprend notamment l'effet des entrées et sorties de périmètre, l'impact des nouveaux contrats IFRS 16 de l'exercice (principalement méthanières et FPSO), pour un montant de 1 815 millions de dollars, et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2019 pour 434 millions de dollars correspondant aux cessions (principalement actifs non stratégiques en mer du Nord britannique, et Total E&P Deep Offshore Borneo BV).

En 2019, la colonne « Cessions » comprenait principalement l'impact de la cession de 4% de la participation du projet de gaz naturel liquéfié (GNL) Ichthys en Australie.

En 2019, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 669 millions de dollars (voir la note 3 paragraphe D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2019, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'impact de la première application de la norme IFRS 16 pour un montant de 5 698 millions de dollars, l'effet des entrées de périmètre (notamment les actifs d'Anadarko pour 767 millions de dollars) et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2018 pour 812 millions de dollars correspondant aux cessions.

En 2018, la colonne « Cessions » comprenait principalement l'impact des cessions d'actifs dans le secteur Exploration-Production (notamment Martin Linge en Norvège et Fort Hills au Canada).

En 2018, la colonne « Dotations nettes d'amortissements et dépréciations » comprenait l'impact des dépréciations exceptionnelles d'actifs comptabilisées à hauteur de 1 707 millions de dollars (voir la note 3 paragraphe D de l'annexe aux comptes consolidés).

En 2018, la colonne « Autres » comprenait essentiellement l'effet des entrées de périmètre (notamment Maersk, Lapa et Lara au Brésil et Direct Energie) pour 6 987 millions de dollars, le reclassement d'actifs au titre de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » (principalement lié à la cession de 4% d'Ichthys pour (812) millions de dollars) et la reprise du reclassement au titre d'IFRS 5 au 31 décembre 2017 pour 2 604 millions de dollars correspondant aux cessions.

En application d'IFRS 16 « Contrats de location », les immobilisations corporelles au 31 décembre 2020 et 2019 ci-dessus incluent les droits d'usage pour les montants suivants :

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations des activités d'exploration et de production	2 758	(1 297)	1 461
Autres immobilisations			
Terrains	1 187	(222)	965
Installations techniques (y compris transport)	4 606	(1 631)	2 975
Constructions	1 778	(385)	1 393
Autres immobilisations	682	(286)	396
Sous-total	8 253	(2 524)	5 729
Total immobilisations corporelles	11 011	(3 821)	7 190

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Immobilisations des activités d'exploration et de production	2 482	(517)	1 965
Autres immobilisations			
Terrains	1 031	(104)	927
Installations techniques (y compris transport)	3 527	(999)	2 528
Constructions	1 545	(201)	1 344
Autres immobilisations	483	(134)	349
Sous-total	6 586	(1 438)	5 148
Total immobilisations corporelles	9 068	(1 955)	7 113

Les immobilisations corporelles au 31 décembre 2018 ci-dessus incluaient des installations techniques et des constructions en location financement pour les montants suivants :

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
Installations techniques	1 778	(605)	1 173
Constructions	121	(56)	65
Autres immobilisations	543	(83)	460
Total	2 442	(744)	1 698

8) Sociétés mises en équivalence, autres titres et parties liées**8.1) Sociétés mises en équivalence : titres et prêts****Principes comptables**

La méthode de la mise en équivalence prévoit que la participation dans une entreprise associée ou dans une co-entreprise soit initialement comptabilisée au coût d'acquisition, puis ajustée ultérieurement de la part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global de l'entreprise associée ou de la coentreprise.

Les plus-values latentes sur les transactions entre le Groupe et ses entités mises en équivalence sont éliminées à hauteur de la participation du Groupe dans l'entité.

Les *goodwill* des sociétés mises en équivalence sont inclus dans la valeur comptable de la participation.

Dans les cas où le groupe détient moins de 20% des droits de vote dans une autre entité, la détermination de l'exercice de l'influence notable se base également sur les autres faits et circonstances : représentation au sein du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent de l'entité, participation au processus d'élaboration des politiques, et notamment participation aux décisions relatives aux dividendes et autres distributions, transactions significatives entre l'investisseur et l'entité, échange de personnel de direction, ou fourniture d'informations techniques essentielles.

La contribution des sociétés mises en équivalence au bilan, au compte de résultat et aux autres éléments du résultat global est présentée ci-dessous :

Valeur d'équivalence

	2020	2019	2018
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	15 745	17 026	13 330
Total coentreprises	7 102	6 097	5 359
Total	22 847	23 123	18 689
Prêts	5 129	3 999	4 755
Total	27 976	27 122	23 444

Quote-part du profit (perte)

	2020	2019	2018
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	753	2 534	2 329
Total coentreprises	(301)	872	841
Total	452	3 406	3 170

Autres éléments du résultat global

	2020	2019	2018
(en millions de dollars)			
Total entreprises associées	(1 704)	592	(461)
Total coentreprises	(127)	(184)	(79)
Total	(1 831)	408	(540)

A) Données relatives aux entreprises associées

Les données en 100% relatives aux entreprises associées significatives sont les suivantes :

Activités d'exploration et de production (en millions de dollars)	Novatek ^(a)			Entités de liquéfaction			PetroCedeño ^(a)		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Actifs non courants	23 748	24 081	14 639	34 273	30 578	28 664	4 008	3 994	4 324
Actifs courants	4 170	6 898	4 545	7 537	9 994	9 358	6 428	7 457	5 580
Total Actif	27 918	30 979	19 184	41 810	40 572	38 022	10 436	11 451	9 904
Capitaux propres	22 160	24 884	14 163	23 403	23 640	22 615	4 548	4 548	4 581
Passifs non courants	3 164	3 727	3 086	13 608	11 445	9 826	73	76	20
Passifs courants	2 594	2 368	1 935	4 799	5 487	5 581	5 815	6 827	5 303
Total Passif	27 918	30 979	19 184	41 810	40 572	38 022	10 436	11 451	9 904
Produits des ventes	9 733	13 227	13 415	15 584	22 684	25 644	66	356	1 629
Résultat net	1 759	8 260	4 636	2 416	5 692	7 408	-	(33)	122
Autres éléments du résultat global	(3 206)	1 807	(2 545)	-	-	-	-	-	-
% de détention	19,40%	19,40%	19,40%				30,32%	30,32%	30,32%
Réévaluation des actifs identifiables acquis	1 297	1 641	1 556	1 837	1 714	44	-	-	-
Valeur d'équivalence	5 596	6 469	4 303	5 534	5 493	3 758	1 379	1 379	1 389
Quote-part du résultat net	264	1 508	794	237	637	874	-	(10)	37
Quote-part des autres éléments du résultat global	(1 409)	634	(540)	(122)	23	49	-	-	-
Dividendes versés au Groupe	229	266	151	406	752	816	-	-	218

(a) Données qui comprennent la meilleure estimation du Groupe des résultats à la date d'arrêté des comptes de TOTAL.

Novatek, société cotée à Moscou et à Londres, est le 2ème producteur de gaz naturel russe. La quote-part de la valeur boursière de Novatek s'élève à 9 951 millions de dollars au 31 décembre 2020. Novatek est consolidée par mise en équivalence. TOTAL exerce une influence notable au travers notamment de sa représentation au Conseil d'administration de Novatek et de sa participation dans Yamal LNG et dans le projet Arctic LNG 2.

Le Groupe n'a pas connaissance de restrictions significatives limitant la capacité de OAO Novatek à transférer des fonds à son actionnaire que ce soit sous forme de dividendes, de remboursements d'avances ou de prêts consentis.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées opérant des entités de liquéfaction ont été regroupées. Les montants incluent les participations dans Nigeria LNG (15,00%), Angola LNG (13,60%), Yemen LNG (39,62%), Qatar Liquefied Gas Company Limited (Qatargas) (10,00%), Qatar Liquefied Gas Company Limited II (16,70%), Oman LNG (5,54%), Abu Dhabi Gas Liquefaction Company Limited (5,00%), Arctic LNG 2 (10,00%).

PetroCedeño produit et upgrade des bruts extra-lourds au Venezuela.

Activités de raffinage-chimie	Saudi Aramco Total Refining & Petrochemicals			Qatar		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018
(en millions de dollars)						
Actifs non courants	10 698	10 976	11 281	4 105	4 160	3 968
Actifs courants	1 211	1 793	2 069	1 521	1 571	1 741
Total Actif	11 909	12 769	13 350	5 626	5 731	5 709
Capitaux propres	1 256	2 113	2 412	2 717	2 676	2 748
Passifs non courants	7 994	8 098	8 398	2 171	2 150	1 914
Passifs courants	2 659	2 558	2 540	738	905	1 047
Total Passif	11 909	12 769	13 350	5 626	5 731	5 709
Produits des ventes	6 031	10 522	11 886	5 222	8 225	9 929
Résultat net	(686)	(171)	122	91	42	409
Autres éléments du résultat global	(171)	(124)	16	-	111	(21)
% de détention	37,50%	37,50%	37,50%			
Réévaluation des actifs identifiables acquis	-	-	-	-	-	-
Valeur d'équivalence	471	792	905	716	706	740
Quote-part du résultat net	(257)	(64)	46	57	91	198
Quote-part des autres éléments du résultat global	(128)	(33)	40	(16)	14	6
Dividendes versés au Groupe	-	-	56	63	159	271

Saudi Aramco Total Refining & Petrochemicals est une entité comprenant une raffinerie à Jubail d'une capacité de 460 000 barils/jour intégrée avec des unités pétrochimiques.

Les participations du Groupe dans des entreprises associées de l'activité Raffinage-Chimie opérant des vapocraqueurs et des lignes de polyéthylène au Qatar ont été regroupées : Qatar Petrochemical Company Ltd (20,00%), Qatofin (49,09%), Laffan Refinery (10,00%) et Laffan Refinery II (10,00%).

B) Données relatives aux coentreprises

Les données en 100% relatives aux coentreprises significatives sont les suivantes :

(en millions de dollars)	Entités de liquéfaction (Integrated Gas, Renewables & Power)			Hanwha Total Petrochemicals (Raffinage-Chimie)		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Actifs non courants	70 425	70 279	68 003	4 664	4 310	4 017
Actifs courants hors trésorerie et équivalents de trésorerie	1 513	1 866	1 928	1 575	1 842	2 180
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 834	1 678	339	303	322	237
Total Actif	73 772	73 823	70 270	6 542	6 474	6 434
Capitaux propres	4 433	7 151	7 059	3 443	3 319	3 534
Autres passifs non courants	8 259	6 864	3 472	167	150	157
Dettes financières non courantes	58 128	56 379	56 841	1 703	1 761	1 418
Autres passifs courants	2 952	3 429	2 898	583	756	725
Dettes financières courantes	-	-	-	646	488	600
Total Passif	73 772	73 823	70 270	6 542	6 474	6 434
Produits des ventes	8 543	9 240	2 908	5 734	8 437	10 191
Dotations aux amortissements	(3 130)	(3 040)	(1 227)	(278)	(256)	(269)
Produits d'intérêts	2	5	119	-	-	9
Charges d'intérêts	(2 972)	(2 993)	(670)	(2)	(14)	(5)
Charge d'impôt	77	(270)	(386)	(69)	(124)	(310)
Résultat net	(2 399)	383	2 029	133	302	754
Autres éléments du résultat global	(323)	(429)	132	194	(116)	(169)
% de détention				50,00%	50,00%	50,00%
Réévaluation des actifs identifiables acquis	546	660	683	-	-	-
Valeur d'équivalence	1 602	2 318	2 404	1 721	1 660	1 767
Quote-part du résultat net	(633)	(19)	192	67	150	377
Quote-part des autres éléments du résultat global	(84)	(112)	40	87	(68)	(67)
Dividendes versés au Groupe	-	-	-	102	200	332

Les participations du Groupe dans des coentreprises opérant des entités de liquéfaction ont été regroupées. Les montants incluent les participations dans Yamal LNG en Russie (20,02% détention directe) et Ichthys LNG en Australie (26,00%).

Hanwha Total Petrochemicals est une société coréenne qui opère le site pétrochimique de Daesan (séparateur de condensats, vapocraqueur, styrène, paraxylène, polyoléfines).

Les engagements hors-bilan donnés relatifs à des coentreprises sont détaillés dans la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés.

C) Autres sociétés comptabilisées par mise en équivalence

Les principaux agrégats financiers en quote-part Groupe, des sociétés comptabilisées par mise en équivalence y compris les actifs détenus en vue de la vente, et qui n'ont pas été présentées individuellement sont les suivants :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2020		2019		2018	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Actifs non courants	5 454	7 002	5 435	4 287	4 512	2 487
Actifs courants	1 299	1 671	1 357	1 276	1 263	752
Total Actif	6 753	8 673	6 792	5 563	5 775	3 239
Capitaux propres	1 183	1 963	1 405	1 437	1 438	1 108
Passifs non courants	4 881	5 469	4 412	3 091	3 254	1 585
Passifs courants	689	1 241	975	1 035	1 083	546
Total Passif	6 753	8 673	6 792	5 563	5 775	3 239

Exercice (en millions de dollars)	2020		2019		2018	
	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises	Entreprises associées	Coentreprises
Produits des ventes	2 154	3 116	2 190	3 535	2 542	11 914
Résultat net	478	202	383	288	380	281
Quote-part des autres éléments du résultat global	(29)	(130)	(46)	(4)	(16)	(52)
Valeur d'équivalence	2 049	3 779	2 187	2 119	2 235	1 188
Quote-part du résultat net	452	265	372	741	380	272
Dividendes versés au Groupe	409	59	362	50	416	49

8.2) Autres titres

Principes comptables

Les autres titres sont des instruments de capitaux propres évalués conformément à la norme IFRS 9 à la juste valeur par résultat (par défaut). La norme permet sur option de faire le choix, lors de la comptabilisation initiale de chaque actif financier, de comptabiliser la variation de juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global. Pour ces titres, seuls les dividendes peuvent être comptabilisés en résultat.

Le Groupe comptabilise les variations de juste valeur dans les capitaux propres ou en résultat suivant l'option retenue titre par titre.

Pour les titres cotés sur un marché actif, cette juste valeur correspond au cours de bourse.

Exercice 2020 (en millions de dollars)	1er janvier 2020	Variation de		31 décembre 2020
		Augmentations - diminutions	la juste valeur	
Enphase Energy Inc	173	(251)	691	613
Tellurian Investments Inc.	207	(1)	(149)	57
Autres titres à la juste valeur par autres éléments du résultat global (individuellement < 50 M\$)	126	(4)	(9)	113
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par autres éléments du résultat global	506	(256)	533	783
BBPP	62	(4)	-	58
BTC Limited	28	-	(1)	27
Tas Helat Marketing Company ^(a)	108	(108)	-	-
Autres titres à la juste valeur par résultat (individuellement < 50 M\$)	1 074	84	(19)	1 139
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par résultat	1 272	(28)	(20)	1 224
Total Instruments de capitaux propres	1 778	(284)	513	2 007

(a) Tas Helat Marketing Company a été consolidée par mise en équivalence en 2020 (co-entreprise avec SAUDI ARAMCO pour développer un réseau de distribution).

Exercice 2019 (en millions de dollars)	1er janvier 2019	Variation de		31 décembre 2019
		Augmentations - diminutions	la juste valeur	
Enphase Energy Inc	36	(5)	142	173
Tellurian Investments Inc.	207	-	-	207
Autres titres à la juste valeur par autres éléments du résultat global (individuellement < 50 M\$)	119	7	-	126
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par autres éléments du résultat global	362	2	142	506
BBPP	62	-	-	62
BTC Limited	50	-	(22)	28
Tas Helat Marketing Company ^(a)	-	108	-	108
Total Lubrificantes do Brasil ^(b)	111	(111)	-	-
Autres titres à la juste valeur par résultat (individuellement < 50 M\$)	836	238	-	1 074
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par résultat	1 059	235	(22)	1 272
Total Instruments de capitaux propres	1 421	237	120	1 778

(a) Tas Helat Marketing Company a été consolidée par mise en équivalence en 2020 (co-entreprise avec SAUDI ARAMCO pour développer un réseau de distribution).

(b) Total Lubrificantes do Brasil a été consolidée en 2019.

Exercice 2018 (en millions de dollars)	1er janvier 2018	Augmentations - diminutions	Variation de la juste valeur	31 décembre 2018
Tellurian Investments Inc.	207	-	-	207
Autres titres à la juste valeur par autres éléments du résultat global (individuellement < 50 M\$)	77	80	(2)	155
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par autres éléments du résultat global	284	80	(2)	362
BBPP	62	-	-	62
BTC Limited	55	-	(5)	50
DUNKERQUE LNG SAS	144	(217)	73	-
Total Lubrificantes do Brasil ^(a)	-	111	-	111
Autres titres à la juste valeur par résultat (individuellement < 50 M\$)	1 182	(346)	-	836
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par résultat	1 443	(452)	68	1 059
Total Instruments de capitaux propres	1 727	(372)	66	1 421

(a) Total Lubrificantes do Brasil a été consolidée en 2019.

8.3) Parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés mises en équivalence et les filiales non consolidées) ainsi que les créances et les dettes vis-à-vis de ces dernières sont les suivantes :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Bilan			
<i>Créances</i>			
Clients et comptes rattachés	545	486	496
Prêts (sauf prêts aux sociétés mises en équivalence)	89	42	57
<i>Dettes</i>			
Fournisseurs et dettes diverses	662	968	888
Emprunts	3	2	2

Exercice (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Compte de résultat			
Ventes	3 134	4 127	4 192
Achats	(7 183)	(10 158)	(9 253)
Produits financiers	1	4	2
Charges financières	(6)	(4)	(5)

8.4) Rémunération des organes d'administration et de direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature comptabilisé par les sociétés françaises et étrangères membres du Groupe, pour l'ensemble des principaux dirigeants de TOTAL SE au 31 décembre et pour les membres salariés du Conseil d'administration est détaillé dans le tableau ci-dessous.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a, compte tenu de la définition retenue par la réglementation américaine applicable aux *Executive Officers* et dans un souci d'harmonisation, choisi de réduire la liste de ses principaux dirigeants aux membres du Comité Exécutif pour aligner cette liste avec la liste des « Personnes Exerçant des Responsabilités Dirigeantes » (PERD) au sens de l'article 19.5 du règlement (UE) n° 596/2014 sur les abus de marché (« Règlement »). Pour les besoins de cette réglementation, les PERD sont définies comme étant les personnes visées à l'article L. 621-18-2 (a) du Code monétaire et financier (« les administrateurs ») et les personnes visées à l'article L.621-18-2 (b) du même code que TOTAL SE a défini comme étant les membres du Comité Exécutif de TOTAL (« COMEX »).

Ainsi, au 31 décembre 2020, les principaux dirigeants du Groupe sont les membres du Comité Exécutif, soit huit personnes.

Au 31 décembre 2019, les principaux dirigeants du Groupe incluaient les huit membres du Comité Exécutif, ainsi que les quatre directeurs des fonctions centrales Groupe membres du Comité Performance Groupe (Communication, Juridique, Hygiène Sécurité Environnement, Communication Financière), et le Trésorier du Groupe, soit au total treize personnes.

Les membres salariés du Conseil d'administration de TOTAL SE sont au nombre de trois au 31 décembre 2020. Ils étaient au nombre de deux au 31 décembre 2019. L'augmentation du nombre de membres salariés résulte de la désignation d'un second administrateur représentant les salariés au Conseil d'administration en application des dispositions de la loi Pacte du 22 mai 2019.

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Nombre de personnes	11	15	15
Rémunérations directes et indirectes	12,6	15,0	17,7
Charges de retraite ^(a)	1,5	(4,9)	2,5
Charges relatives aux paiements en actions (IFRS 2) ^(b)	7,2	8,7	12,6

(a) Les avantages dont bénéficient les principaux dirigeants du Groupe et les membres du Conseil d'Administration salariés du Groupe concernent des indemnités versées au moment du départ en retraite et des régimes de retraite supplémentaire et de prévoyance, qui représentent un engagement de 129,0 millions de dollars au 31 décembre 2020 (contre 113,3 millions de dollars au 31 décembre 2019 et 117,0 millions de dollars au 31 décembre 2018). Exprimé en euros, cet engagement s'élève à 105,2 millions d'euros au 31 décembre 2020 (contre 100,8 millions d'euros au 31 décembre 2019 et 102,2 millions d'euros au 31 décembre 2018).

(b) Il s'agit de la charge calculée pour les principaux dirigeants et les membres salariés du Conseil d'administration au titre des paiements en actions et établis suivant les principes comptables de la norme IFRS 2 « Paiements en actions » décrits dans la Note 9.

En retraçant les données 2019 et 2018 au périmètre des principaux dirigeants tel que défini en 2020, le détail des rémunérations est le suivant :

Exercice (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Nombre de personnes	11	10	9
Rémunérations directes et indirectes	12,6	12,0	14,0
Charges de retraite	1,5	(2,4)	1,4
Charges relatives aux paiements en actions (IFRS 2)	7,2	7,7	12,1

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'Administration au titre des jetons de présence, s'élèvent à 1,44 million de dollars en 2020 (1,57 million de dollars en 2019 et 1,65 million de dollars en 2018).

9) Capitaux propres et paiements en actions

9.1) Capitaux propres

Nombre d'actions TOTAL et droits attachés

Au 31 décembre 2020, le montant du capital social de TOTAL SE s'élève à 6 632 810 062,50 euros, divisé en 2 653 124 025 actions, d'une valeur nominale unitaire de 2,50 euros. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions. Les actions peuvent être nominatives ou au porteur.

Le nombre d'actions composant le capital autorisé est de 3 668 371 962 au 31 décembre 2020, contre 3 593 399 547 au 31 décembre 2019 et 3 669 077 772 au 31 décembre 2018.

Un droit de vote double, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

En application des statuts de la Société, aucun actionnaire ne peut exprimer en Assemblée générale, par lui-même ou par un mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient directement ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10% du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. Toutefois, s'il dispose de droits de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20% du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir, directement ou indirectement, au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

Annulation d'actions

Le Conseil d'administration, faisant usage de l'autorisation accordée par la treizième résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 26 mai 2017 de réduire, en une ou plusieurs fois, le capital social de la Société, par annulation d'actions conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et L. 225-213 du Code de commerce, a procédé aux annulations d'actions TOTAL suivantes :

Exercice	Date de décision du Conseil d'administration	Nombre d'actions rachetées et annulées	Rachats réalisés dans le cadre de		Pourcentage du capital annulé ^(c)
			l'annulation de la dilution ^(a)	la politique de retour à l'actionnaire ^(b)	
2020			n/a ^(d)		
2019	11 décembre 2019	65 109 435 actions rachetées entre le 29 octobre 2018 et le 9 septembre 2019	34 860 133 actions émises en paiement des 1 ^{er} , 2 ^{ème} et 3 ^{ème} acomptes au titre de l'exercice 2018	30 249 302 actions	2,44%
2018	12 décembre 2018	44 590 699 actions rachetées entre le 9 février et le 11 octobre 2018	28 445 840 actions émises en paiement des 2 ^{ème} et 3 ^{ème} acomptes sur dividende, ainsi que du solde, au titre de l'exercice 2017	16 144 859 actions	1,66%

^(a) Annulation de la dilution liée aux actions émises, sans décote, en paiement du dividende en actions.

^(b) Dans le cadre du programme de rachat d'actions de 5 milliards de dollars sur la période 2018-2020. Le 23 mars 2020, dans le contexte de la pandémie de COVID-19 et de la baisse des prix du pétrole, TOTAL SE a annoncé la suspension de son programme de rachat d'actions. La Société avait préalablement annoncé le rachat d'actions pour un montant de 2 milliards de dollars en 2020 dans un environnement à 60 \$/b et en a racheté pour 554 millions de dollars.

^(c) Pourcentage du capital social que les actions annulées représentaient à la date des opérations.

^(d) TOTAL SE n'a procédé à aucune annulation d'actions au cours de l'exercice 2020.

Evolution du nombre d'actions composant le capital social

Au 31 décembre 2017 ^(a)	2 528 989 616
Augmentation de capital réservée aux salariés 2018	9 354 889
Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions (deuxième, troisième acompte et solde 2017, ainsi que le premier acompte 2018)	47 229 037
Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	2 096 571
Augmentation de capital en rémunération de l'acquisition de Maersk Olie og Gas A/S	97 522 593
Réduction de capital par voie d'annulation d'actions autodétenues	(44 590 699)
Au 31 décembre 2018 ^(b)	2 640 602 007
Augmentation de capital réservée aux salariés 2019	10 047 337
Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions (deuxième et troisième acompte 2018)	16 076 936
Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	264 230
Réduction de capital par voie d'annulation d'actions autodétenues	(65 109 435)
Au 31 décembre 2019 ^(c)	2 601 881 075
Abondement différé de l'augmentation de capital réservée aux salariés 2015	18 879
Augmentation de capital réservée aux salariés 2020	13 160 383
Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions (solde 2019)	38 063 688
Au 31 décembre 2020 ^(d)	2 653 124 025

(a) Dont 8 376 756 actions d'autodétention déduites des capitaux propres consolidés.

(b) Dont 32 473 281 actions d'autodétention déduites des capitaux propres consolidés.

(c) Dont 15 474 234 actions d'autodétention déduites des capitaux propres consolidés.

(d) Dont 24 392 703 actions d'autodétention déduites des capitaux propres consolidés.

Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée générale extraordinaire (« AGE ») du 29 mai 2020 a, dans sa vingtième résolution, délégué au Conseil d'administration la compétence de décider, dans un délai maximum de vingt-six mois, une ou plusieurs augmentations de capital réservées aux adhérents (salariés et anciens salariés) à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe (« ACRS »).

Au cours de l'exercice 2020, le Conseil d'administration du 16 septembre 2020, agissant en vertu de la vingtième résolution susvisée, a décidé une ACRS, dans la limite de 18 millions d'actions portant jouissance courante. A cette occasion, le Conseil d'administration a délégué tous pouvoirs au Président-directeur général aux fins de fixer les dates d'ouverture et de clôture de la période de souscription ainsi que le prix de souscription des actions à émettre. Cette augmentation de capital devrait être réalisée après l'Assemblée générale du 28 mai 2021.

Au cours des exercices 2018, 2019 et 2020, la Société a procédé aux ACRS dont les modalités sont décrites ci-après :

Exercices	2020	2019	2018
Date de l'ACRS	11 juin 2020	6 juin 2019	3 mai 2018
En vertu de	18 ^{ème} résolution de l'AGE du 1 ^{er} juin 2018	18 ^{ème} résolution de l'AGE du 1 ^{er} juin 2018	23 ^{ème} résolution de l'AGE du 24 mai 2016
<i>Souscriptions</i>			
Nombre d'actions souscrites	12 952 925	9 845 111	9 174 817
Prix de souscription	26,20 euros	40,10 euros	37,20 euros
<i>Abondement immédiat</i>			
Nombre d'actions attribuées	207 458	202 226	180 072
En vertu de	19 ^{ème} résolution de l'AGE du 1 ^{er} juin 2018	19 ^{ème} résolution de l'AGE du 1 ^{er} juin 2018	24 ^{ème} résolution de l'AGE du 24 mai 2016
<i>Abondement différé</i>			
Nombre d'actions attribuées	1 380	5 932	6 784
Nombre de bénéficiaires	276	1 187	1 360
Fin de la période d'acquisition	11 juin 2025	6 juin 2024	3 mai 2023

Autodétention

Principes comptables

Les actions TOTAL, détenues par TOTAL SE ou par les sociétés de Groupe, sont portées en diminution des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession réalisés sur ces titres sont exclus du résultat net et sont imputés en capitaux propres.

Autodétention (actions TOTAL détenues par TOTAL SE)

Au 31 décembre	2020	2019	2018
Nombre d'actions autodétenues par TOTAL SE	24 392 703	15 474 234	32 473 281
Pourcentage du capital social	0,92%	0,59%	1,23%
<i>Dont actions acquises et destinées à être annulées</i>	23 284 409	11 051 144	27 360 278
<i>Dont actions affectées aux plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL dont bénéficient les salariés du Groupe</i>	1 055 446	4 357 324	5 044 817
<i>Dont actions destinées à être affectées à de nouveaux plans d'attribution gratuite d'actions ou d'options d'achat</i>	52 848	65 766	68 186

Primes liées au capital des sociétés françaises

En vertu de la réglementation française, les primes liées au capital correspondent aux primes d'émission d'actions, d'apport ou de fusion qui peuvent être capitalisées ou utilisées afin de compenser les pertes si la réserve légale a atteint son niveau minimal autorisé. Ces primes peuvent également être distribuées, cette distribution ayant un impact fiscal sauf dans le cas où elle présente le caractère de remboursements d'apports pour les actionnaires.

Les primes liées au capital de TOTAL SE s'élèvent à 36 722 millions d'euros au 31 décembre 2020 (35 415 millions d'euros au 31 décembre 2019 et 37 276 millions d'euros au 31 décembre 2018).

Réserves

En application de la réglementation française, 5% du résultat net doit être transféré dans la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne 10% du capital. Cette réserve légale ne peut être distribuée aux actionnaires, sauf en cas de liquidation. Elle peut en revanche être utilisée pour compenser des pertes.

Si elles étaient intégralement distribuées, les réserves distribuables de la société mère seraient soumises à une taxation d'environ 492 millions de dollars au 31 décembre 2020 (575 millions de dollars au 31 décembre 2019 et 607 millions de dollars au 31 décembre 2018) au titre du complément d'impôt sur les sociétés à acquitter sur les réserves réglementées afin qu'elles deviennent distribuables.

Résultat net par action

Principes comptables

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions autodétenues par TOTAL SE qui sont déduites des capitaux propres.

Le résultat net dilué par action correspond au rapport entre le résultat net part du Groupe et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions autodétenues par TOTAL SE qui sont déduites des capitaux propres, et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription ou d'achat d'actions, les attributions gratuites d'actions et les augmentations de capital dont la clôture de la période de souscription est postérieure à la date de clôture de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions dilué est calculé selon la méthode du rachat d'actions prévue par la norme IAS 33. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix moyen du marché sur la période de référence. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Conformément à la norme IAS 33, le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action prend également en compte en déduction du résultat net de l'année les rémunérations dues au titre de la période aux porteurs de titres subordonnés à durée indéterminée.

Le calcul du nombre moyen pondéré et du nombre moyen pondéré dilué d'actions au 31 décembre, utilisés respectivement pour la présentation du résultat net par action et du résultat net dilué par action, est détaillé comme suit :

	2020	2019	2018
Nombre d'actions au 1er janvier	2 601 881 075	2 640 602 007	2 528 989 616
Actions TOTAL détenues par TOTAL SE ou les sociétés du Groupe et déduites des capitaux propres consolidés	(15 474 234)	(32 473 281)	(8 376 756)
<i>Evolution du nombre d'actions au cours de l'exercice (prorata temporis)</i>			
Exercice d'options de souscription d'actions TOTAL	-	157 153	1 351 465
Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL	2 154 064	2 140 576	2 039 729
Augmentation de capital réservée aux salariés	7 689 476	5 860 947	6 236 593
Augmentation de capital dans le cadre du paiement du dividende en actions	17 445 857	12 360 894	26 352 572
Augmentation de capital en rémunération de l'acquisition Maersk Olie og Gas A/S	-	-	81 268 828
Rachat d'actions TOTAL dont :	(11 669 489)	(27 026 481)	(30 405 112)
<i>Actions rachetées au cours de l'exercice en vue d'annuler la dilution liée au paiement du dividende en actions et dans le cadre de la politique de retour à l'actionnaire</i>	(10 666 710)	(24 818 443)	(30 102 242)
<i>Actions rachetées au cours de l'exercice en couverture des plans d'attribution gratuite d'actions de performance</i>	(1 002 779)	(2 208 038)	(302 870)
Nombre moyen pondéré d'actions	2 602 026 749	2 601 621 815	2 607 456 934
<i>Effet dilutif</i>			
Options de souscription ou d'achat d'actions TOTAL	-	33 636	296 830
Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL	-	14 593 030	13 794 896
Augmentation de capital réservée aux salariés ^(a)	-	1 759 407	2 167 784
Nombre moyen pondéré d'actions dilué au 31 décembre^(b)	2 602 026 749	2 618 007 888	2 623 716 444

(a) Y compris les actions créées au titre de l'abondement différé des augmentations de capital réservées aux salariés.

(b) En 2020, l'effet généré par l'attribution d'actions de performance TOTAL et par les augmentations de capital réservées aux salariés (19 007 836 actions) est anti-dilutif. Conformément à la norme IAS 33, le nombre moyen pondéré d'actions dilué est donc égal au nombre moyen pondéré d'actions.

Résultat net par action en euros

Le résultat net par action en euros, obtenu à partir du résultat net par action en dollar converti en utilisant le taux de change euro / dollar moyen de la période, s'élève à (2,54) euros sur l'exercice 2020 (3,75 euros sur l'exercice 2019). Le résultat net dilué par action en euros calculé en utilisant la même méthode s'élève à (2,54) euros sur l'exercice 2020 (3,72 euros sur l'exercice 2019).

Dividende

Le Conseil d'administration du 8 février 2021, après avoir arrêté les comptes sociaux de l'exercice 2020, a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 28 mai 2021 la distribution d'un dividende de 2,64 euros par action au titre de l'exercice 2020. Sous réserve de la décision de l'Assemblée générale, compte tenu des trois premiers acomptes sur dividende déjà décidés par le Conseil d'administration, le solde du dividende au titre de l'exercice 2020 s'élèvera à 0,66 euro par action.

Dividende 2020	Premier acompte	Deuxième acompte	Troisième acompte	Solde
Montant	0,66 €	0,66 €	0,66 €	0,66 €
Date de fixation	4 mai 2020	29 juillet 2020	29 octobre 2020	28 mai 2021
Date de détachement	25 septembre 2020	4 janvier 2021	25 mars 2021	24 juin 2021
Date de paiement	2 octobre 2020	11 janvier 2021	1 ^{er} avril 2021	1 ^{er} juillet 2021

Émission de titres subordonnés à durée indéterminée

Le 25 janvier 2021, TOTAL SE a procédé à l'émission de deux tranches de titres subordonnés à durée indéterminée en euro :

- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 1,625% à durée indéterminée avec option de remboursement après 7 ans (1 500 millions d'euros) ; et
- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,125% à durée indéterminée avec option de remboursement après 12 ans (1 500 millions d'euros).

En 2020, TOTAL SE a procédé à une émission de titres subordonnés à durée indéterminée en euro :

- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,000% à durée indéterminée avec option de remboursement après 10 ans (1 000 millions d'euros).

Parallèlement à cette émission, TOTAL SE a effectué une opération de rachat partiel de titres subordonnés 2,250% à durée indéterminée émis en 2015 (tranche dont le nominal avant l'opération s'élevait à 1 000 millions d'euros à la suite d'un premier rachat partiel effectué en avril 2019) pour un montant de 703 millions d'euros. À l'issue de l'opération, le nouveau nominal de la tranche rachetée s'est établi à 297 millions d'euros et l'encours total de titres subordonnés à durée indéterminée a augmenté provisoirement de 297 millions d'euros. Ce montant résiduel a été remboursé en totalité en février 2021 lors de la date de première option de remboursement.

En 2019, TOTAL SE a procédé à une émission de titres subordonnés à durée indéterminée en euro :

- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 1,750% à durée indéterminée avec option de remboursement après 5 ans (1 500 millions d'euros).

Parallèlement à cette émission, TOTAL SE a effectué une opération de rachat partiel de titres subordonnés 2,250% à durée indéterminée émis en 2015 pour un montant de 1 500 millions d'euros. À l'issue de l'opération, le nouveau nominal de la tranche rachetée s'est établi à 1 000 millions d'euros et l'encours total de titres subordonnés à durée indéterminée du Groupe est resté inchangé.

En 2017 et 2018, TOTAL SE n'a procédé à aucune émission de titres subordonnés à durée indéterminée.

En 2016, TOTAL SE a procédé à l'émission de trois tranches de titres subordonnés à durée indéterminée en euro :

- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 3,875% à durée indéterminée avec option de remboursement après 6 ans (1 750 millions d'euros) ;
- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,708% à durée indéterminée avec option de remboursement après 6,6 ans (1 000 millions d'euros) ; et
- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 3,369% à durée indéterminée avec option de remboursement après 10 ans (1 500 millions d'euros).

En 2015, TOTAL SE a procédé à l'émission de deux tranches de titres subordonnés à durée indéterminée en euro :

- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,250% à durée indéterminée avec option de remboursement après 6 ans (2 500 millions d'euros) ; et
- Titres subordonnés (titres de créance de dernier rang) 2,625% à durée indéterminée avec option de remboursement après 10 ans (2 500 millions d'euros).

Conformément aux dispositions de la norme IAS 32 - *Instruments Financiers - Présentation*, du fait de leurs caractéristiques (notamment l'absence de remboursement obligatoire et d'obligation de payer un coupon, sauf dans certains cas spécifiés dans la documentation des titres), ces émissions ont été comptabilisées en capitaux propres.

Au 31 décembre 2020, le montant total des titres subordonnés à durée indéterminée comptabilisés dans les capitaux propres du Groupe s'élève à 10 667 millions de dollars. Le montant des coupons attribuables aux détenteurs de ces titres est comptabilisé en déduction des capitaux propres du Groupe et s'élève à 308 millions de dollars sur l'exercice 2020. L'économie d'impôt afférente à ces coupons est comptabilisée dans le compte de résultat.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global présentant les éléments pouvant et ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat sont détaillés dans le tableau suivant :

Exercice

(en millions de dollars)

	2020	2019	2018
Pertes et gains actuariels	(212)	(192)	(12)
Variations de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres	533	142	-
Effet d'impôt	65	53	13
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	7 541	(1 533)	(4 022)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	7 927	(1 530)	(4 021)
Écarts de conversion de consolidation	(4 645)	740	1 113
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(4 607)	800	1 238
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	38	60	125
Couverture de flux futurs	(313)	(599)	25
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(175)	(552)	(94)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	138	47	(119)
Variation du basis spread des opérations en monnaie étrangère	28	1	(80)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(22)	(57)	(80)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(50)	(58)	-
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(1 831)	408	(540)
- Gains/(Pertes) de la période non réalisés	(1 841)	421	(495)
- Diminué des gains/(pertes) comptabilisés en Résultat net	(10)	13	45
Autres éléments	(8)	(3)	(5)
Effet d'impôt	72	202	14
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(6 697)	749	527
Total autres éléments du résultat global	1 230	(781)	(3 494)

Les écarts de conversions générés par devise sont détaillés dans le tableau suivant :

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	7 541	7 541	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	(4 645)	(4 668)	115	(12)	(80)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	(1 657)	(851)	(11)	(886)	91
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	1 239	2 022	104	(898)	11

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	(1 533)	(1 533)	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	740	636	138	7	(41)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	607	149	(7)	530	(65)
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	(186)	(748)	131	537	(106)

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)	Total	Euro	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Ecart de conversion de la société-mère	(4 022)	(4 022)	-	-	-
Ecart de conversion de consolidation	1 113	1 883	(431)	(10)	(329)
Ecart de conversion des sociétés mises en équivalence	(564)	343	14	(805)	(116)
Total des écarts de conversion enregistrés en résultat global	(3 473)	(1 796)	(417)	(815)	(445)

Le détail des effets d'impôt relatifs aux autres éléments du résultat global s'établit comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	2020			2019			2018		
	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt	Avant impôt	Impôt	Après impôt
Pertes et gains actuariels	(212)	47	(165)	(192)	55	(137)	(12)	13	1
Variations de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres	533	18	551	142	(2)	140	-	-	-
Écart de conversion de consolidation de la société-mère	7 541	-	7 541	(1 533)	-	(1 533)	(4 022)	-	(4 022)
Sous-total des éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	7 862	65	7 927	(1 583)	53	(1 530)	(4 034)	13	(4 021)
Écarts de conversion de consolidation	(4 645)	-	(4 645)	740	-	740	1 113	-	1 113
Couverture de flux futurs	(313)	79	(234)	(599)	202	(397)	25	(6)	19
Variation du basis spread des opérations en monnaie étrangère	28	(7)	21	1	-	1	(80)	20	(60)
Quote-part du résultat global des sociétés mises en équivalence, net d'impôt	(1 831)	-	(1 831)	408	-	408	(540)	-	(540)
Autres éléments	(8)	-	(8)	(3)	-	(3)	(5)	-	(5)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	(6 769)	72	(6 697)	547	202	749	513	14	527
Total autres éléments du résultat global	1 093	137	1 230	(1 036)	255	(781)	(3 521)	27	(3 494)

Intérêts ne conférant pas le contrôle

Au 31 décembre 2020, aucune filiale ne comporte des intérêts ne conférant pas le contrôle significatif à l'échelle des états financiers du Groupe.

9.2) Paiements en actions

Principes comptables

TOTAL SE peut mettre en œuvre des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions, des plans d'attribution gratuite d'actions et offrir à ses salariés de souscrire à des augmentations de capital qui leur sont réservées. Ces avantages accordés aux salariés sont comptabilisés en charges au compte de résultat en contrepartie des capitaux propres.

La charge correspond à la juste valeur déterminée par référence aux instruments attribués. La charge ainsi calculée est répartie linéairement sur la période d'acquisition des avantages.

Pour les plans d'options, elle est déterminée selon la méthode Black & Scholes à la date d'attribution.

Pour les plans d'attribution gratuite d'actions, la juste valeur est déterminée sur la base du cours de l'action au jour de l'attribution diminuée du taux de distribution attendu pendant la période d'acquisition des droits.

La charge globale est diminuée du coût de l'incessibilité pendant les deux ans de la période de conservation des actions susceptibles d'être attribués. Le nombre d'instruments de capitaux propres attribués peut être revu au cours de la période d'acquisition en cas d'anticipation de non-respect des conditions de performance dites « hors marché » ou en fonction du taux de rotation des bénéficiaires.

Le coût des augmentations de capital réservées aux salariés est comptabilisé en charges immédiatement.

La charge liée à l'augmentation de capital réservée aux salariés se décompose en une charge liée à la décote sur l'ensemble des actions souscrites au titre des formules classiques et/ou à effet de levier, à laquelle s'ajoute une charge liée au coût de l'abondement et, le cas échéant, une charge liée au gain d'opportunité sur les actions souscrites au titre de l'offre à effet de levier. Ce gain d'opportunité correspond à l'avantage dont bénéficierait un salarié en choisissant la formule à effet de levier, plutôt qu'en reproduisant le même profil économique par le biais d'achat d'options cotées sur le marché des particuliers.

La charge globale est diminuée du coût de l'incessibilité pendant une période de cinq ans des actions souscrites.

A) Plans d'options de souscription ou d'achat d'actions TOTAL

	Plan 2010	Plan 2011	Total	Prix d'exercice moyen pondéré
Date d'Assemblée générale	21/05/2010	21/05/2010		
Date d'attribution ^(a)	14/09/2010	14/09/2011		
Prix d'exercice	38,20 €	33,00 €		
Date d'échéance	14/09/2018	14/09/2019		
Nombre d'options				
Existantes au 1er janvier 2018	1 950 372	490 568	2 440 940	37,15 €
Notifiées	-	-	-	-
Annulées ^(b)	(79 139)	-	(79 139)	38,20 €
Exercées	(1 871 233)	(225 338)	(2 096 571)	37,64 €
Existantes au 1er janvier 2019	-	265 230	265 230	33,00 €
Notifiées	-	-	-	-
Annulées ^(b)	-	(1 000)	(1 000)	33,00 €
Exercées	-	(264 230)	(264 230)	33,00 €
Existantes au 1er janvier 2020	-	-	-	n/a

(a) La date d'attribution correspond à la date du Conseil d'administration ayant décidé l'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

(b) Parmi les options annulées en 2018 et 2019, (i) 79 139 options non exercées sont devenues caduques le 14 septembre 2018 du fait de l'échéance du Plan 2010 et (ii) 1 000 options non exercées sont devenues caduques le 14 septembre 2019 du fait de l'échéance du Plan 2011.

Les options attribuées dans le cadre des Plans 2010 et 2011 étaient exerçables, sous réserve qu'une condition de présence soit remplie, avec un différé de deux ans assorti d'un délai d'incessibilité de quatre ans à compter de la date d'attribution et devaient être exercées dans un délai de huit ans à compter de cette date. Ce délai d'incessibilité n'était pas applicable aux bénéficiaires sous contrat avec une société filiale non française à la date d'attribution, lesquels pouvaient céder les actions issues d'exercice d'options à l'issue d'un délai de deux ans après la date d'attribution.

L'Assemblée générale extraordinaire du 29 mai 2020 a autorisé le Conseil d'administration, pour une durée de trente-huit mois, à attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions de la Société. Le Conseil d'administration n'a procédé, depuis le Plan 2011, à aucune nouvelle attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions TOTAL. Tous les plans d'options sont arrivés à échéance.

B) Attribution gratuite d'actions de performance TOTAL

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Total
Date d'Assemblée générale	16/05/2014	24/05/2016	24/05/2016	24/05/2016	01/06/2018	01/06/2018	
Date d'attribution	28/07/2015	27/07/2016	26/07/2017	14/03/2018	13/03/2019	18/03/2020	
Date d'attribution définitive (fin de la période d'acquisition)	29/07/2018	28/07/2019	27/07/2020	15/03/2021	14/03/2022	20/03/2023	
Cession possible à compter du	29/07/2020	29/07/2021	28/07/2022	16/03/2023	15/03/2024	21/03/2025	
Juste valeur IFRS 2 à la date d'attribution	35,90 €	35,37 €	35,57 €	36,22 €	40,11 €	12,40 €	
Nombre d'actions attribuées gratuitement							
Existantes au 1er janvier 2018	4 697 305	5 607 100	5 679 039	-	-	-	15 983 444
Notifiées	-	-	-	6 083 145	-	-	6 083 145
Annulées	(621 568)	(61 840)	(26 640)	(12 350)	-	-	(722 398)
Attribuées définitivement	(4 075 737)	(2 040)	(1 480)	-	-	-	(4 079 257)
Existantes au 1er janvier 2019	-	5 543 220	5 650 919	6 070 795	-	-	17 264 934
Notifiées	-	-	-	-	6 447 069	-	6 447 069
Annulées	-	(1 267 392)	(41 220)	(41 260)	(39 246)	-	(1 389 118)
Attribuées définitivement	-	(4 275 828)	(1 840)	(1 100)	(180)	-	(4 278 948)
Existantes au 1er janvier 2020	-	-	5 607 859	6 028 435	6 407 643	-	18 043 937
Notifiées	-	-	-	-	-	6 727 352	6 727 352
Annulées	-	-	(1 313 687)	(55 830)	(44 289)	(18 691)	(1 432 497)
Attribuées définitivement	-	-	(4 294 172)	(10 740)	(10 890)	(1 773)	(4 317 575)
Existantes au 31 décembre 2020	-	-	-	5 961 865	6 352 464	6 706 888	19 021 217

Les actions préalablement rachetées par la Société sur le marché, sont définitivement attribuées à leurs bénéficiaires, à l'issue d'une période d'acquisition de trois ans à compter de la date d'attribution. Cette attribution définitive est assortie d'une condition de présence ainsi que de :

- deux conditions de performance pour les Plans 2015 à 2018 ;
- trois conditions de performance pour le Plan 2019 ; et
- quatre conditions de performance pour le Plan 2020.

Par ailleurs, la cession des actions attribuées gratuitement et définitivement ne peut intervenir qu'au terme d'une période de conservation de deux ans à compter de la date d'attribution définitive.

Plan 2020

Le Conseil d'administration du 18 mars 2020 a attribué des actions de performance à certains salariés et mandataires sociaux de TOTAL SE ou des sociétés du Groupe, sous réserve que la condition de présence et les quatre conditions de performance applicables soient satisfaites.

Toutes les actions attribuées sont soumises à la condition de présence.

Les conditions de performance s'appliquent différemment selon la qualité des bénéficiaires. Toutes les actions attribuées aux bénéficiaires dirigeants sont soumises aux conditions de performance. En revanche, pour les bénéficiaires non-dirigeants, l'attribution des 150 premières actions n'est pas soumise aux conditions de performance, qui s'appliquent cependant sur les actions au-delà de ce seuil.

Le nombre définitif d'actions attribuées sera fonction du taux de rendement pour l'actionnaire (*Total Shareholder Return* ou TSR), de la variation annuelle du *cash-flow* net par action exprimé en dollar, du point mort cash organique avant dividende, ainsi que de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre (GES) sur les installations *oil & gas* opérées, relatifs aux exercices 2020, 2021 et 2022 et appliqués de la manière suivante :

- pour 1/4 des actions : le classement de la Société par rapport à ses pairs (ExxonMobil, Royal Dutch Shell, BP et Chevron) sera effectué chaque année pendant les trois années d'acquisition (2020, 2021 et 2022) selon le critère du TSR du dernier trimestre de l'année considérée, le dividende étant considéré réinvesti sur la base du cours de clôture à la date de détachement des dividendes ;

- pour 1/4 des actions : le classement de la Société par rapport à ses pairs (ExxonMobil, Royal Dutch Shell, BP et Chevron) sera effectué chaque année pendant les trois années d'acquisition (2020, 2021 et 2022) en utilisant le critère de la variation annuelle du *cash-flow* net par action exprimé en dollar.

En fonction du classement, un taux d'attribution sera déterminé pour chaque année, pour ces deux premiers critères :

Classement	Taux d'attribution
1 ^{ère} place	180%
2 ^{ème} place	130%
3 ^{ème} place	80%
4 ^{ème} et 5 ^{ème} place	0%

- pour 1/4 des actions : le critère du point mort *cash* organique avant dividende sera apprécié pendant les trois années d'acquisition (2020, 2021 et 2022) comme suit. Le point mort *cash* organique avant dividende est défini comme le prix du Brent pour lequel la marge brute d'autofinancement (MBA) couvre les investissements organiques. Il permet de mesurer la capacité du Groupe à résister à des variations de prix du baril de Brent.
 - le taux maximum d'attribution sera atteint, si le point mort est inférieur ou égal à 30\$/b,
 - le taux d'attribution sera nul si le point mort est supérieur ou égal à 40\$/b,
 - les interpolations seront linéaires entre ces deux points de calage.
- pour 1/4 des actions : le critère de l'évolution des émissions de GES sur les installations *oil & gas* opérées sera apprécié chaque année en fonction de la réalisation de l'objectif de réduction des émissions de GES (Scope 1 et Scope 2) fixé pour les exercices 2020, 2021 et 2022 et correspondant à 43 Mt CO_{2e} pour 2020, 42,4 Mt CO_{2e} pour 2021 et 41,8 Mt CO_{2e} pour 2022.
 - le taux maximum d'attribution sera atteint si les émissions de GES (Scope 1 et Scope 2) sur les installations *oil & gas* opérées atteignent l'objectif fixé ;
 - le taux d'attribution sera nul si les émissions de GES de l'année considérée sont supérieures de 1 Mt CO_{2e} à l'objectif fixé ;
 - les interpolations seront linéaires entre ces deux points de calage.

Un taux d'attribution sera déterminé pour chaque année.

Pour chacun de ces quatre critères, la moyenne des trois taux d'attribution obtenue (sur chacun des trois exercices sociaux sur lesquels sont appréciées les conditions de performance) sera arrondie au 0,1 pour-cent entier le plus proche (0,05% étant arrondi à 0,1%) et plafonnée à 100%.

Chaque critère pèsera pour 1/4 dans le taux d'attribution définitif. Le taux d'attribution définitif sera également arrondi au 0,1 pour-cent entier le plus proche (0,05% étant arrondi à 0,1%). Le nombre d'actions attribuées définitivement, après constatation des conditions de performance, sera arrondi au nombre entier supérieur d'actions en cas de rompu.

C) Plans SunPower

Au cours de l'exercice 2020, SunPower avait un plan incitatif à base d'actions : le plan incitatif Omnibus 2015 (« Plan 2015»). Le Plan 2015 a été approuvé par le Conseil d'administration de SunPower en février 2015 et par les actionnaires en juin 2015. Le Plan 2015 permet d'attribuer des options mais également des options avec règlement en espèces (« stock appreciation rights »), des actions gratuites, des droits à actions gratuites et d'autres droits sur des actions. Le Plan 2015 permet également la rétention des actions par la société pour satisfaire les obligations fiscales liées à l'exercice des options sur actions ou à l'attribution d'actions.

Le Plan 2015 comprend un mécanisme d'augmentation annuelle automatique du nombre d'actions égal au minimum entre 3% de toutes les actions ordinaires de SunPower existantes le dernier jour de l'année fiscale précédente, 6 millions d'actions et un nombre d'actions décidé par le Conseil d'administration de SunPower. Au cours de l'exercice 2015, le Conseil d'administration a décidé de réduire l'augmentation automatique du régime d'option des actions de 3% à 2% pour 2016. Au 31 décembre 2020, approximativement 18 millions d'actions pouvaient être attribuées au titre du Plan 2015.

Les options sur actions qualifiées (« incentive »), les options sur actions non-qualifiées (« non-statutory ») et les options avec règlements en espèces (« stock appreciation rights ») ne peuvent être attribuées avec un prix d'exercice inférieur à la juste valeur des actions ordinaires le jour de l'attribution. Le Conseil d'administration de SunPower décide des périodes d'exercice des options et des droits, cependant les options sont en général exerçables dans un délai de dix ans. SunPower n'a pas attribué d'options sur actions depuis l'exercice 2008. Toutes les actions gratuites ont été

exercées ou échues et par conséquent plus aucune action n'est exigible. Pour le Plan 2015, les actions gratuites et les droits à actions gratuites sont acquis pendant une période de trois ou quatre ans à raison d'un versement par année.

La majorité des actions émises sont nettes des montants minimums retenus par SunPower pour satisfaire les obligations fiscales de ses employés. Au cours des exercices 2020, 2019 et 2018, SunPower a retenu respectivement 1,3 million, 0,8 million et 0,7 million d'actions à ce titre, pour satisfaire les obligations fiscales des employés. Sunpower a réglé en espèces ces retenues aux autorités fiscales. Les actions retenues diminuent le nombre d'actions en circulation jusqu'à l'attribution définitive.

Au 31 décembre 2020, il n'y a plus d'option exerçable. La valeur intrinsèque des options exercées en 2020 était de 0 dollar, 0 dollar en 2019 et 0 dollar en 2018. Aucune option n'a été attribuée en 2020, 2019 et 2018.

Le tableau suivant résume les mouvements sur les actions gratuites et droits à actions gratuites en attente d'attribution définitive :

	Actions gratuites et droits aux actions gratuites	
	Nombre d'actions (en milliers)	Juste valeur moyenne pondérée par action à la date d'attribution (en \$) ^(a)
En circulation au 1er janvier 2018	7 293	11,83
Attribuées	4 449	7,77
Attribuées définitivement ^(b)	(2 266)	14,45
Echues	(1 816)	10,10
En circulation au 1er janvier 2019	7 660	9,11
Attribuées	5 430	6,82
Attribuées définitivement ^(b)	(2 460)	9,65
Echues	(1 304)	8,28
En circulation au 1er janvier 2020	9 326	7,75
Attribuées	12 797	11,10
Attribuées définitivement ^(b)	(3 596)	9,88
Echues	(11 360)	7,07
En circulation au 31 décembre 2020	7 167	13,75

(a) La société estime la juste valeur des droits aux actions gratuites comme étant son cours de bourse à la date d'attribution.

(b) Les actions gratuites et les droits aux actions gratuites attribués définitivement incluent les actions retenues pour le compte des employés afin de satisfaire leurs obligations fiscales.

D) Charge liée aux paiements en actions

Le montant de la charge liée aux paiements en actions se décompose de la manière suivante :

Au 31 décembre	2020	2019	2018
(en millions de dollars)			
Plans d'attribution gratuite d'actions TOTAL	176	180	264
Plans de SunPower	26	26	21
Augmentation du capital réservée aux salariés	12	27	30
Total	214	233	315

Les principales hypothèses retenues pour la valorisation du coût de l'augmentation de capital réservée aux salariés en 2020 sont les suivantes :

Exercice	2020
Date du Conseil d'administration ayant décidé l'émission	18 septembre 2019
Cours de référence (euros) ^(a)	32,75
Prix de souscription (euros) ^(b)	26,20
Nombre d'actions créées (en millions) ^(c)	13,16
Taux d'intérêt sans risque à cinq ans (%)	(0,392)
Taux de financement des salariés (%) ^(d)	4,73
Coût de l'incessibilité (en % du cours de référence)	19,27

(a) Moyenne des cours de clôture de l'action TOTAL lors des vingt séances de bourse précédant le 29 avril 2020, date de la décision du Président-directeur général relative à la fixation des prix de souscription et la date d'ouverture de la période de souscription.

(b) Cours de référence, diminué d'une décote de 20%, arrondi au dixième d'euro supérieur.

(c) Y compris les actions créées au titre de l'abondement immédiat.

(d) Moyenne des taux de crédit à la consommation pour une durée de cinq ans.

10) Charges et avantages au personnel

10.1 Engagements envers le personnel

Principes comptables

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que l'ancienneté, les salaires et les versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements dans des actifs dédiés, fonds communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetés. Les écarts constatés entre l'évaluation et la prévision des engagements (en fonction de projections ou hypothèses nouvelles) ainsi qu'entre la prévision et la réalisation sur le rendement des fonds investis sont appelés pertes et gains actuariels. Ils sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, sans possibilité de recyclage ultérieur en résultat.

Le coût des services passés est reconnu en résultat, qu'ils soient acquis ou non acquis.

La charge nette liée aux engagements de retraite et avantages similaires est comptabilisée dans la rubrique « Autres charges d'exploitation ».

Les provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux sont constituées de :

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Provisions pour engagements de retraite	3 111	2 651	2 545
Provisions pour autres engagements sociaux	700	742	669
Provisions pour restructurations (plans de préretraite)	106	108	149
Total	3 917	3 501	3 363
Provisions nettes pour engagements sociaux relatives à des actifs destinés à la vente	1	-	-

Description des régimes et gestion des risques associés

Le Groupe opère, au profit de ses salariés et anciens salariés, des régimes pouvant être à cotisations ou à prestations définies.

Au titre des régimes à cotisations définies, le Groupe a comptabilisé une charge de 135 millions de dollars sur l'exercice 2020 (133 millions de dollars sur l'exercice 2019 et 130 millions de dollars sur l'exercice 2018).

Les principaux régimes de retraite à prestations définies du Groupe sont situés en France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Belgique et en Allemagne. Leurs principales caractéristiques, fonction de l'environnement réglementaire propre à chaque pays, sont les suivantes :

- les prestations sont généralement exprimées en fonction du salaire final et de l'ancienneté ;
- ils font généralement l'objet d'un préfinancement (fonds de pension ou compagnies d'assurance) ;
- ils sont généralement fermés aux nouveaux embauchés, qui bénéficient de régimes de retraite à cotisations définies ;
- Ils sont versés sous forme de capital ou de rente.

Les engagements de retraite comprennent également des avantages de préretraite. Les autres engagements couvrent la participation de l'employeur aux frais médicaux de retraités.

Afin de gérer les risques propres à ces différents dispositifs, le Groupe a mis en place un cadre de gouvernance dédié permettant d'assurer la supervision des différents régimes de retraite et de prévoyance. Cette procédure prévoit notamment :

- l'implication du Groupe dans les principaux organes de gouvernance ou de suivi des régimes ;
- les principes en matière de politique de financement des plans ;
- les règles relatives à la politique d'investissement, incluant pour la plupart des plans :
 - l'établissement d'un comité de suivi des investissements en charge de la définition et du suivi de la stratégie d'investissement et de la performance,
 - les principes à respecter en matière d'allocation des placements ;
- la procédure d'approbation en cas de mise en place ou de modification de régimes ;
- les principes de gestion administrative, de communication et de *reporting*.

Évolution des engagements et des actifs de couverture

La valeur actuarielle des droits accumulés au titre des régimes à prestations définies et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés						
- Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	12 285	11 501	12 872	742	669	705
- Coût des services rendus de la période	244	214	236	19	13	14
- Coût financier	217	295	296	11	17	17
- Coût de services passés	-	4	(1)	-	-	(2)
- Liquidation d'engagements	(10)	(20)	(141)	(3)	(9)	-
- Cotisations employés	10	7	8	-	-	-
- Prestations payées	(702)	(667)	(902)	(27)	(26)	(28)
- (Gains) / Pertes actuariels	818	847	(372)	(89)	87	(29)
- Écarts de conversion et autres	729	104	(495)	47	(9)	(8)
Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période	13 591	12 285	11 501	700	742	669
<i>dont régimes intégralement ou partiellement financés</i>	12 830	11 584	10 864	-	-	-
<i>dont régimes non financés</i>	761	701	637	700	742	669
Variation de la valeur actuelle des placements						
- Valeur actuelle des placements au début de la période	(9 769)	(9 145)	(10 205)	-	-	-
- Produits financiers des placements	(191)	(255)	(261)	-	-	-
- (Gains) / Pertes actuariels	(517)	(745)	424	-	-	-
- Liquidation d'engagements	2	11	129	-	-	-
- Cotisations employés	(10)	(7)	(8)	-	-	-
- Cotisations employeurs	(229)	(172)	(417)	-	-	-
- Prestations payées	622	573	778	-	-	-
- Écarts de conversion et autres	(488)	(29)	415	-	-	-
Valeur actuelle des placements à la fin de la période	(10 580)	(9 769)	(9 145)	-	-	-
(Excédent) Insuffisance des placements sur les droits accumulés	3 011	2 516	2 356	700	742	669
- Effet du plafond d'actif	36	34	28	-	-	-
(Actif) Passif net comptabilisé	3 047	2 550	2 384	700	742	669
- Provisions pour engagements de retraite et autres engagements sociaux	3 111	2 651	2 545	700	742	669
- Autres actifs non courants	(65)	(101)	(161)	-	-	-
- Provisions nettes relatives à des actifs destinés à la vente	1	-	-	-	-	-

Au 31 décembre 2020, la contribution des principales zones géographiques dans la provision pour engagements de retraite figurant au bilan est la suivante : 69% sur la zone Euro, 15% sur le Royaume Uni et 12% sur les Etats Unis.

Les montants inscrits au compte de résultat consolidé et dans l'état consolidé du résultat global au titre des plans à prestations définies sont présentés ci-dessous :

Au 31 décembre (en millions de dollars)	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Coût des services rendus de la période	244	214	236	19	13	14
Coût des services passés	-	4	(1)	-	-	(2)
Liquidations	(7)	(10)	(12)	(3)	(9)	-
Charge d'intérêt nette	25	39	35	11	17	17
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées en résultat	262	247	258	27	21	29
- (Gains) / Pertes actuariels						
* Effet des changements d'hypothèses démographiques	(12)	(166)	(1)	(3)	(2)	(21)
* Effet des changements d'hypothèses financières	773	1 071	(354)	(1)	89	(3)
* Effet des ajustements issus de l'expérience	57	(59)	(17)	(85)	-	(5)
* Ecart actuariels sur placements	(517)	(745)	424	-	-	-
- Effet du plafond d'actif	-	3	(11)	-	-	-
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées en autres éléments du résultat global	301	104	41	(89)	87	(29)
Coût total des prestations définies comptabilisé dans le résultat global	563	351	299	(62)	108	-

Flux de trésorerie prévisionnels

La durée moyenne des droits accumulés est de l'ordre de 14 ans pour les régimes de retraite et de 17 ans pour les autres engagements sociaux. Les cotisations qui seront versées en 2021 par le Groupe, au titre des régimes préfinancés, sont estimées à 228 millions de dollars.

Les prestations futures estimées, qu'elles soient versées par prélèvement sur la valeur des placements ou directement par l'employeur se décomposent comme suit :

Estimation des paiements futurs

(en millions de dollars)	Engagements de retraite	Autres engagements sociaux
2021	874	37
2022	502	29
2023	426	28
2024	405	26
2025	392	26
2026-2030	2 243	130

Nature des placements

Composition du portefeuille des placements

Au 31 décembre	Engagements de retraite		
	2020	2019	2018
Actions	25%	25%	24%
Obligations	45%	46%	47%
Monétaire	2%	1%	1%
Achat d'annuités	20%	20%	20%
Immobilier	8%	8%	8%

Les placements investis sur les marchés actions et obligataires sont cotés sur des marchés actifs.

Principales hypothèses actuarielles et analyses de sensibilité

Hypothèses utilisées pour déterminer les engagements

Au 31 décembre	Engagements de retraite			Autres engagements sociaux		
	2020	2019	2018	2020	2019	2018
Taux d'actualisation (moyenne pondérée tous pays)	1,28%	1,84%	2,68%	1,41%	1,71%	2,56%
<i>dont zone Euro</i>	0,52%	0,73%	1,72%	0,68%	0,94%	1,87%
<i>dont États-Unis</i>	2,50%	3,25%	4,00%	2,50%	3,25%	4,00%
<i>dont Royaume-Uni</i>	1,50%	2,25%	3,00%	-	-	-
Taux d'inflation (moyenne pondérée tous pays)	2,06%	2,20%	2,44%	-	-	-
<i>dont zone Euro</i>	1,24%	1,21%	1,50%	-	-	-
<i>dont États-Unis</i>	2,50%	2,50%	2,50%	-	-	-
<i>dont Royaume-Uni</i>	3,00%	3,25%	3,50%	-	-	-

Le taux d'actualisation retenu est déterminé par référence aux taux des obligations privées de haute qualité de notation AA et d'une durée équivalente à celle des engagements. Il dérive d'une analyse comparative pour chaque zone monétaire des différentes sources de marché à la date de clôture.

La sensibilité de l'engagement à l'inflation est non significative pour les régimes de retraite à prestations définies aux États-Unis.

Une variation de plus ou moins 0,5% des taux d'actualisation - toutes choses étant égales par ailleurs - aurait approximativement les effets suivants sur les engagements :

(en millions de dollars)	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
Valeur actuarielle des droits accumulés au 31 décembre 2020	(908)	1 001

Une variation de plus ou moins 0,5% des taux d'inflation - toutes choses étant égales par ailleurs - aurait approximativement les effets suivants sur les engagements :

(en millions de dollars)	Augmentation de 0,5 %	Diminution de 0,5 %
Valeur actuarielle des droits accumulés au 31 décembre 2020	613	(568)

10.2) Effectifs du Groupe et charges de personnel

Exercice	2020	2019	2018
Charges de personnel (en millions de dollars)			
Salaires et traitements (y compris charges sociales)	8 908	8 922	9 099
Effectifs du Groupe au 31 décembre			
France (dont DROM COM)			
• Encadrement	14 016	13 848	13 484
• Autres personnels	21 886	22 831	22 929
Étranger			
• Encadrement	17 102	16 821	16 856
• Autres personnels	52 472	54 276	51 191
Total	105 476	107 776	104 460

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

Les données 2019 et 2018 ont été retraitées afin de montrer les effectifs France incluant les DROM COM.

11) Impôts sur les sociétés

Principes comptables

La charge d'impôt présentée au compte de résultat comprend la charge (ou le produit) d'impôt courant et la charge (ou le produit) d'impôt différé.

La charge (ou le produit) d'impôt courant est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période.

Les impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs enregistrés au bilan, ainsi que sur les déficits fiscaux et autres crédits d'impôts.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués en fonction des taux d'imposition votés ou quasiment votés à la date de clôture. Les taux d'impôts utilisés sont fonction de l'échéancier de retournement des différences temporelles, des déficits fiscaux et autres crédits d'impôt. L'effet d'un changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le résultat de l'exercice ou dans les capitaux propres, selon l'élément auquel il se rapporte.

Les différences temporelles entre la valeur des titres des sociétés mises en équivalence et leur valeur fiscale donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Le calcul de l'impôt différé est fondé sur les conséquences fiscales futures attendues (taux de distribution des dividendes ou taux d'imposition des plus-values de cession).

La charge d'impôts sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Impôts courants	(2 450)	(5 469)	(6 971)
Impôts différés	2 132	(403)	455
Charge d'impôt	(318)	(5 872)	(6 516)

L'analyse par source du passif net d'impôt différé s'établit comme suit, avant compensation des actifs et passifs par entité fiscale :

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Déficits et crédits d'impôts reportables	5 106	3 752	3 779
Pensions, retraites et obligations similaires	1 004	970	995
Autres provisions non déductibles temporairement	9 068	8 660	8 409
Différentiels d'amortissement	(14 641)	(16 029)	(15 469)
Autres déductions fiscales temporaires	(3 847)	(2 995)	(2 541)
Passif net d'impôt différé	(3 310)	(5 642)	(4 827)

Au 31 décembre 2020, les réserves des filiales de TOTAL, imposables en cas de distribution, dont le reversement n'est pas prévu et qui n'ont pas donné lieu à la comptabilisation d'impôts différés passifs, s'élèvent à 10 155 millions de dollars.

Les actifs d'impôts différés non reconnus au 31 décembre 2020 s'élèvent à 4 631 millions de dollars car leur récupération est jugée non probable au regard des perspectives de résultat des entités concernées. Notamment dans l'Exploration-Production, lorsque la filiale concernée ou le champ concerné est en phase d'exploration. Les déficits générés lors de cette phase ne seront utilisables que si la décision d'investissement et de développement est prise. En conséquence, le délai d'expiration de ces déficits n'est pas connu.

Les actifs d'impôts différés non reconnus portent notamment sur le Canada à hauteur de 1 371 millions de dollars sur la France à hauteur de 1 197 millions de dollars et sur les Etats-Unis à hauteur de 307 millions de dollars.

Après compensation des actifs et passifs par entité fiscale, les impôts différés se présentent de la manière suivante au bilan :

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Impôts différés actifs	7 016	6 216	6 663
Impôts différés passifs	(10 326)	(11 858)	(11 490)
Montant net	(3 310)	(5 642)	(4 827)

La variation au bilan de la position nette d'impôts différés est analysée dans le tableau suivant :

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Solde à l'ouverture	(5 642)	(4 827)	(5 622)
Impôts différés reconnus en résultat	2 132	(403)	455
Impôts différés reconnus en capitaux propres ^(a)	137	255	27
Variations de périmètre et autres	76	(695)	151
Effets de change	(13)	28	162
Solde à la clôture	(3 310)	(5 642)	(4 827)

(a) Ce montant est constitué principalement des impôts différés sur pertes et gains actuariels, des impôts courants et différés affectés aux réévaluations de juste valeur des placements en instruments de capitaux propres et des impôts différés relatifs à la couverture de flux futurs (voir la note 9 de l'annexe aux comptes consolidés).

Rapprochement entre la charge d'impôt théorique et le résultat avant impôt

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Résultat net de l'ensemble consolidé	(7 336)	11 438	11 550
Impôts sur les sociétés	318	5 872	6 516
Résultat avant impôt	(7 018)	17 310	18 066
Taux d'imposition français	32,02%	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	2 247	(5 960)	(6 220)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(1 109)	(2 007)	(3 058)
Effet en impôt du résultat des sociétés mises en équivalence	145	1 173	1 080
Différences permanentes	665	1 422	1 740
Ajustements d'impôt courant sur exercices antérieurs	(31)	12	(40)
Ajustements d'impôt différé afférents aux variations des taux d'impôt	(204)	(270)	2
Variation des impôts différés actifs non reconnus	(2 031)	(242)	(20)
Charge d'impôt dans le compte de résultat	(318)	(5 872)	(6 516)

Le taux d'imposition français est constitué du taux normal de l'impôt sur les sociétés (31,0%), augmenté des contributions additionnelles et exceptionnelles en vigueur en 2020 qui portent le taux global d'imposition des bénéficiaires à 32,02% (34,43% en 2019 et 34,43% en 2018).

Les différences permanentes sont principalement dues aux dépréciations de *goodwill*, aux dividendes des sociétés non consolidées ainsi qu'à l'impact des modalités de fiscalisation propres à certaines activités.

Échéancier des déficits et crédits d'impôt reportables

Le Groupe dispose d'impôts différés actifs sur déficits et crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

Au 31 décembre

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
2019			90
2020		71	70
2021	69	48	38
2022	26	27	32
2023 ^(a)	7	19	1 423
2024 ^(b)	2	1 310	
2025 et suivants	1 643		
Indéfiniment reportables	3 359	2 277	2 126
Total	5 106	3 752	3 779

(a) 2023 et années suivantes pour l'exercice 2018.

(b) 2024 et années suivantes pour l'exercice 2019.

Au 31 décembre 2020, l'échéancier des impôts différés actifs sur déficits et crédits d'impôts reportables pour les principaux pays se décompose ainsi :

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)	Impôt				
	Australie	États-Unis	Canada	France	Royaume-Uni
2021					
2022					
2023					
2024			17		
2025 et suivants		420	1 084		
Indéfiniment reportables	1 140	536		900	184
Total	1 140	956	1 101	900	184

12) Provisions et autres passifs non courants

12.1) Provisions et autres passifs non courants

Principes comptables

Une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources qui peut être estimée de manière fiable. Le montant provisionné correspond à la meilleure estimation possible de l'obligation.

Les provisions et autres passifs non courants comprennent les engagements dont l'échéance ou le montant sont incertains, découlant de risques environnementaux, de risques réglementaires et fiscaux, de litiges et d'autres risques.

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

	2020	2019	2018
Provisions pour litiges	320	386	736
Provisions pour protection de l'environnement	960	742	862
Provisions pour restitution des sites	15 368	14 492	14 286
Autres provisions non courantes	2 868	2 927	3 144
	<i>dont cessation d'activité</i>	<i>293</i>	<i>135</i>
	<i>dont risques financiers sur des sociétés non consolidées et mises en équivalence</i>	<i>134</i>	<i>130</i>
	<i>dont garanties accordées sur des panneaux solaires de SunPower</i>	<i>82</i>	<i>140</i>
Autres passifs non courants	1 409	2 066	2 404
Total	20 925	20 613	21 432

En 2020, les provisions pour litiges s'élèvent à 320 millions de dollars dont 208 millions de dollars dans l'Exploration-Production, notamment au Brésil et en Angola.

En 2019, les provisions pour litiges s'élevaient à 386 millions de dollars dont 286 millions de dollars dans l'Exploration-Production, notamment au Brésil, en Angola et aux Etats-Unis.

En 2018, les provisions pour litiges s'élevaient à 736 millions de dollars dont 510 millions de dollars dans l'Exploration-Production, notamment en Angola, au Nigeria et au Brésil.

Les autres passifs non courants comprennent notamment les dettes dont la maturité est supérieure à un an, liées à l'acquisition d'immobilisations.

Variations des provisions et autres passifs non courants

Les variations des provisions et autres passifs non courants s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1er janvier	Dotations	Reprises	Effets de change	Autres	Au 31 décembre
2020	20 613	1 756	(1 378)	452	(518)	20 925
<i>dont provisions pour restitution de sites</i>		<i>607</i>	<i>(519)</i>			
<i>dont provisions pour protection de l'environnement</i>		<i>217</i>	<i>(93)</i>			
<i>dont provisions pour plans sociaux et restructurations</i>		<i>271</i>	<i>(135)</i>			
2019	21 432	1 248	(2 414)	(33)	380	20 613
<i>dont provisions pour restitution de sites</i>		<i>639</i>	<i>(460)</i>			
<i>dont provisions pour protection de l'environnement</i>		<i>30</i>	<i>(92)</i>			
<i>dont provisions pour plans sociaux et restructurations</i>		<i>60</i>	<i>(122)</i>			
2018	15 986	2 416	(1 378)	(519)	4 927	21 432
<i>dont provisions pour restitution de sites</i>		<i>530</i>	<i>(320)</i>			
<i>dont provisions pour protection de l'environnement</i>		<i>33</i>	<i>(111)</i>			
<i>dont provisions pour plans sociaux et restructurations</i>		<i>149</i>	<i>(106)</i>			

Provisions pour restitution des sites

Principes comptables

Les dépenses futures de restitution des sites, résultant d'une obligation légale ou implicite, sont provisionnées sur la base d'une estimation raisonnable, au cours de l'exercice durant lequel apparaît l'obligation.

En contrepartie de cette provision, les coûts de restitution des sites sont capitalisés et intégrés à la valeur de l'actif sous-jacent et amortis sur la durée d'utilité de cet actif.

L'impact du passage du temps sur la provision pour restitution des sites est mesuré en appliquant au montant de la provision un taux d'intérêt sans risque. Compte-tenu des échéances long terme de nos dépenses de restitution des sites, le taux retenu est déterminé par référence aux taux des obligations privées de haute qualité de notation AA sur la zone USD à horizon long terme. L'effet de l'actualisation de ces provisions est comptabilisé dans la rubrique « Autres charges financières ».

Le taux d'actualisation retenu dans le cadre de l'évaluation des provisions pour restitutions des sites est de 3% en 2020 et de 4,5% en 2019 et 2018 (les dépenses étant estimées en monnaie courante avec un taux d'inflation de 1,5% en 2020, et de 2% en 2019 et 2018).

Une diminution de 0,5% de ce taux conduirait à une augmentation des provisions pour restitution des sites de 1 442 millions de dollars, avec une contrepartie en immobilisations corporelles ainsi qu'un impact négatif d'environ 78 millions de dollars sur le résultat net des années suivantes. A l'inverse, une augmentation de 0,5% aurait un impact quasi-symétrique à l'effet de la diminution de 0,5%.

Les variations des provisions pour restitution des sites s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Nouvelles obligations de restitution des sites							Autres	Au 31 décembre
	Au 1 ^{er} janvier	Effet de l'actualisation	Révisions des estimations	Reprises de provision	Effets de change				
2020	14 492	607	526	87	(519)	284	(109)	15 368	
2019	14 286	639	(601)	567	(460)	47	14	14 492	
2018	12 240	530	(458)	811	(320)	(364)	1 847	14 286	

12.2) Autres risques et engagements

A la connaissance de TOTAL, il n'existe pas, à la date d'arrêté des comptes, de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités du Groupe.

13) Engagements hors bilan et contrats de location

13.1) Engagements hors bilan et obligations contractuelles

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 15)	48 705	-	22 745	25 960
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 15)	4 674	4 674	-	-
Contrats de location (note 13.2)	8 943	1 207	3 178	4 558
Obligations de restitution des sites (note 12)	15 368	463	1 840	13 065
Obligations contractuelles au bilan	77 690	6 344	27 763	43 583
Contrats de location de faible valeur, courte durée ou non commencés (note 13.2)	1 745	704	626	415
Engagements d'achats	143 177	11 719	39 126	92 332
Obligations contractuelles hors bilan	144 922	12 423	39 752	92 747
Total des obligations contractuelles	222 612	18 767	67 515	136 330
Cautions en douane données	2 312	2 189	60	63
Garanties données sur emprunts	14 164	746	3 660	9 758
Garanties de passif sur cession	333	179	-	154
Garanties de passif courant	147	68	56	23
Garanties clients fournisseurs	19 182	2 603	1 853	14 726
Lettres de crédit	2 432	2 297	135	-
Autres engagements opérationnels	23 879	3 224	3 002	17 653
Total des autres engagements donnés	62 449	11 306	8 766	42 377
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	77	28	24	25
Engagements de ventes	80 521	7 001	29 362	44 158
Autres engagements reçus	20 401	15 270	1 474	3 657
Total des engagements reçus	100 999	22 299	30 860	47 840
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>34 920</i>	<i>644</i>	<i>7 288</i>	<i>26 988</i>
<i>Dont engagements donnés relatifs à des entreprises associées</i>	<i>51 795</i>	<i>999</i>	<i>8 664</i>	<i>42 132</i>

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 15)	40 931	-	19 888	21 043
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 15)	5 331	5 331	-	-
Contrats de location (note 13.2)	7 465	1 202	2 883	3 380
Obligations de restitution des sites (note 12)	14 492	617	3 153	10 722
Obligations contractuelles au bilan	68 219	7 150	25 924	35 145
Contrats de location de faible valeur, courte durée ou non commencés (note 13.2)	2 077	536	879	662
Engagements d'achats	147 516	10 763	38 189	98 564
Obligations contractuelles hors bilan	149 593	11 299	39 068	99 226
Total des obligations contractuelles	217 812	18 449	64 992	134 371
Cautions en douane données	2 012	1 876	17	119
Garanties données sur emprunts	14 510	306	7 372	6 832
Garanties de passif sur cession	331	163	16	152
Garanties de passif courant	172	79	60	33
Garanties clients fournisseurs	12 318	1 435	2 169	8 714
Lettres de crédit	2 786	2 768	18	-
Autres engagements opérationnels	22 055	3 240	1 202	17 613
Total des autres engagements donnés	54 184	9 867	10 854	33 463
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	85	23	37	25
Engagements de ventes	93 441	7 135	31 330	54 976
Autres engagements reçus	22 358	16 845	1 705	3 808
Total des engagements reçus	115 884	24 003	33 072	58 809
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>39 055</i>	<i>461</i>	<i>11 822</i>	<i>26 772</i>
<i>Dont engagements donnés relatifs à des entreprises associées</i>	<i>31 465</i>	<i>913</i>	<i>8 381</i>	<i>22 171</i>

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Échéances et périodes des paiements			
	Total	A moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes non courantes après couverture (note 15)	37 784	-	19 072	18 712
Part à moins d'un an des dettes non courantes après couverture (note 15)	5 027	5 027	-	-
Contrats de location financement (note 13.2)	1 878	213	468	1 197
Obligations de restitution des sites (note 12)	14 286	844	3 388	10 054
Obligations contractuelles au bilan	58 975	6 084	22 928	29 963
Contrats de location simple (note 13.2)	9 130	1 644	3 691	3 795
Engagements d'achats	121 119	9 708	30 652	80 759
Obligations contractuelles hors bilan	130 249	11 352	34 343	84 554
Total des obligations contractuelles	189 224	17 436	57 271	114 517
Cautions en douane données	2 043	1 904	12	127
Garanties données sur emprunts	18 680	169	68	18 443
Garanties de passif sur cession	334	165	10	159
Garanties de passif courant	222	83	74	65
Garanties clients fournisseurs	8 463	1 222	847	6 394
Lettres de crédit	3 515	3 164	160	191
Autres engagements opérationnels	29 416	2 085	1 046	26 285
Total des autres engagements donnés	62 673	8 792	2 217	51 664
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	84	23	33	28
Engagements de ventes	91 695	7 989	27 709	55 997
Autres engagements reçus	21 565	15 527	1 328	4 710
Total des engagements reçus	113 344	23 539	29 070	60 735
<i>Dont engagements donnés relatifs à des coentreprises</i>	<i>42 768</i>	<i>162</i>	<i>4 425</i>	<i>38 181</i>
<i>Dont engagements donnés relatifs à des entreprises associées</i>	<i>39 437</i>	<i>773</i>	<i>8 378</i>	<i>30 286</i>

A. Obligations contractuelles

Dettes

Les dettes non courantes sont incluses dans les rubriques « Dettes financières non courantes » et « Actifs financiers non courants » du bilan consolidé. Ce montant inclut la part non courante des *swaps* de couverture de la dette obligataire et ne comprend pas la part non courante des contrats de location pour 7 736 millions de dollars.

La part à moins d'un an des dettes non courantes est incluse dans les rubriques « Dettes financières courantes », « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants » du bilan consolidé. Elle inclut la part à moins d'un an des *swaps* de couverture de la dette obligataire et ne comprend pas la part à moins d'un an des contrats de location pour 1 207 millions de dollars.

Les informations relatives aux obligations contractuelles liées aux dettes figurent dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

Contrats de location

Les informations relatives aux obligations de location figurent dans la note 13.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

Obligations de restitution des sites

Ces montants représentent la valeur actualisée des obligations de restitution des sites des secteurs Exploration-Production et Integrated Gas, Renewables & Power, principalement des coûts liés au démantèlement des actifs à la fin de leur utilisation. Les informations relatives aux obligations de restitution des sites figurent dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

Engagements d'achats

Les obligations d'achats sont des obligations d'acheter des biens ou des services, y compris des achats d'immobilisations, régies contractuellement. Ces obligations sont de nature exécutoire et juridique pour l'entreprise. Toutes les composantes importantes, notamment le montant et l'échéancier des paiements, sont spécifiées par contrat.

Ces obligations concernent essentiellement les contrats inconditionnels d'achats d'hydrocarbures (sauf lorsqu'il existe un marché actif et très liquide et que les volumes achetés sont destinés à être revendus rapidement après l'achat) dans le secteur Integrated Gas, Renewables & Power, les réservations de capacités de transport dans les oléoducs et gazoducs, les engagements inconditionnels de travaux d'exploration et de développement dans le secteur Exploration-Production, et des contrats de projets d'investissement de capital dans le secteur Raffinage-Chimie.

B. Autres engagements donnés

Cautions en douane données

Elles représentent les garanties émises par le Groupe au profit des administrations douanières pour garantir le paiement des taxes et accises liées aux importations de produits pétroliers et de gaz, principalement en France.

Garanties données sur emprunts

Le Groupe garantit la dette bancaire et les locations de certaines filiales non consolidées et de sociétés mises en équivalence. Les dates d'échéance sont diverses et les engagements prennent fin lors du remboursement des lignes ou de l'annulation des obligations. Ces garanties peuvent être appelées en cas du défaut de la filiale dans ses obligations contractuelles et ne sont pas couvertes par des sûretés sur des actifs du Groupe. Au 31 décembre 2020, le montant total de ces garanties a pour échéance maximale 2053.

Au 31 décembre 2020, les garanties octroyées par TOTAL SE dans le cadre du financement du projet Ichthys LNG s'élèvent à 4 912 millions de dollars. Au 31 décembre 2019, le montant de ces garanties s'élevait à 4 937 millions de dollars.

Au 31 décembre 2020, les garanties octroyées par TOTAL SE dans le cadre du financement du projet Yamal LNG pour un montant de 3 250 millions de dollars. Au 31 décembre 2019, le montant de ces garanties s'élevait à 3 688 millions de dollars.

Au 31 décembre 2020, TOTAL SE a confirmé ses garanties au titre des avances actionnaires de Total Refining Saudi Arabia SAS pour un montant total de 1 164 millions de dollars. Au 31 décembre 2019, le montant de ces garanties s'élevait à 1 184 millions de dollars.

Au 31 décembre 2020, la garantie donnée en 2008 par TOTAL SE dans le cadre du financement du projet Yemen LNG est de 509 millions de dollars comme en 2019.

Au 31 décembre 2020, les garanties octroyées par TOTAL SE dans le cadre du financement du projet de Bayport Polymers LLC s'élèvent à 1 820 millions de dollars comme en 2019.

Garanties de passif sur cession

Dans le cadre de ses opérations courantes, le Groupe prend part à des contrats prévoyant des clauses d'indemnités standard pour l'industrie pétrolière ou des clauses d'indemnités spécifiques à des transactions comme les garanties de passif lors des cessions d'actifs. Ces indemnités peuvent être liées à des aspects d'environnement, de fiscalité, d'actionnariat, de propriété intellectuelle, de réglementation gouvernementale, de droit du travail ou à des contrats commerciaux. Le fait générateur de telles indemnités serait soit une rupture des termes du contrat soit une plainte externe. Le Groupe évalue de manière régulière les coûts pouvant être induits par de telles indemnités.

Autres garanties données

Participations non consolidées

Le Groupe garantit également les passifs courants de certaines participations non consolidées. Le Groupe serait ainsi appelé en cas de cessation de paiement d'une de ces participations.

Contrats opérationnels

Dans le cadre des opérations courantes du Groupe et en accord avec les pratiques habituelles de l'industrie, le Groupe prend part à de nombreux accords avec des tiers. Ces engagements sont souvent pris à des fins commerciales, à des fins réglementaires ou pour d'autres contrats opérationnels.

C. Engagements reçus

Engagements de ventes

Ces montants représentent les engagements irrévocables de ventes, incluant notamment les contrats de ventes d'hydrocarbures (sauf lorsqu'il existe un marché actif et très liquide et que les volumes sont revendus rapidement après leur achat).

13.2) Contrats de location

Principes comptables

Un contrat de location est un contrat qui confère le droit d'utiliser un actif identifié pour une période donnée moyennant le paiement d'une contrepartie. À la date d'effet, le preneur doit comptabiliser à l'actif un droit d'utilisation, et au passif une dette. Le coût de l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation comprend la valeur actualisée du montant des loyers non encore versés à laquelle s'ajoute le cas échéant les coûts directs encourus pour la conclusion du contrat. La dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan dans les dettes financières. Les droits d'usage sont amortis selon les durées d'utilité appliquées par le Groupe.

Les contrats de location qui sont de courte durée ou qui portent sur des actifs de faible valeur ne sont comptabilisés ni dans les droits d'usage ni dans la dette, conformément aux exemptions de la norme. Ils sont présentés en engagements hors bilan.

Avec l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2019 de la norme IFRS16, le Groupe a :

- appliqué la méthode de transition rétrospective simplifiée, en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme à la date de première application, sans retraitement des périodes comparatives ;
- utilisé les mesures de simplification suivantes prévues par la norme dans ses dispositions transitoires :
 - o exclusion des contrats que le Groupe n'avait pas antérieurement identifiés comme contenant un contrat de location en application d'IAS 17 et d'IFRIC 4 ;
 - o exclusion des contrats de location qui arrivent à échéance dans les 12 mois suivant la date de première application.
- comptabilisé chaque composante locative du contrat comme un contrat de location distinct, séparément des composantes non locatives du contrat (services) ;
- appliqué les deux exemptions de la norme relatives aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

L'impact de l'application de cette norme au 1^{er} janvier 2019 était de 5 698 millions de dollars sur les immobilisations, (5 505) millions de dollars sur la dette nette et (193) millions de dollars sur les autres comptes d'actif et de passif. Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré a été déterminé sur la base de la durée d'origine des contrats et ressort à 4,5% à la date de transition.

L'impact sur les immobilisations se décomposait en 2019 de la manière suivante :

(en millions de dollars)

Droits d'usage sur constructions	2 278
Droits d'usage sur installations techniques (y compris transport)	2 632
Autres droits d'usage	788
Total	5 698

Les contrats de location portent principalement sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres équipements (voir la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés).

A- Réconciliation des engagements hors bilan de location simple (IAS 17) au 31 décembre 2018 et des dettes locatives comptabilisées (IFRS 16) au 1^{er} janvier 2019

Réconciliation entre les engagements hors bilan de location simple présentés en application d'IAS 17 au 31 décembre 2018 et les dettes locatives comptabilisées en application d'IFRS 16 au 1er janvier 2019.

Les éléments en réconciliation sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars)	1er janvier 2019
Engagements hors bilan au titre des contrats de location simple	9 130
Engagements relatifs aux exemptions d'IFRS 16 :	(417)
- <i>Actif de faible valeur</i>	(90)
- <i>Contrat de moins de douze mois</i>	(327)
Engagements relatifs aux contrats non commencés en 2019	(608)
Engagements relatifs à la part service des contrats de location	(760)
Engagements relatifs à des locations d'actifs non identifiés ou substituables	(628)
Différence relative à la part du loyer variable	(6)
Autres effets	204
Effet d'actualisation	(1360)
Dettes locative au titre des contrats précédemment comptabilisés en tant que locations simples	5 555
Dettes de location financement au 31 décembre 2018	1 878
Dettes locative au 1er janvier 2019	7 433

Les autres informations requises sur les dettes locatives, notamment leur maturité, sont présentées en note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

B- Les redevances minimales des contrats de location irrévocables restant à payer

Les redevances minimales des contrats de location irrévocables restant à payer sont présentées selon leurs dates d'échéance dans les tableaux suivants :

Exercice 2020 (en millions de dollars)	Contrats exemptés	Location au bilan
2021	704	1 659
2022	252	1 366
2023	159	1 117
2024	118	1 022
2025	97	964
2026 et suivantes	415	6 325
Total des engagements	1 745	12 453
Moins intérêts financiers		(3 510)
Valeur nominale des contrats		8 943
Moins dette à moins d'un an des contrats de location		(1 207)
Dettes financières non courantes des contrats de location		7 736

Exercice 2019

(en millions de dollars)	Contrats exemptés	Location au bilan
2020	536	1 586
2021	360	1 228
2022	212	1 019
2023	162	835
2024	145	766
2025 et suivantes	662	4 757
Total des engagements	2 077	10 191
Moins intérêts financiers		(2 726)
Valeur nominale des contrats		7 465
Moins dette à moins d'un an des contrats de location		(1 202)
Dettes financières non courantes des contrats de location		6 263

Exercice 2018

(en millions de dollars)	Location simple	Location financement
2019	1 644	263
2020	1 282	183
2021	967	182
2022	772	179
2023	669	179
2024 et suivantes	3 796	1 826
Total des engagements	9 130	2 812
Moins intérêts financiers		(934)
Valeur nominale des contrats		1 878
Moins dette à moins d'un an des contrats de location financement		(213)
Dettes financières non courantes des contrats de location financement		1 665

Les redevances constatées au compte de résultat ont été de 600 millions de dollars au titre des contrats de location de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur, et de 162 millions de dollars au titre des loyers variables pour l'exercice 2020.

Les redevances constatées au compte de résultat ont été de 366 millions de dollars au titre des contrats de location de courte durée ou portant sur des actifs de faible valeur, et de 132 millions de dollars au titre des loyers variables pour l'exercice 2019.

Les redevances constatées au compte de résultat au titre des contrats de location simple ont été de 1 304 millions de dollars pour l'exercice 2018.

14) Analyse des actifs et passifs financiers par catégorie d'instruments et par stratégie

Les actifs et passifs financiers compris dans les rubriques de bilan sont les suivants :

Au 31 décembre 2020
(en millions de dollars)

	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Autres éléments du résultat global	Juste valeur instruments de couvertures	Total	Juste valeur
ACTIF / (PASSIF)						
Sociétés mises en équivalence : prêts	5 129	-	-	-	5 129	5 129
Autres titres	-	1 224	783	-	2 007	2 007
Actifs financiers non courants	1 019	541	-	3 221	4 781	4 781
Autres actifs non courants	2 745	-	-	-	2 745	2 745
Clients et comptes rattachés ^(b)	14 068	-	-	-	14 068	14 068
Autres créances d'exploitation	6 615	1 428	-	-	8 043	8 043
Actifs financiers courants	4 547	65	-	18	4 630	4 630
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 268	-	-	-	31 268	31 268
Total actifs financiers	65 391	3 258	783	3 239	72 671	72 671
Total actifs non financiers					193 461	-
Total actifs					266 132	-
Dettes financières non courantes ^(a)	(58 470)	(118)	-	(1 615)	(60 203)	(66 210)
Fournisseurs et comptes rattachés ^(b)	(23 574)	-	-	-	(23 574)	(23 574)
Autres dettes d'exploitation	(10 635)	(3 666)	-	(1)	(14 302)	(14 302)
Dettes financières courantes ^(a)	(17 099)	-	-	-	(17 099)	(17 121)
Autres passifs financiers courants	-	(99)	-	(104)	(203)	(203)
Total passifs financiers	(109 778)	(3 883)	-	(1 720)	(115 381)	(121 410)
Total passifs non financiers					(150 751)	-
Total passifs					(266 132)	-

(a) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés).

(b) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (1 844) millions de dollars et de 1 844 millions dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

Au 31 décembre 2019
(en millions de dollars)

	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Autres éléments du résultat global	Juste valeur instruments de couvertures	Total	Juste valeur
ACTIF / (PASSIF)						
Sociétés mises en équivalence : prêts	3 999	-	-	-	3 999	3 999
Autres titres	-	1 272	506	-	1 778	1 778
Actifs financiers non courants	164	236	-	512	912	912
Autres actifs non courants	2 314	-	-	-	2 314	2 314
Clients et comptes rattachés ^(b)	18 488	-	-	-	18 488	18 488
Autres créances d'exploitation	6 713	4 791	-	2	11 506	11 506
Actifs financiers courants	3 870	122	-	-	3 992	3 992
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 352	-	-	-	27 352	27 352
Total actifs financiers	62 900	6 421	506	514	70 341	70 341
Total actifs non financiers					202 953	-
Total actifs					273 294	-
Dettes financières non courantes ^(a)	(46 035)	(44)	-	(1 694)	(47 773)	(50 921)
Fournisseurs et comptes rattachés ^(b)	(28 394)	-	-	-	(28 394)	(28 394)
Autres dettes d'exploitation	(10 927)	(5 333)	-	(2)	(16 262)	(16 262)
Dettes financières courantes ^(a)	(14 819)	-	-	-	(14 819)	(14 819)
Autres passifs financiers courants	-	(63)	-	(424)	(487)	(487)
Total passifs financiers	(100 175)	(5 440)	-	(2 120)	(107 735)	(110 883)
Total passifs non financiers					(165 559)	-
Total passifs					(273 294)	-

(a) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés).

(b) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (2 073) millions de dollars et de 2 073 millions dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

Au 31 décembre 2018
(en millions de dollars)

	Coût amorti	Juste valeur par résultat	Juste valeur par résultat global - Instruments de capitaux propres	Juste valeur instruments de couvertures	Total	Juste valeur
ACTIF / (PASSIF)						
Sociétés mises en équivalence : prêts	4 755	-	-	-	4 755	4 755
Autres titres	-	1 059	362	-	1 421	1 421
Actifs financiers non courants	-	67	-	613	680	680
Autres actifs non courants	2 348	-	-	-	2 348	2 348
Clients et comptes rattachés ^(b)	17 270	-	-	-	17 270	17 270
Autres créances d'exploitation	6 994	2 731	-	8	9 733	9 733
Actifs financiers courants	3 536	73	-	45	3 654	3 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 907	-	-	-	27 907	27 907
Total actifs financiers	62 810	3 930	362	666	67 768	67 768
Total actifs non financiers					188 994	
Total actifs					256 762	
Dettes financières non courantes ^(a)	(38 220)	(29)	-	(1 880)	(40 129)	(41 281)
Fournisseurs et comptes rattachés ^(b)	(26 134)	-	-	-	(26 134)	(26 134)
Autres dettes d'exploitation	(9 854)	(3 429)	-	(3)	(13 286)	(13 286)
Dettes financières courantes	(13 306)	-	-	-	(13 306)	(13 306)
Autres passifs financiers courants	-	(183)	-	(295)	(478)	(478)
Total passifs financiers	(87 514)	(3 641)	-	(2 178)	(93 333)	(94 485)
Total passifs non financiers					(163 429)	
Total passifs					(256 762)	

(a) La dette financière est ajustée de la valeur des risques couverts (change et taux) dans le cadre de la relation de couverture de juste valeur (voir la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés).

(b) L'effet des compensations sur les clients et comptes rattachés est de (2 903) millions de dollars et de 2 903 millions de dollars sur les fournisseurs et comptes rattachés.

15) Structure financière et coûts financiers

15.1) Dettes financières et instruments financiers dérivés

A) Dettes financières non courantes et instruments financiers dérivés

Au 31 décembre 2020
(en millions de dollars)

	Garanties	Non garanties	Total
(Actif) / Passif			
Dettes financières non courantes	7 849	52 354	60 203
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	1 615	1 615
Actifs financiers non courants	(1 019)	(3 762)	(4 781)
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (actif)</i>	-	(3 221)	(3 221)
Dettes nettes financières non courantes et instruments financiers associés	6 830	48 592	55 422
Emprunts obligataires à taux variable ou après couverture de juste valeur	-	16 553	16 553
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	28 080	28 080
Autres emprunts à taux variable	40	3 944	3 984
Autres emprunts à taux fixe	73	438	511
Dettes des contrats de location	7 736	-	7 736
Actifs financiers non courants hors instruments dérivés	(1 019)	(432)	(1 451)
Instruments non courants détenus à fin de transactions	-	9	9
Dettes nettes financières non courantes et instruments financiers associés	6 830	48 592	55 422

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	Garanties	Non garanties	Total
Dettes financières non courantes	6 438	41 335	47 773
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	1 694	1 694
Actifs financiers non courants	(164)	(748)	(912)
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (actif)</i>	-	(512)	(512)
Dettes financières non courantes et instruments financiers associés	6 274	40 587	46 861
Emprunts obligataires à taux variable ou après couverture de juste valeur	-	19 340	19 340
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	20 499	20 499
Autres emprunts à taux variable	72	618	690
Autres emprunts à taux fixe	103	322	425
Dettes des contrats de location	6 263	-	6 263
Actifs financiers non courants hors instruments dérivés	(164)	(169)	(333)
Instruments non courants détenus à fin de transactions	-	(23)	(23)
Dettes financières non courantes et instruments financiers associés	6 274	40 587	46 861

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	Garanties	Non garanties	Total
Dettes financières non courantes	1 870	38 259	40 129
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (passif)</i>	-	1 880	1 880
Actifs financiers non courants	-	(680)	(680)
<i>dont instruments de couverture de la dette non courante (actif)</i>	-	(613)	(613)
Dettes financières non courantes et instruments financiers associés	1 870	37 579	39 449
Emprunts obligataires à taux variable ou après couverture de juste valeur	-	20 570	20 570
Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs	-	15 672	15 672
Autres emprunts à taux variable	111	621	732
Autres emprunts à taux fixe	94	754	848
Dettes financières des contrats de location financement	1 665	-	1 665
Instruments non courants détenus à fin de transactions	-	(38)	(38)
Dettes financières non courantes et instruments financiers associés	1 870	37 579	39 449

Le Groupe a mis en place au cours du mois d'avril 2020 une nouvelle ligne de crédit bancaire syndiquée confirmée, d'un montant initial de 6 350 millions de dollars et d'échéance 12 mois (extensible deux fois pour une durée supplémentaire de 6 mois à l'option de TOTAL). Au 31 décembre 2020, le solde de la ligne de crédit bancaire syndiquée s'élève à 3 646 millions de dollars et est inclus dans le poste « Autres emprunts à taux variable » (dans les « Dettes financières non courantes »).

Les emprunts obligataires, au 31 décembre 2020, après prise en compte de la juste valeur des *swaps* de change et de taux adossés, se décomposent comme suit :

Emprunts obligataires à taux variable ou après couverture de juste valeur (en millions de dollars)	Monnaie d'émission	Montant après	Montant après	Montant après	Échéances en cours	Taux initiaux en cours avant couverture
		couverture au	couverture au	couverture au		
		31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018		
Emprunt Obligataire	USD	6 253	6 276	6 276	2021 - 2028	2,218% - 3,883%
Emprunt Obligataire	USD	-	300	750		
Emprunt Obligataire	CHF	410	410	204	2026 - 2029	0,176% - 0,298%
Emprunt Obligataire	NZD	-	164	252		
Emprunt Obligataire	AUD	377	378	699	2021 - 2025	4,000% - 4,250%
Emprunt Obligataire	EUR	8 666	9 675	10 212	2021 - 2044	0,250% - 3,125%
Emprunt Obligataire	EUR	-	1 641	1 644		
Emprunt Obligataire	CAD	-	92	93		
Emprunt Obligataire	GBP	1 522	2 035	1 536	2022 - 2031	1,405% - 2,250%
Emprunt Obligataire	GBP	-	-	472		
Emprunt Obligataire	HKD	129	128	207	2025	2,920%
Part à moins d'un an		(2 699)	(3 661)	(3 679)		
Entités principales de financement^(a)		14 658	17 438	18 666		
TOTAL SE ^(b)		1 200	1 203	1 203	2022	0,500%
Autres filiales consolidées		695	699	701		
Total emprunts obligataires à taux variable ou après couverture de juste valeur		16 553	19 340	20 570		

Emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs (en millions de dollars)	Monnaie d'émission	Montant après	Montant après	Montant après	Échéances en cours	Taux initiaux en cours avant couverture
		couverture au	couverture au	couverture au		
		31 décembre 2020	31 décembre 2019	31 décembre 2018		
Emprunt Obligataire	EUR	15 259	10 246	9 268	2024 - 2044	0,696% - 5,125%
Emprunt Obligataire	USD	11 524	8 565	5 040	2021 - 2060	2,829% - 4,250%
Emprunt Obligataire	HKD	208	202	187	2026	3,088%
Emprunt Obligataire	CHF	1 134	1 079	1 035	2024 - 2027	0,510% - 1,010%
Emprunt Obligataire	GBP	998	982	326	2024 - 2026	1,250% - 1,660%
Emprunt Obligataire	AUD	9	5	-	2025	4,000%
Part à moins d'un an		(1 500)	(1 250)	(946)		
Entités principales de financement^(a)		27 632	19 829	14 910		
Autres filiales consolidées		448	670	762		
Total emprunts obligataires à taux fixe ou après couverture de flux futurs		28 080	20 499	15 672		

(a) Les dettes financières émises par les filiales suivantes sont garanties de manière totale et inconditionnelle par TOTAL SE (capital, prime et intérêts) :

- TOTAL CAPITAL est une filiale détenue à 100% directement par TOTAL SE (à l'exception d'une action détenue par chaque administrateur). Elle est utilisée comme véhicule de financement par le Groupe. Le remboursement de sa dette financière (capital, prime et intérêts) est garanti de manière totale et inconditionnelle par TOTAL SE.

- TOTAL CAPITAL CANADA Ltd. est une filiale détenue à 100% directement par TOTAL SE. Elle est utilisée comme véhicule de financement des activités du Groupe au Canada. Le remboursement de sa dette financière (capital, prime et intérêts) est garanti de manière totale et inconditionnelle par TOTAL SE.

- TOTAL CAPITAL INTERNATIONAL est une filiale détenue à 100% directement par TOTAL SE (à l'exception d'une action détenue par chaque administrateur). Elle est utilisée comme véhicule de financement par le Groupe. Le remboursement de sa dette financière (capital, prime et intérêts) est garanti de manière totale et inconditionnelle par TOTAL SE.

(b) Financement obligataire de 1,2 milliard de dollars à travers une structure combinant l'émission d'obligations convertibles, remboursables en numéraire et l'achat d'options d'achat remboursables en numéraire en vue de couvrir l'exposition de TOTAL en cas d'exercice des droits de conversion attachés aux obligations.

Répartition par échéance des dettes financières non courantes

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Dettes financières non courantes	dont instruments de couverture de la dette (passif)	Actifs financiers non courants	dont instruments de couverture de la dette (actif)	Dettes financières non courantes et instruments financiers associés		%
2022	9 932	142	(142)	(58)	9 790		18%
2023	5 988	59	(268)	(218)	5 720		10%
2024	6 340	115	(395)	(277)	5 945		11%
2025	4 535	150	(260)	(212)	4 275		8%
2026 et suivantes	33 408	1 149	(3 716)	(2 456)	29 692		53%
Total	60 203	1 615	(4 781)	(3 221)	55 422		100%

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Dettes financières non courantes	dont instruments de couverture de la dette (passif)	Actifs financiers non courants	dont instruments de couverture de la dette (actif)	Dettes financières non courantes et instruments financiers associés		%
2021	5 716	204	(101)	(9)	5 615		12%
2022	6 226	433	(148)	(121)	6 078		13%
2023	5 230	106	(67)	(18)	5 163		11%
2024	5 885	139	(87)	(83)	5 798		12%
2025 et suivantes	24 716	812	(509)	(281)	24 207		52%
Total	47 773	1 694	(912)	(512)	46 861		100%

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Dettes financières non courantes	dont instruments de couverture de la dette (passif)	Actifs financiers non courants	dont instruments de couverture de la dette (actif)	Dettes financières non courantes et instruments financiers associés		%
2020	5 442	386	(10)	-	5 432		14%
2021	4 042	251	(76)	(57)	3 966		10%
2022	5 262	448	(104)	(104)	5 158		13%
2023	5 020	93	(37)	-	4 983		13%
2024 et suivantes	20 363	702	(453)	(452)	19 910		50%
Total	40 129	1 880	(680)	(613)	39 449		100%

Répartition par devise et par type de taux

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des *swaps* de change et de taux adossés à la dette financière.

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2020		2019		2018	
		%		%		%
Dollar américain	48 609	88%	43 276	92%	38 120	97%
Euro	3 144	6%	2 639	6%	1 103	3%
Couronne Norvégienne	72	0%	81	0%	27	0%
Autres devises	3 597	6%	865	2%	199	0%
Total	55 422	100%	46 861	100%	39 449	100%

Au 31 décembre (en millions de dollars)	2020		2019		2018	
		%		%		%
Taux fixe	34 870	63%	26 985	58%	18 139	46%
Taux variable	20 552	37%	19 876	42%	21 310	54%
Total	55 422	100%	46 861	100%	39 449	100%

B) Actifs et passifs financiers courants

Les dettes financières courantes consistent principalement en des tirages sur des programmes de *commercial paper* et de billets de trésorerie ou en des emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	2020	2019	2018
Dettes financières courantes ^(a)	11 305	8 710	8 316
Dettes de location courantes	1 206	1 202	-
Part à moins d'un an des dettes financières	4 588	4 907	4 990
Dettes financières courantes (note 14)	17 099	14 819	13 306
Part à court terme des instruments financiers passifs de couverture de la dette	104	424	295
Autres instruments financiers passifs courants	99	63	183
Autres passifs financiers courants (note 14)	203	487	478
Dépôts courants supérieurs à 3 mois	(4 436)	(3 611)	(3 536)
Valeurs mobilières de placement non cotées	-	(114)	-
Créances de sous-location courantes	(111)	(145)	-
Part à court terme des instruments financiers actifs de couverture de la dette	(18)	-	(45)
Autres instruments financiers actifs courants	(65)	(122)	(73)
Actifs financiers courants (note 14)	(4 630)	(3 992)	(3 654)
Dettes financières nettes courantes	12 672	11 314	10 130

(a) Au 31 décembre 2020, au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018, les dettes financières courantes incluent un programme de *commercial paper* chez Total Capital et Total Capital Canada Ltd. Total Capital et Total Capital Canada Ltd. sont des filiales détenues à 100% par TOTAL SE. Elles sont utilisées comme véhicules de financement des activités du Groupe. Le remboursement de leur dette financière (capital, prime et intérêts) est garanti de manière totale et inconditionnelle par TOTAL SE.

C) Flux de trésorerie de financement

Les variations des dettes financières s'analysent comme suit :

	Variation non monétaire							
	Au 1er janvier 2020	Variation monétaire	Variation de périmètre, yc reclassement IFRS 5	Effet du change	Variation de juste valeur	Déclassement Non courant / Courant	Autres	Au 31 décembre 2020
(en M\$)								
Instruments financiers actifs non courants (a) et actifs financiers non courants	(912)	(228)	3	(59)	(2 729)	118	(974)	(4 781)
Dettes financières non courantes	47 773	15 800	(456)	192	2 973	(8 711)	2 632	60 203
Dettes nettes financières non courantes et instruments financiers associés	46 861	15 572	(453)	133	244	(8 593)	1 658	55 422
Instruments financiers actifs courants ^(a)	(268)	178	-	(6)	46	(118)	(26)	(194)
Dettes financières courantes	14 819	(6 679)	6	(132)	188	8 711	186	17 099
Instruments financiers courants passif ^(a)	487	-	(5)	8	(287)	-	-	203
Dettes nettes financières courantes et instruments financiers associés	15 038	(6 501)	1	(130)	(53)	8 593	160	17 108
Dettes financières et actifs financiers destinés à être cédés ou échangés	301	-	(10)	22	-	-	-	313
Dettes financières	62 200	9 071	(462)	25	191	-	1 818	72 843

(a) Instruments dérivés de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie et autres instruments dérivés de dette non adossés.

	Variation non monétaire								
	Au 1er janvier 2019	Variation monétaire	Variation de périmètre, yc reclassement IFRS 5	Première application IFRS 16	Effet du change	Variation de juste valeur	Déclassement Non courant / Courant	Autres	Au 31 décembre 2019
(en M\$)									
Instruments financiers actifs non courants (a) et actifs financiers non courants	(680)	21	12	(50)	4	(71)	144	(292)	(912)
Dettes financières non courantes	40 129	8 110	(731)	4 805	(48)	484	(6 661)	1 685	47 773
Dettes nettes financières non courantes et instruments financiers associés	39 449	8 131	(719)	4 755	(44)	413	(6 517)	1 393	46 861
Instruments financiers actifs courants ^(a)	(118)	125	-	-	2	(32)	(144)	(101)	(268)
Dettes financières courantes	13 306	(5 954)	(35)	750	184	(26)	6 661	(67)	14 819
Instruments financiers courants passif ^(a)	478	-	-	-	(6)	15	-	-	487
Dettes nettes financières courantes et instruments financiers associés	13 666	(5 829)	(35)	750	180	(43)	6 517	(168)	15 038
Dettes financières et actifs financiers destinés à être cédés ou échangés	-	-	301	-	-	-	-	-	301
Dettes financières	53 115	2 302	(453)	5 505	136	370	-	1 225	62 200

(a) Instruments dérivés de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie et autres instruments dérivés de dette non adossés.

Variation non monétaire

	Au 1er janvier 2018	Variation monétaire	Variation de périmètre, yc reclassement IFRS 5	Effet du change	Variation de juste valeur	Déclassement Non courant / Courant	Autres	Au 31 décembre 2018
<i>(en M\$)</i>								
Instruments financiers actifs non courants ^(a)	(679)	-	(72)	12	59	-	-	(680)
Dettes financières non courantes	41 340	649	4 708	(59)	62	(6 260)	(311)	40 129
Dettes nettes financières non courantes et instruments financiers associés	40 661	649	4 636	(47)	121	(6 260)	(311)	39 449
Instruments financiers actifs courants ^(a)	(423)	-	-	10	295	-	-	(118)
Dettes financières courantes	11 096	(3 990)	230	270	(514)	6 260	(46)	13 306
Instruments financiers courants passif ^(a)	245	-	67	(11)	177	-	-	478
Dettes nettes financières courantes et instruments financiers associés	10 918	(3 990)	297	269	(42)	6 260	(46)	13 666
Dettes financières destinées à être cédées ou échangées	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes financières	51 579	(3 341)	4 933	222	79	-	(357)	53 115

(a) Instruments dérivés de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie et autres instruments dérivés de dette non adossés.

La variation monétaire des dettes financières non courantes se décompose de la façon suivante :

Exercice

<i>(en millions de dollars)</i>	2020	2019	2018
Augmentation de l'endettement non courant	16 075	8 668	3 938
Remboursement de l'endettement non courant	(275)	(538)	(3 289)
Montant net	15 800	8 131	649

D) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Principes comptables

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont des actifs immédiatement disponibles ou des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant de trésorerie connu et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les placements à échéance supérieure à trois mois et inférieure à douze mois sont classés dans la rubrique « Actifs financiers courants ».

Les variations des actifs et passifs financiers courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se décomposent de la manière suivante :

Exercice

(en millions de dollars)

	2020	2019	2018
Trésorerie	14 518	16 456	15 186
Équivalents de trésorerie	16 750	10 896	12 721
Total	31 268	27 352	27 907

Les équivalents de trésorerie sont principalement composés des dépôts à moins de trois mois auprès d'institutions étatiques ou banques de dépôt déterminées avec des critères de sélection stricts.

Au 31 décembre 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie incluent 2 140 millions de dollars faisant l'objet de restrictions, notamment réglementaires ou liées à leur détention par des filiales implantées dans des pays ayant mis en place un contrôle des changes.

E) Ratio d'endettement

Pour ses besoins de gestion interne et de communication externe, le Groupe évalue un ratio d'endettement rapportant sa dette financière nette hors location à son capital.

Le ratio est calculé de la manière suivante : *Dette nette hors location / (Capitaux propres + Dette nette hors location)*

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

(Actif) / Passif	2020	2019	2018
Dettes financières courantes ^(a)	15 893	13 617	13 093
Autres passifs financiers courants	203	487	478
Actifs financiers courants ^(a)	(4 519)	(3 847)	(3 654)
Actifs et passifs financiers destinés à être cédés ou échangés	313	301	(15)
Dettes financières non courantes ^(a)	52 467	41 510	38 464
Actifs financiers non courants ^(a)	(3 762)	(748)	(680)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(31 268)	(27 352)	(27 907)
Dette financière nette	29 327	23 968	19 779
Capitaux propres - part du Groupe	103 702	116 778	115 640
Intérêts ne conférant pas le contrôle	2 383	2 527	2 474
Capitaux propres	106 085	119 305	118 114
Ratio dette nette hors location sur capital	21,7%	16,7%	14,3%

(a) hors créances et dettes de location.

15.2) Instruments financiers hors dérivés d'énergie

Principes comptables

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux risques de fluctuation des taux d'intérêt, des cours de change de devises étrangères et des prix des matières premières. Ces instruments financiers sont comptabilisés conformément à IFRS 9, la variation de juste valeur des instruments dérivés est enregistrée en résultat ou en autres éléments du résultat global conformément à la politique de gestion des risques et figure au bilan dans les rubriques correspondant à leur nature. Les instruments financiers mis en œuvre par le Groupe sont les suivants :

- *Instruments financiers dérivés court terme de gestion de la trésorerie*

Ces instruments, s'inscrivant dans une stratégie de gestion des risques de taux et de change de la position de trésorerie dans le cadre de limites fixées par le Groupe, sont considérés comme utilisés à des fins de transaction (*held for trading*). La variation de juste valeur est systématiquement enregistrée en résultat. La valeur au bilan de ces instruments est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

- *Instruments financiers de gestion du financement à long terme*

Lorsqu'un financement externe à long terme est élaboré avec pour objectif de couvrir spécifiquement le financement des filiales et que ce financement fait intervenir des instruments dérivés de change et de taux, ces instruments dérivés sont qualifiés de :

- 1) Couverture de juste valeur (*fair value hedge*) du risque de taux et du risque de change sur l'emprunt externe finançant les prêts accordés aux filiales. Leur variation de juste valeur est enregistrée en résultat, concomitamment avec celle des dettes financières externes sous-jacentes et des prêts aux filiales.

La valeur au bilan des instruments dérivés de couverture du financement long terme est incluse dans la rubrique d'actif « Actifs financiers non courants » ou dans la rubrique de passif « Dettes financières non courantes » pour la part à plus d'un an. La part à moins d'un an des instruments de couverture des dettes financières non courantes est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

En cas de résiliation anticipée d'instruments dérivés préalablement qualifiés comptablement de couverture de juste valeur, le montant de la réévaluation de l'élément couvert correspondant à l'ajustement de variation de juste valeur imputable à la composante risque couvert est enregistrée en résultat, et :

- si cette résiliation est liée à une disparition anticipée des éléments couverts, l'ajustement préalablement comptabilisé au titre de la réévaluation des éléments couverts est également enregistré en résultat ;
- si les éléments couverts subsistent au bilan, l'ajustement préalablement comptabilisé au titre de la réévaluation des éléments couverts est étalé sur la durée de vie résiduelle de ces éléments.

Lors d'un changement de stratégie de la couverture (couverture de juste valeur vers une couverture de flux futurs), si les composantes de l'exposition agrégée initiale avaient déjà été désignées dans une relation de couverture (*FVH*), le Groupe désigne le nouvel instrument mis en place comme un instrument de couverture d'une position agrégée dans une nouvelle relation de couverture (*CFH*) sans rompre la relation de couverture initiale.

- 2) Couverture de flux futurs (*cash flow hedge*) lorsque le Groupe met en place une stratégie de fixation des taux et/ou de change sur les emprunts externes. Leur variation de juste valeur est enregistrée en Autres éléments du résultat global pour la part efficace de la relation de couverture et en résultat pour la part inefficace de la relation de couverture. Lorsque l'élément couvert a un impact en résultat, les variations de juste valeur de l'instrument de couverture comptabilisées en capitaux propres sont également recyclées de façon symétrique en résultat.

La valeur au bilan des instruments dérivés de couverture du financement long terme est incluse dans la rubrique d'actif « Actifs financiers non courants » ou dans la rubrique de passif « Dettes financières non courantes » pour la part à plus d'un an. La part à moins d'un an des instruments de couverture des dettes financières non courantes est incluse dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

Lorsque l'instrument de couverture prend fin, est vendu ou résilié, les gains et pertes cumulés précédemment en capitaux propres sont conservés en capitaux propres et ne sont recyclés en résultat que lorsque l'élément couvert affecte le compte de résultat.

- 3) Conformément aux dispositions d'IFRS 9, le Groupe a décidé de comptabiliser de façon séparée dans une composante distincte du résultat global les variations du *basis spread* des opérations en monnaie étrangère identifiées (Cross Currency Swaps) dans les relations de couverture qualifiées de couverture de juste valeur et de flux de trésorerie.

- *Instruments financiers de couverture des capitaux propres des filiales étrangères*

Certains instruments s'inscrivent dans une stratégie de couverture du risque des capitaux propres des filiales étrangères en monnaie fonctionnelle autre que l'euro, principalement le dollar. Ces instruments sont qualifiés de couverture d'investissements nets en devises (*net investment hedge*) et la variation de leur juste valeur est enregistrée en autres éléments du résultat global dans la rubrique « Ecart de conversion » pour la part efficace de la relation de couverture et en résultat pour la part inefficace de la relation de couverture. Le profit ou la perte sur l'instrument de couverture qui a été comptabilisé en capitaux propres est reclassé en résultat lors de la sortie totale ou partielle de l'activité à l'étranger.

La valeur au bilan de ces instruments figure dans les rubriques « Actifs financiers courants » et « Autres passifs financiers courants ».

- *Engagements d'achat de participations ne conférant pas le contrôle (« puts sur intérêts minoritaires »)*

Les options de vente consenties à des actionnaires minoritaires constituent un passif financier pour la valeur actuelle du prix d'exercice de ces options avec pour contrepartie une réduction des capitaux propres part du groupe. Le passif financier est réévalué à la juste valeur à chaque clôture conformément aux clauses contractuelles avec une contrepartie en résultat (coût de l'endettement financier).

A) Impact en résultat par nature d'instruments financiers

Actifs et passifs liés aux activités de financement

L'effet en résultat des actifs et passifs liés aux activités de financement comprend principalement :

- les produits financiers de la trésorerie, des équivalents de trésorerie, des actifs financiers courants (notamment dépôts à plus de trois mois) classés dans la ligne « Prêts et créances » ;
- les frais financiers du financement long terme des filiales et les instruments de couverture adossés (hors inefficacité de la couverture détaillée ci-dessous) ainsi que les frais financiers du financement court terme classés dans la ligne « Passifs de financement et instruments de couverture associés » ;
- l'inefficacité de la couverture des emprunts obligataires ;
- les charges et produits financiers sur les contrats de location ;
- les produits financiers, les charges financières et la réévaluation de juste valeur des instruments dérivés de gestion de la trésorerie classés dans la ligne « Actifs et passifs détenus à des fins de transaction ».

Les instruments financiers dérivés de gestion de la trésorerie (taux et change) sont considérés comme utilisés à des fins de transaction. En effet, du fait des modalités pratiques d'identification de ces instruments, le Groupe n'a pas jugé approprié de mettre en œuvre une comptabilité de couverture. L'effet en résultat de ces instruments dérivés est compensé par celui des prêts et dettes financières courantes auxquels ils se rattachent. Ainsi, l'impact de ces transactions appréhendées globalement n'apparaît pas comme significatif sur les comptes consolidés.

Exercice

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Prêts et créances	154	200	161
Passifs de financement et instruments de couverture associés	(1 660)	(1 897)	(1 927)
Couverture de juste valeur (inefficacité)	12	(1)	(6)
Actifs et passifs de location	(422)	(417)	-
Actifs et passifs détenus à des fins de transaction	(194)	(237)	(349)
Impact sur le coût de la dette nette	(2 110)	(2 352)	(2 121)

B) Impact des stratégies de couverture

Instruments qualifiés de couverture de juste valeur (Fair value hedge)

L'impact en résultat des instruments de couverture adossés aux emprunts obligataires, comptabilisé dans la rubrique du compte de résultat consolidé « Coût de l'endettement financier brut », se décompose de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Effet de la réévaluation des emprunts obligataires	(4 004)	(762)	1 332
Swaps de couverture des emprunts obligataires	4 016	761	(1 338)
Inefficacité de la couverture de juste valeur	12	(1)	(6)

L'inefficacité n'est pas représentative de la performance du Groupe compte tenu de l'objectif de conduire les *swaps* à leur terme. La part court terme de la valorisation des *swaps* ne fait pas l'objet d'une gestion active.

Instruments qualifiés de couverture d'investissements nets en devise (net investment hedge)

Les variations de l'exercice sont détaillées dans le tableau suivant :

Exercice (en millions de dollars)	Au 1 ^{er} janvier	Entrées	Sorties	Au 31 décembre
2020	(717)	(71)	-	(788)
2019	(724)	7	-	(717)
2018	(762)	38	-	(724)

Aux 31 décembre 2020, 2019 et 2018, le Groupe n'a pas de contrat à terme non dénoué au titre de ces couvertures.

Instruments financiers détenus dans le cadre de couverture de flux futurs (cash flow hedge)

L'impact en résultat et en autres éléments du résultat global des instruments financiers de couverture, qualifiés de couverture de flux futurs, se décompose de la manière suivante :

Exercice (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Profit (Perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global de la période	(327)	(585)	24
Montant repris des autres éléments du résultat global et comptabilisé en résultat de la période	139	47	(116)

Aux 31 décembre 2020, 2019 et 2018, le montant de l'inefficacité de ces instruments financiers est nul.

Instruments de couverture et éléments couverts par type de stratégie

Couverture de juste valeur de la dette financière (Fair value hedge)

Les tableaux suivants sur les couvertures de juste valeur présentent, par type d'instrument (swaps de taux et cross currency swaps) :

- Les valeurs nominales et valeurs comptables des instruments de couverture ;
- Les valeurs comptables des éléments couverts et les montants cumulés des ajustements de juste valeur inclus dans ces valeurs comptables ;
- Les éléments couverts qui ont cessé d'être ajustés au titre des profits et des pertes de couverture.

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

Eléments couverts	Instruments de couverture	Montant notionnel des instruments de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Valeur comptable de l'élément couvert		Cumul des ajustements de FVH inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Postes de l'état de la situation financière dans lesquels l'instrument de couverture et l'élément couvert sont inclus
			Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	
Emprunts obligataires	Swaps de taux	8 063	527	(15)	-	(8 586)	-	(1 136)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>
Emprunts obligataires	Cross Currency swaps	11 011	836	(211)	-	(11 109)	-	(98)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>
Arrêt de la couverture (avant 2018)		-	-	-	-	-	-	(47)	

Au 31 décembre 2019
(en millions de dollars)

Eléments couverts	Instruments de couverture	Montant notionnel des instruments de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Valeur comptable de l'élément couvert		Cumul des ajustements de FVH inclus dans la valeur comptable de l'élément couvert		Postes de l'état de la situation financière dans lesquels l'instrument de couverture et l'élément couvert sont inclus
			Actif	Passif	Actif	Passif	Actif	Passif	
Emprunts obligataires	Swaps de taux	8 012	270	(75)	-	(7 450)	-	(795)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>
Emprunts obligataires	Cross Currency swaps	14 357	124	(1 011)	-	(14 357)	-	1 290	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>
Arrêt de la couverture (avant 2018)					-	-	-	(71)	

Couverture de flux futurs (Cash flow hedge)

Les tableaux suivants sur les couvertures de flux futurs présentent les valeurs nominales et valeurs comptables des instruments de couverture par type d'instrument (swaps de taux et cross currency swaps).

Selon IFRS 9 les éléments couverts ne font pas l'objet d'écriture comptable relative à la couverture de flux futurs.

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Nature de l'instrument de couverture	Montant notionnel des instruments de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Poste dans l'état de la situation financière dans lequel l'instrument de couverture est inclus
			Actif	Passif	
Emprunts obligataires	Swaps de taux	12 781	-	(1 441)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>
Emprunts obligataires	Cross Currency swaps	17 511	1 856	(32)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Nature de l'instrument de couverture	Montant notionnel des instruments de couverture	Valeur comptable de l'instrument de couverture		Poste dans l'état de la situation financière dans lequel l'instrument de couverture est inclus
			Actif	Passif	
Emprunts obligataires	Swaps de taux	12 782	25	(527)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>
Emprunts obligataires	Cross Currency swaps	12 604	19	(431)	<i>Dettes financières / Actifs financiers</i>

C) Échéancier des instruments dérivés

L'échéancier des montants notionnels des instruments dérivés hors énergie est présenté dans le tableau suivant :

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Juste valeur	Montant notionnel 2021	Juste valeur	Échéancier montant notionnel					
				2022 et après	2022	2023	2024	2025	2026 et après
Actif / (Passif)									
Instruments détenus à des fins de couverture de juste valeur									
Swaps de couverture de la dette obligataire (actif)	18	1 250	1 365	12 642					
Swaps de couverture de la dette obligataire (passif)	(104)	1 445	(142)	3 737					
Total swaps de couverture de la dette obligataire	(86)	2 695	1 223	16 379	4 350	3 858	2 087	1 630	4 454
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs									
Swaps de couverture de la dette obligataire (actif)	-	-	1 856	16 259					
Swaps de couverture de la dette obligataire (passif)	-	-	(1 473)	14 033					
Total swaps de couverture de la dette obligataire	-	-	383	30 292	-	1 000	3 659	4 459	21 174
Change à terme lié aux activités opérationnelles (actif)	16	262	20	394					
Change à terme lié aux activités opérationnelles (passif)	-	-	-	-					
Total change à terme lié aux activités opérationnelles	16	262	20	394	276	118	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction									
Autres swaps de taux (actif)	10	22 011	84	3 214					
Autres swaps de taux (passif)	(51)	7 693	(116)	3 695					
Total autres swaps de taux	(41)	29 704	(32)	6 909	2 067	764	2 004	1 937	137
Change à terme (actif)	39	3 323	5	344					
Change à terme (passif)	(48)	2 580	(2)	54					
Total change à terme	(9)	5 903	3	398	189	145	64	-	-

Les montants notionnels fixent le niveau d'engagement de chaque instrument sans être représentatifs ni d'une perte ou d'un gain latent ni d'une dette associée.

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Juste valeur	Montant notionnel 2020	Juste valeur	Échéancier montant notionnel					
				2021 et après	2021	2022	2023	2024	2025 et après
Actif / (Passif)									
Instruments détenus à des fins de couverture de dette financière									
Swaps de couverture de la dette obligataire (actif)	-	-	469	10 896					
Swaps de couverture de la dette obligataire (passif)	(423)	3 346	(736)	8 127					
Total swaps de couverture de la dette obligataire	(423)	3 346	(267)	19 023	2 695	4 298	3 858	2 337	5 835
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs									
Swaps de couverture de la dette obligataire (actif)	-	-	43	4 062					
Swaps de couverture de la dette obligataire (passif)	-	-	(958)	21 324					
Total swaps de couverture de la dette obligataire	-	-	(915)	25 386	-	-	1 000	3 659	20 727
Change à terme lié aux activités opérationnelles (actif)	1	29	-	-					
Change à terme lié aux activités opérationnelles (passif)	-	-	-	-					
Total change à terme lié aux activités opérationnelles	1	29	-	-	-	-	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction									
Autres swaps de taux (actif)	11	23 522	50	2 225					
Autres swaps de taux (passif)	(24)	16 007	(44)	3 475					
Total autres swaps de taux	(13)	39 529	6	5 700	2 217	1 463	18	1 820	182
Change à terme (actif)	111	6 446	17	431					
Change à terme (passif)	(39)	4 455	-	131					
Total change à terme	72	10 901	17	562	529	33	-	-	-

Les montants notionnels fixent le niveau d'engagement de chaque instrument sans être représentatifs ni d'une perte ou d'un gain latent ni d'une dette associée.

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Juste valeur	Montant notionnel 2019	Juste valeur	Échéancier montant notionnel				
				2020 et après	2020	2021	2022	2023
Actif / (Passif)								
Instruments détenus à des fins de couverture de dette financière								
Swaps de couverture de la dette obligataire(actif)	45	1 345	235	3 712				
Swaps de couverture de la dette obligataire (passif)	(208)	1 874	(1 281)	16 225				
Total swaps de couverture de la dette obligataire	(163)	3 219	(1 046)	19 937	3 346	1 945	4 309	3 858 6 479
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs								
Swaps de couverture de la dette obligataire (actif)	-	-	378	10 043				
Swaps de couverture de la dette obligataire (passif)	(87)	969	(599)	11 265				
Total swaps de couverture de la dette obligataire	(87)	969	(221)	21 308	-	-	-	21 308
Change à terme lié aux activités opérationnelles (actif)	2	39	-	4				
Change à terme lié aux activités opérationnelles (passif)	-	-	-	-				
Total change à terme lié aux activités opérationnelles	2	39	-	4	4	-	-	-
Instruments détenus à des fins de transaction								
Autres swaps de taux (actif)	7	17 001	57	2 515				
Autres swaps de taux (passif)	(79)	20 816	(22)	2 686				
Total autres swaps de taux	(72)	37 817	35	5 201	2 186	1 004	56	1 1 954
Change à terme (actif)	66	10 500	11	44				
Change à terme (passif)	(104)	9 107	(7)	34				
Total change à terme	(38)	19 607	4	78	65	12	1	-

Les montants notionnels fixent le niveau d'engagement de chaque instrument sans être représentatifs ni d'une perte ou d'un gain latent ni d'une dette associée.

D) Hiérarchie des justes valeurs

Principes comptables

Les justes valeurs font l'objet d'une estimation pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres et valeurs mobilières de placement cotés, pour lesquels le cours de cotation est retenu.

L'appréciation des valorisations réalisées, fondées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doit être pondérée par le fait que, d'une part, la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment) et, d'autre part, que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte.

Il convient de préciser que l'utilisation d'estimations, de méthodologies et d'hypothèses différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs de marché calculées.

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- *Dettes financières, swaps d'émission*

La valeur de marché des swaps d'émission et des dettes financières faisant l'objet d'une couverture par ces swaps a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de marché en vigueur à la clôture des exercices.

- *Autres instruments financiers*

La valeur de marché des swaps de taux et des FRA (Forward Rate Agreement) est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de marché en vigueur à la clôture des exercices présentés retraités des intérêts courus non échus. Les opérations d'achats/ventes à terme et swaps de change sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers à la clôture des exercices présentés pour les mêmes échéances.

Les options de change sont réévaluées sur la base de modèles couramment utilisés par le marché.

Les justes valeurs des instruments financiers hors dérivés d'énergie sont hiérarchisées de la manière suivante :

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Instruments détenus à des fins de couverture de juste valeur	-	1 137	-	1 137
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	408	-	408
Instruments détenus à des fins de transaction	-	(68)	-	(68)
Instruments de capitaux propres	706	-	-	706
Total	706	1 477	-	2 183

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Instruments détenus à des fins de couverture de dette financière	-	(690)	-	(690)
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	(915)	-	(915)
Instruments détenus à des fins de transaction	-	82	-	82
Instruments de capitaux propres	240	-	-	240
Total	240	(1 523)	-	(1 283)

Au 31 décembre 2018	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
(en millions de dollars)				
Instruments détenus à des fins de couverture de dette financière	-	(1 209)	-	(1 209)
Instruments détenus à des fins de couverture de flux futurs	-	(306)	-	(306)
Instruments détenus à des fins de transaction	-	(71)	-	(71)
Instruments de capitaux propres	94	-	-	94
Total	94	(1 586)	-	(1 492)

15.3) Gestion des risques financiers

Risques relatifs aux marchés financiers

Dans le cadre de son activité de financement et de gestion de la trésorerie, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères. Il s'agit principalement de *swaps* de taux d'intérêt et de devises. Le Groupe peut également, plus occasionnellement, utiliser des contrats de *futures* et options. Les opérations en cours et leur traitement comptable sont présentés dans les notes 14, 15.1 et 15.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes qui sont définies par la Direction Générale du Groupe et qui prévoient la centralisation par la direction Financement-Trésorerie des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers. Les excédents de liquidités du Groupe qui en résultent sont essentiellement placés sous forme de dépôts, de prises en pension ou d'achats de papier auprès de banques de dépôt, d'institutions étatiques ou de sociétés de premier plan. La gestion s'organise autour d'un département Salle des Marchés spécialisé dans l'intervention sur les marchés financiers de change et de taux d'intérêt.

Le département Contrôle-Gestion des Flux, au sein de la direction Financement-Trésorerie, assure la surveillance quotidienne des limites des engagements par banque, des positions, et du résultat de la Salle des Marchés. Il procède à la valorisation de la valeur de marché des instruments financiers utilisés et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité.

Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler pour des opérations de marché doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de sa solidité financière (analyse multicritères intégrant notamment une étude du taux de credit default swap (CDS), de la notation par les agences Standard & Poor's et Moody's, laquelle doit être de première qualité, et de la situation financière générale).

Des plafonds d'encours global sont déterminés pour chaque contrepartie financière autorisée et répartis entre les filiales et les entités centrales de trésorerie du Groupe en fonction des besoins des activités financières.

En outre, afin de réduire le risque de valeur de marché sur ses engagements, notamment liés aux instruments financiers dérivés, la Direction Financement-Trésorerie a conclu des contrats d'appels de marge conformes à la réglementation applicable avec ses contreparties. Enfin, depuis le 21 décembre 2018, conformément au règlement (UE) n°648/2012 sur les produits dérivés de gré à gré, les contreparties centrales et les référentiels centraux (EMIR), tout nouveau swap de taux (hors cross currency swaps) conclu par une entité du Groupe fait désormais l'objet d'une compensation centralisée.

Gestion de la position de taux à court terme et des liquidités

La position courante, principalement constituée en euros et en dollars, est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction Générale du Groupe (maintenir un bon niveau de liquidité, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de swaps de taux à court terme et de swaps de change à court terme, sans modification de la position de change.

Gestion du risque de taux sur la dette à long terme

La politique du Groupe vise, en fonction des besoins généraux du Groupe, à s'endetter à long terme, à taux variable ou à taux fixe, en fonction du niveau des taux d'intérêt lors de l'émission, principalement en dollars ou en euros. Des swaps de taux et de change à long terme peuvent être adossés lors de l'émission aux emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable ou à taux fixe. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêt de la dette à long terme, TOTAL peut également conclure de façon ad-hoc des swaps de taux d'intérêt à long terme.

Gestion du risque de change

Le Groupe s'efforce généralement de minimiser le risque de change de chaque entité par rapport à sa monnaie fonctionnelle (principalement le dollar, l'euro, la livre sterling et la couronne norvégienne).

Pour le risque de change généré par l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères

s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et il peut notamment dans ce cas, avoir recours à des options.

Pour les risques de change liés aux actifs à long terme, le Groupe a une politique de les couvrir en finançant ces actifs dans leur monnaie fonctionnelle.

L'exposition nette au risque de change court terme est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction Générale du Groupe.

Les dettes financières non courantes décrites dans la note 15.1 de l'annexe aux comptes consolidés sont, en général, contractées par les entités centrales de trésorerie, soit directement en dollars ou en euros soit dans des devises échangées contre des dollars ou des euros selon les besoins généraux du Groupe, par le biais de *swaps* d'émission. Le produit de cet endettement est prêté à des filiales dont les comptes sont tenus en dollars ou en euros. Il en résulte que la sensibilité nette de ces positions au risque de change n'est pas significative.

S'agissant des *swaps* de change court terme dont le montant notionnel figure dans la note 15.2 de l'annexe aux comptes consolidés, leur utilisation à des fins d'optimisation de la gestion centralisée de la trésorerie du Groupe implique que la sensibilité au change qu'ils pourraient induire est également considérée comme négligeable.

Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et de change

Les tableaux ci-après présentent l'impact potentiel d'une translation d'une amplitude de 10 points de base des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises sur la valeur de marché des instruments financiers en cours au 31 décembre des exercices 2020, 2019 et 2018.

Actif / (Passif)	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de :	
			+ 10 points de base	- 10 points de base
Au 31 décembre 2020				
Emprunts obligataires avant <i>swaps</i> (hors part à moins d'un an)	(46 239)	(52 246)	440	(440)
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire (passif)	(1 615)	(1 615)	-	-
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire (actif)	3 221	3 221	-	-
Total <i>swaps</i> de couverture de la dette obligataire - actif et passif	1 606	1 606	(70)	70
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après <i>swaps</i> (hors contrats de location)	(4 674)	(4 696)	2	(2)
Autres <i>swaps</i> de taux	(73)	(73)	18	(18)
<i>Swaps</i> de change et contrats à terme de devises	(6)	(6)	-	-
Au 31 décembre 2019				
Emprunts obligataires avant <i>swaps</i> (hors part à moins d'un an)	(38 657)	(41 805)	247	(247)
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire (passif)	(1 694)	(1 694)	-	-
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire (actif)	512	512	-	-
Total <i>swaps</i> de couverture de la dette obligataire - actif et passif	(1 182)	(1 182)	(44)	44
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après <i>swaps</i> (hors contrats de location)	(5 331)	(5 332)	1	(1)
Autres <i>swaps</i> de taux	(7)	(7)	18	(18)
<i>Swaps</i> de change et contrats à terme de devises	89	89	-	-
Au 31 décembre 2018				
Emprunts obligataires avant <i>swaps</i> (hors part à moins d'un an)	(34 975)	(36 127)	185	(185)
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire (passif)	(1 880)	(1 880)	-	-
<i>Swaps</i> de couverture de la dette obligataire (actif)	613	613	-	-
Total <i>swaps</i> de couverture de la dette obligataire - actif et passif	(1 267)	(1 267)	(59)	59
Part à moins d'un an des dettes financières non courantes après <i>swaps</i> (hors contrats de location financement)	(5 027)	(5 027)	-	-
Autres <i>swaps</i> de taux	(37)	(37)	12	(12)
<i>Swaps</i> de change et contrats à terme de devises	(34)	(34)	-	-

L'impact sur le coût de la dette avant impôt d'une variation des taux d'intérêt est le suivant :

Exercice (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Coût de la dette	(2 110)	(2 352)	(2 121)
Translation des taux d'intérêt de :			
+ 10 points de base	29	27	29
- 10 points de base	(29)	(27)	(29)

En raison de la politique de gestion du risque de change décrite précédemment, la sensibilité du Groupe aux risques de change liés aux actifs à long terme est principalement influencée par les capitaux propres des filiales dont les monnaies fonctionnelles sont l'euro et le rouble et, dans une moindre proportion, la livre sterling et la couronne norvégienne.

Cette sensibilité est reflétée par l'évolution historique des écarts de conversion imputés dans les capitaux propres consolidés qui, au cours des trois derniers exercices, et essentiellement du fait de l'évolution de l'euro, du rouble et de la livre sterling, ont été les suivants :

	Parité dollar-euro	Parité dollar-livre sterling	Parité dollar-rouble
31 décembre 2020	0,81	0,73	74,54
31 décembre 2019	0,89	0,76	62,27
31 décembre 2018	0,87	0,78	69,62

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	113 958	28 893	60 613	4 494	9 913	10 045
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	(10 279)	(2 448)	-	(1 726)	(4 253)	(1 852)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	23	23	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2020	103 702	26 468	60 613	2 768	5 660	8 193

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	128 281	37 687	66 005	5 635	9 900	9 054
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	(11 501)	(4 443)	-	(1 830)	(3 355)	(1 873)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	(2)	(2)	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2019	116 778	33 241	66 005	3 805	6 545	7 182

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Total	Euro	Dollar	Livre sterling	Rouble	Autres devises
Capitaux propres - aux taux de change d'origine	126 953	41 518	59 125	9 077	8 248	8 985
Écarts de conversion avant couverture d'investissement net	(11 321)	(3 706)	-	(1 960)	(3 892)	(1 763)
Couverture d'investissement net - instruments non dénoués	8	8	-	-	-	-
Capitaux propres - aux taux de change du 31 décembre 2018	115 640	37 820	59 125	7 117	4 356	7 222

Sur la base des états financiers 2020, une conversion à des taux différents de + ou - 10% pour chacune des devises ci-dessous aurait eu l'impact suivant sur les capitaux propres et sur le résultat net part du Groupe :

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Euro	Livre sterling	Rouble
Impact d'une appréciation de 10% des taux sur :			
- les capitaux propres	2 647	277	566
- le résultat net part du Groupe	(189)	(64)	29
Impact d'une dépréciation de (10)% des taux sur :			
- les capitaux propres	(2 647)	(277)	(566)
- le résultat net part du Groupe	189	64	(29)

Risques relatifs aux marchés boursiers

Le Groupe détient un ensemble de participations dans des sociétés cotées (voir la note 8 de l'annexe aux comptes consolidés) dont la valeur boursière totale fluctue notamment en fonction de la tendance des marchés boursiers mondiaux, de la valorisation des secteurs d'activité respectifs auxquels ces sociétés appartiennent et des données économiques et financières propres à chacune de ces sociétés.

Risques de liquidité

TOTAL SE bénéficie de lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales, lui permettant de constituer une réserve de liquidités significative.

Le montant de ces lignes de crédit au 31 décembre 2020 s'élève à 14 902 millions de dollars, dont 11 256 millions de dollars ne sont pas utilisés. Les contrats relatifs aux lignes de crédit accordées à TOTAL SE ne contiennent pas de dispositions conditionnant les termes et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers de la Société, à la notation de sa solidité financière par les agences spécialisées ou à la survenance d'événements susceptibles d'avoir un impact significativement défavorable sur sa situation financière.

Le montant global des principales lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales aux sociétés du Groupe (y compris TOTAL SE) s'élève à 16 282 millions de dollars au 31 décembre 2020, dont 11 808 millions de dollars ne sont pas utilisés. Les lignes de crédit accordées aux sociétés du Groupe autres que TOTAL SE ne sont pas destinées à financer les besoins généraux du Groupe : elles sont destinées à financer soit les besoins généraux de la filiale emprunteuse, soit un projet déterminé.

Les tableaux ci-après représentent l'échéancier des actifs et passifs liés aux activités de financement au 31 décembre des exercices 2020, 2019 et 2018 (voir la note 15.1 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre 2020

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(9 849)	(5 762)	(5 990)	(4 321)	(30 951)	(56 873)
Actifs financiers non courants hors instruments dérivés	-	59	42	45	46	1 259	1 451
Dettes financières courantes	(17 099)	-	-	-	-	-	(17 099)
Autres passifs financiers courants	(203)	-	-	-	-	-	(203)
Actifs financiers courants	4 630	-	-	-	-	-	4 630
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	(313)	-	-	-	-	-	(313)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	31 268	-	-	-	-	-	31 268
Montant net avant charges financières	18 283	(9 790)	(5 720)	(5 945)	(4 275)	(29 692)	(37 139)
Charges financières sur dettes obligataires non courantes	(930)	(888)	(825)	(696)	(603)	(5 833)	(9 775)
Différentiel d'intérêt sur swaps	(163)	(149)	(158)	(173)	(196)	(930)	(1 769)
Montant net	17 190	(10 827)	(6 703)	(6 814)	(5 074)	(36 455)	(48 683)

Au 31 décembre 2019

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(5 683)	(6 102)	(5 172)	(5 802)	(24 435)	(47 194)
Actifs financiers non courants hors instruments dérivés	-	68	24	9	4	228	333
Dettes financières courantes	(14 819)	-	-	-	-	-	(14 819)
Autres passifs financiers courants	(487)	-	-	-	-	-	(487)
Actifs financiers courants	3 992	-	-	-	-	-	3 992
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	(301)	-	-	-	-	-	(301)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 352	-	-	-	-	-	27 352
Montant net avant charges financières	15 737	(5 615)	(6 078)	(5 163)	(5 798)	(24 207)	(31 124)
Charges financières sur dettes financières non courantes	(807)	(724)	(650)	(594)	(482)	(2 215)	(5 472)
Différentiel d'intérêt sur swaps	(350)	(325)	(297)	(255)	(224)	(1 046)	(2 497)
Montant net	14 580	(6 664)	(7 025)	(6 012)	(6 504)	(27 468)	(39 093)

Au 31 décembre 2018

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	A moins de 1 an	De 1 à 2 ans	De 2 à 3 ans	De 3 à 4 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dettes financières non courantes (principal hors intérêts)	-	(5 432)	(3 966)	(5 158)	(4 983)	(19 910)	(39 449)
Dettes financières courantes	(13 306)	-	-	-	-	-	(13 306)
Autres passifs financiers courants	(478)	-	-	-	-	-	(478)
Actifs financiers courants	3 654	-	-	-	-	-	3 654
Actifs et passifs destinés à être cédés ou échangés	15	-	-	-	-	-	15
Trésorerie et équivalents de trésorerie	27 907	-	-	-	-	-	27 907
Montant net avant charges financières	17 792	(5 432)	(3 966)	(5 158)	(4 983)	(19 910)	(21 657)
Charges financières sur dettes financières non courantes	(718)	(682)	(598)	(506)	(427)	(1 037)	(3 968)
Différentiel d'intérêt sur swaps	(484)	(412)	(369)	(309)	(234)	(869)	(2 677)
Montant net	16 590	(6 526)	(4 933)	(5 973)	(5 644)	(21 816)	(28 302)

Le tableau ci-après reprend les actifs et passifs financiers liés aux activités opérationnelles au 31 décembre des exercices 2020, 2019 et 2018 (voir la note 14 de l'annexe aux comptes consolidés).

Au 31 décembre

Actif / (Passif)

(en millions de dollars)	2020	2019	2018
Fournisseurs et comptes rattachés	(23 574)	(28 394)	(26 134)
Autres dettes d'exploitation	(14 302)	(16 262)	(13 286)
<i>dont instruments dérivés d'énergie (passif)</i>	<i>(3 666)</i>	<i>(5 333)</i>	<i>(3 429)</i>
Clients et comptes rattachés	14 068	18 488	17 270
Autres créances d'exploitation	8 043	11 506	9 733
<i>dont instruments dérivés d'énergie (actif)</i>	<i>1 428</i>	<i>4 791</i>	<i>2 731</i>
Total	(15 765)	(14 662)	(12 417)

Ces actifs et passifs financiers ont principalement une échéance inférieure à un an.

Risques de crédit

Le risque de crédit est le risque de défaut d'une contrepartie face à ses engagements contractuels ou à l'encaissement des créances.

Le Groupe est exposé au risque de crédit dans le cadre de ses activités opérationnelles et de financement. L'exposition maximum au risque de crédit est représentée en partie par les montants d'actifs financiers qui sont présentés dans le bilan, y compris les instruments dérivés d'énergie qui ont une valeur de marché positive.

L'exposition maximale est détaillée dans le tableau suivant :

Au 31 décembre Actif / (Passif) (en millions de dollars)	2020	2019	2018
Prêts aux sociétés mises en équivalence (note 8)	5 129	3 999	4 755
Prêts et avances (note 6)	2 458	1 982	1 877
Autres actifs financiers non courants liés à l'activité opérationnelle (note 6)	287	332	471
Actifs financiers non courants (note 15.1)	4 781	912	680
Clients et comptes rattachés (note 5)	14 068	18 488	17 270
Autres créances d'exploitation (note 5)	8 043	11 506	9 733
Actifs financiers courants (note 15.1)	4 630	3 992	3 654
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 15.1)	31 268	27 352	27 907
Total	70 664	68 563	66 347

Les montants des dépréciations sur les clients et comptes rattachés, les autres créances d'exploitation et sur les prêts et avances sont fournis dans les notes 5 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés.

Dans le cadre de la gestion du risque de crédit lié aux activités opérationnelles et de financement, le Groupe a mis en place des contrats d'appels de marge avec certaines contreparties. Au 31 décembre 2020, le montant versé, net des montants réceptionnés, au titre de ces appels de marge s'élève à (1 556) millions de dollars (contre un montant versé, net des montants réceptionnés, de 2 486 millions de dollars au 31 décembre 2019 et un montant versé, net des montants réceptionnés, de 2 581 millions de dollars au 31 décembre 2018).

Le Groupe a mis en place des programmes de cession de créances d'exploitation sans recours auprès d'établissements bancaires afin de réduire son exposition à ces créances. À la suite de ces programmes, le Groupe ne conserve pas de risque de défaut de paiement après la cession des créances, mais peut continuer de gérer les comptes clients pour le compte de l'acheteur et est tenu de verser à l'acheteur les paiements qu'il reçoit des clients au titre des créances vendues. Au 31 décembre 2020, la valeur nette des créances cédées s'élève à 6 446 millions de dollars. Le Groupe a transféré la quasi-totalité des risques et avantages au titre des créances. Aucun actif ou passif financier ne reste comptabilisé au bilan consolidé après la date de cession des créances.

Par ailleurs, le Groupe a procédé en 2020 à des opérations de reverse factoring pour une valeur de 23 millions de dollars.

La gestion du risque de crédit dans les différents secteurs est la suivante :

- **Exploration-Production**

Les risques nés de la signature des accords pétroliers avec les autorités étatiques et les partenaires pétroliers, ou de l'attribution de contrats de fourniture à long terme qui sont indispensables pour entreprendre des projets, sont évalués par le processus d'approbation des opérations pétrolières. Le caractère long terme des contrats et l'existence de clients de premier rang impliquent un risque de crédit faible.

Les risques liés à des opérations commerciales, autres que celles décrites ci-dessus et dans la pratique placées directement sous le contrôle des filiales, font l'objet de procédures de fixation d'encours de crédit et de revue des encours.

- **Integrated Gas, Renewables & Power**

- dans l'activité Gaz & Electricité

L'activité Trading Gaz et Electricité traite avec des contreparties du secteur de l'énergie, de l'industrie et de la finance partout dans le monde. Les institutions financières fournissant la couverture de risque de crédit sont des banques et des groupes d'assurance disposant d'une notation de première qualité.

Les contreparties potentielles sont soumises à une analyse de crédit et une autorisation avant que les transactions ne soient conclues, et une fois autorisées, font l'objet d'un examen régulier incluant une nouvelle évaluation et une actualisation des limites accordées.

L'analyse de la capacité des contreparties à faire face à leurs engagements repose sur des données quantitatives et qualitatives concernant l'état financier et les risques commerciaux, ainsi que sur l'étude de toute information venant du marché ou de tiers extérieurs comme les agences de notation. Sur cette base, des limites de crédit sont définies pour chaque contrepartie potentielle et, si nécessaire, les transactions sont soumises à des autorisations spécifiques.

L'exposition au risque de crédit, qui est essentiellement une exposition économique ou une exposition physique future anticipée, est contrôlée en permanence et soumise à des mesures de sensibilité.

Le risque de crédit est limité par l'utilisation systématique de contrats standards qui autorisent la compensation et permettent d'obtenir des sûretés complémentaires en cas d'évolution défavorable de la qualité du risque. Ces contrats permettent notamment l'annulation du contrat en cas de défaut.

Concernant l'activité de Vente de Gaz et d'Electricité aux professionnels et aux particuliers, la politique de gestion du risque crédit est adaptée au type de clientèle soit via le recours à des procédures de prépaiements et de recouvrement adaptées, en particulier pour la clientèle de masse soit via des assurances crédits et l'obtention de cautions/garanties. Concernant le segment Professionnels, la séparation des responsabilités entre les équipes commerciales et financières permet un contrôle a priori des positions risquées.

- dans les activités Renewables et Carbon Neutrality Business (CNB)

Les procédures internes de la Direction Renewables et de la Direction Carbon Neutrality Businesses comportent des règles de gestion du risque crédit. Des procédures visant à maîtriser le risque client sont définies localement, notamment chez SunPower, Saft, et Greenflex (règles d'approbation des limites de crédit, obtention de garanties, revue et sécurisation du portefeuille).

- **Raffinage-Chimie**

- dans l'activité Raffinage-Chimie

Le risque de crédit porte essentiellement sur les créances commerciales. Les procédures internes du Raffinage- Chimie comportent des règles de la gestion de crédit décrivant les fondamentaux de contrôle interne dans ce domaine. Chaque business unit décline les procédures de l'activité dans la gestion et les méthodes de provisionnement en fonction de la taille des filiales et des marchés relativement différenciés sur lesquels elles opèrent. Ces procédures incluent notamment :

- la mise en place de plafond d'encours, comportant différents schémas d'autorisation ;
- le recours à des polices d'assurance ou des garanties spécifiques (lettre de crédit) ;
- un état des retards de paiement (balance âgée) suivi très régulièrement, avec une démarche de relance.

Les contreparties font l'objet d'une analyse de crédit et sont approuvées avant la conclusion des transactions. Une revue régulière est faite de toutes les contreparties actives incluant une révision de l'évaluation et un renouvellement des crédits autorisés. Les limites des contreparties sont appréciées en fonction de données quantitatives et qualitatives sur leur solidité financière, et s'adossent également aux informations venant du marché ou de tiers extérieurs comme les agences de rating et les compagnies d'assurances.

- dans l'activité Trading & Shipping

Les opérations sont conduites avec des contreparties commerciales et des institutions financières partout dans le monde. Les contreparties commerciales sur les opérations physiques et de dérivés sont principalement des compagnies pétrolières ou gazières ou des sociétés de négoce de produits énergétiques et des institutions financières. Les couvertures sur les risques de crédit sont conclues avec des institutions financières, banques internationales ou compagnies d'assurance, sélectionnées selon des critères stricts.

Le Trading & Shipping met en œuvre une politique rigoureuse de gestion des délégations de pouvoir internes qui encadre la fixation des limites de crédit sur les pays et les contreparties ainsi que l'approbation des opérations spécifiques. Les risques de crédit découlant de ces limites et de ces autorisations sont suivis quotidiennement.

Les contreparties potentielles font l'objet d'une analyse de crédit et sont approuvées avant la conclusion des transactions ; une revue régulière est faite de toutes les contreparties actives incluant une révision de l'évaluation et un

renouvellement des limites autorisées. Le crédit des contreparties est apprécié en fonction de données quantitatives et qualitatives sur leur solidité financière et sur les risques commerciaux, et s'adosse également aux informations venant du marché ou de tiers extérieurs telles que les notations publiées par Standard & Poor's, Moody's et d'autres agences de notation.

Lorsque cela est possible, des cadres contractuels sont négociés pour permettre, par le biais de compensation entre les transactions, l'optimisation de la gestion du risque ; des clauses protectrices additionnelles autorisant des appels de fonds ou des garanties à titre de sûreté en cas de détérioration financière ou permettant l'annulation des transactions en cas de défaillance sont également mises en place.

Les risques de crédit dépassant les niveaux autorisés sont couverts par des lettres de crédit et d'autres types de garanties, par des dépôts de trésorerie et des assurances. Les risques sur dérivés sont couverts par des contrats d'appel de marge lorsque cela est possible.

- **Marketing & Services**

Les procédures internes du Marketing & Services comportent des règles de gestion du risque de crédit décrivant les fondamentaux de contrôle interne dans ce domaine, notamment la séparation des pouvoirs entre les équipes commerciales et financières.

Des politiques de crédit sont définies localement et des procédures visant à maîtriser les risques clients sont mises en œuvre (organisation de comités de crédit, mise en place systématique de limites de crédit pour les clients professionnels, etc.). De plus, chaque entité met en place des instruments de mesure de son encours client. Par ailleurs, les risques liés à l'octroi de crédit peuvent être compensés ou limités par la souscription à une assurance crédit et/ou l'obtention de cautions ou garanties.

16) Instruments dérivés d'énergie et assimilés

16.1) Instruments dérivés d'énergie et assimilés

Principes comptables

Les instruments qualifiés d'instruments financiers d'énergie, qui incluent, outre les dérivés d'énergie proprement dits et les *swaps* de taux de fret, l'ensemble des contrats d'achat/vente de pétrole brut, produits pétroliers, gaz, ou électricité, conclus dans le cadre des activités de négoce du Groupe, s'inscrivent dans une stratégie d'adaptation de l'exposition aux fluctuations de prix et sont réalisés dans le cadre de limites d'intervention. Ils sont donc, conformément à la pratique de la profession, considérés comme utilisés à des fins de transaction (*held for trading*). La variation de leur juste valeur est enregistrée en résultat. La valeur au bilan de ces instruments figure dans les rubriques « Autres créances » ou « Autres créditeurs et dettes diverses » suivant qu'il s'agit d'actif ou de passif.

La méthodologie de valorisation retenue est la valeur de marché de toutes les positions ouvertes sur des transactions physiques et papier. Les valorisations sont calculées quotidiennement à partir de données de marché (marchés organisés et hors cote). Dans les cas où les données de marché ne sont pas immédiatement disponibles, les valorisations sont établies à partir de données de marché observables telles que les arbitrages, les frets ou les différentiels ou à partir de recoupements de marché. Pour les risques valorisés à partir de données calculées, telles que par exemple les options, la juste valeur est établie en utilisant des modèles d'usage courant.

Au 31 décembre 2020

(en millions de dollars)

	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs ^(c)	Montants compensés - passifs ^(c)	Valeur nette présentée au bilan - actifs	Valeur nette présentée au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur ^(b)
Actif / (Passif)									
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret									
<i>Swaps</i> de pétrole brut, de produits pétroliers et de taux de fret	302	(443)	(207)	207	95	(236)	-	(141)	(141)
<i>Forwards</i> ^(a)	158	(297)	(13)	13	145	(284)	-	(139)	(139)
Options	113	(125)	(68)	68	45	(57)	-	(12)	(12)
<i>Futures</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options sur <i>futures</i>	117	(135)	(117)	117	-	(18)	-	(18)	(18)
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	43	43	43
Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	690	(1 000)	(405)	405	285	(595)	43	(267)	(267)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power									
<i>Swaps</i>	10	(71)	-	-	10	(71)	-	(61)	(61)
<i>Forwards</i> ^(a)	1 372	(3 113)	(186)	186	1 186	(2 927)	-	(1 741)	(1 741)
Options	(61)	(75)	(13)	13	(74)	(62)	-	(136)	(136)
<i>Futures</i>	42	(32)	(21)	21	21	(11)	-	10	10
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	22	22	22
Total Integrated Gas, Renewables & Power	1 363	(3 291)	(220)	220	1 143	(3 071)	22	(1 906)	(1 906)
Total	2 053	(4 291)	(625)	625	1 428	(3 666)	65	(2 173)	(2 173)

Montant de juste valeur non reconnue au bilan

- (a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.
(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (*futures*, options sur *futures* et *swaps*) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.
(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Au 31 décembre 2019

(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs^(c)	Montants compensés - passifs^(c)	Valeur nette présentée au bilan - actifs	Valeur nette présentée au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur^(b)
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret									
<i>Swaps</i> de pétrole brut, de produits pétroliers et de taux de fret	152	(244)	(73)	73	79	(171)	-	(92)	(92)
<i>Forwards</i> ^(a)	300	(297)	(3)	3	297	(294)	-	3	3
Options	73	(106)	-	-	73	(106)	-	(33)	(33)
<i>Futures</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options sur <i>futures</i>	-	(160)	-	-	-	(160)	-	(160)	(160)
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	147	147	147
Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	525	(807)	(76)	76	449	(731)	147	(135)	(135)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power									
<i>Swaps</i>	469	9	39	(39)	508	(30)	-	478	478
<i>Forwards</i> ^(a)	4 080	(4 831)	(296)	296	3 784	(4 535)	-	(751)	(751)
Options	76	(37)	(28)	28	48	(9)	-	39	39
<i>Futures</i>	17	(43)	(15)	15	2	(28)	-	(26)	(26)
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	(772)	(772)	(772)
Total Integrated Gas, Renewables & Power	4 642	(4 902)	(300)	300	4 342	(4 602)	(772)	(1 032)	(1 032)
Total	5 167	(5 709)	(376)	376	4 791	(5 333)	(625)	(1 167)	(1 167)

Montant de juste valeur non reconnue au bilan

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Au 31 décembre 2018

(en millions de dollars)

Actif / (Passif)	Valeur brute avant compensation - actifs	Valeur brute avant compensation - passifs	Montants compensés - actifs^(c)	Montants compensés - passifs^(c)	Valeur nette présentée au bilan - actifs	Valeur nette présentée au bilan - passifs	Autres montants non compensés	Valeur nette comptable	Juste valeur^(b)
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret									
Swaps de pétrole brut, de produits pétroliers et de taux de fret	389	(272)	(140)	140	249	(132)	-	117	117
Forwards ^(a)	243	(373)	(59)	59	184	(314)	-	(130)	(130)
Options	243	(363)	(156)	156	87	(207)	-	(120)	(120)
Futures	10	-	-	-	10	-	-	10	10
Options sur futures	529	(689)	(529)	529	-	(160)	-	(160)	(160)
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	(118)	(118)	(118)
Total pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	1 414	(1 697)	(884)	884	530	(813)	(118)	(401)	(401)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power									
Swaps	18	(624)	(6)	6	12	(618)	-	(606)	(606)
Forwards ^(a)	2 492	(2 285)	(316)	316	2 176	(1 969)	-	207	207
Options	3	(20)	(18)	18	(15)	(2)	-	(17)	(17)
Futures	126	(125)	(98)	98	28	(27)	-	1	1
Autres/Collateral	-	-	-	-	-	-	445	445	445
Total Integrated Gas, Renewables & Power	2 639	(3 054)	(438)	438	2 201	(2 616)	445	30	30
Total	4 053	(4 751)	(1 322)	1 322	2 731	(3 429)	327	(371)	(371)

Montant de juste valeur non reconnue au bilan

(a) Forwards : les contrats physiques sont assimilés à des instruments dérivés d'énergie et figurent dans les montants présentés.

(b) Lorsque la juste valeur des instruments dérivés cotés sur un marché organisé (futures, options sur futures et swaps) est présentée nette de l'appel de marge reçu ou versé au bilan du Groupe, cette juste valeur est mise à zéro.

(c) Montants compensés conformément à la norme IAS 32.

Les engagements sur pétrole brut et produits raffinés ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à un an).

Les variations de la valorisation en juste valeur des instruments dérivés d'énergie s'analysent comme suit :

Exercice (en millions de dollars)	Juste valeur au 1^{er} janvier	Impact en résultat	Contrats dénoués	Autres	Juste valeur au 31 décembre
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret					
2020	(282)	3 813	(3 841)	-	(310)
2019	(283)	4 189	(4 188)	-	(282)
2018	(223)	2 689	(2 749)	-	(283)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power					
2020	(260)	676	(2 348)	4	(1 928)
2019	(415)	1 588	(686)	(747)	(260)
2018	416	1 220	(2 057)	6	(415)

En 2019, la colonne Autres comprenait essentiellement l'acquisition du portefeuille GNL de Toshiba, pour lequel des instruments financiers dérivés avaient été reconnus à hauteur de la contrepartie reçue.

Les justes valeurs des instruments dérivés d'énergie sont hiérarchisées de la manière suivante :

Au 31 décembre 2020 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	10	(320)	-	(310)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power	(159)	(361)	(1 408)	(1 928)
Total	(149)	(681)	(1 408)	(2 238)

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	(182)	(172)	72	(282)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power	392	2 054	(2 706)	(260)
Total	210	1 882	(2 634)	(542)

Au 31 décembre 2018 (en millions de dollars)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)	Total
Activités pétrole brut, produits pétroliers et taux de fret	(303)	20	-	(283)
Activités Integrated Gas, Renewables & Power	424	(638)	(201)	(415)
Total	121	(618)	(201)	(698)

Les instruments financiers classés en niveau 3 sont principalement composés de contrats d'achat et de vente à long terme de gaz naturel liquéfié (GNL) liés à l'activité de trading.

A des fins de valorisation et comptabilisation des contrats GNL, le Groupe se réfère à l'horizon de gestion active des positions de trading qui s'établit à 12 mois en 2019 et en 2020. La gestion des positions étant réalisée sur un net des engagements d'achat et de vente de GNL, la méthode de valorisation retenue est celle du portefeuille des contrats s'appuyant majoritairement sur des données de marché observables notamment les prix forwards des matières premières d'énergie.

Concernant la période au-delà de l'horizon de gestion, une analyse de sensibilité est réalisée permettant de vérifier l'absence d'un passif à comptabiliser. Les hypothèses retenues s'appuient sur des hypothèses internes comme les trajectoires de prix à long terme des hydrocarbures établies par le Groupe, les clauses de renégociation de prix des contrats long terme, les incertitudes liées à l'exécution des contrats et les flexibilités intégrées dans les contrats de GNL.

Cette analyse de sensibilité met en évidence que la valorisation du portefeuille de contrats de GNL est sensible aux risques de marché, et plus spécifiquement au risque de prix qui résulte de la volatilité des prix du pétrole et du gaz naturel sur les marchés nord-américain, asiatique, et européen, et à l'évaluation des flexibilités, et qu'au-delà de l'horizon de gestion de 12 mois, une variation de 10% de l'écart entre les prix du gaz aux Etats-Unis et en Asie aurait un impact annuel estimé à +/- 0.1 G\$ sur la marge des contrats du portefeuille pour l'année suivante.

La description des différents niveaux de juste valeur est présentée dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

Instruments dérivés d'énergie détenus dans le cadre de couverture de flux futurs (*cash flow hedge*)

L'impact en résultat et en autres éléments du résultat global des instruments dérivés d'énergie de couverture, qualifiés de couverture de flux futurs, se décompose de la manière suivante :

Exercice

(en millions de dollars)

	2020	2019	2018
Profit (Perte) comptabilisé en autres éléments du résultat global de de la période	14	(14)	3
Montant repris des autres éléments du résultat global et comptabilisé en résultat de la période	(1)	-	(3)

Ces instruments concernent principalement des dérivés indexés sur le Henry Hub d'un horizon inférieur à 1 an et des dérivés indexés sur les indices de prix européens du gaz, de l'électricité et des quotas d'émissions de CO₂.

Le montant de l'inefficacité enregistré en 2020 sur ces instruments est nul (nul en 2019 et 2018).

16.2) Gestion des risques relatifs aux marchés des hydrocarbures et d'électricité

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de ses raffineries.

Dans son activité de négoce d'hydrocarbures, le Groupe n'a généralement pas pour politique de vendre à terme ses productions futures. Toutefois, dans le cadre de cette activité de négoce, le Groupe utilise, comme la plupart des autres sociétés pétrolières, des produits dérivés d'énergie afin d'adapter son exposition aux fluctuations des prix du pétrole brut, des produits raffinés, du gaz naturel, et de l'électricité. De même, dans le cadre de son activité de transport maritime, le Groupe utilise des produits dérivés de taux de fret afin d'adapter son exposition aux fluctuations de ceux-ci. Pour gérer ces risques, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur les marchés de gré à gré tels que *futures*, *forwards*, *swaps* et options. La liste des différents dérivés détenus par TOTAL sur ces marchés est détaillée dans la note 16.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

L'activité Trading & Shipping mesure son exposition au risque de marché relatif aux activités de négoce de pétrole brut, de produits raffinés et de taux de fret, c'est à dire la perte potentielle en juste valeur, en mettant en œuvre une méthode d'évaluation de « valeur en risque ». Cette technique est fondée sur un modèle de simulation historique et mesure le risque découlant des variations potentielles futures de valeurs de marché sur une période d'une journée de cotation. Le calcul du montant des variations potentielles des justes valeurs s'appuie sur les expositions au risque à la fin de la journée et sur les mouvements de prix historiques observés sur les 400 derniers jours ouvrés pour tous les instruments et échéances traités. Les options sont systématiquement réévaluées en utilisant des modèles appropriés.

La « valeur en risque » correspond à la simulation la plus défavorable observée avec un intervalle de confiance de 97,5%. Cela signifie que le portefeuille n'enregistrerait une perte supérieure au montant de la valeur en risque qu'une seule fois sur une période de 40 jours ouvrés si l'exposition au risque du portefeuille restait inchangée.

Trading & Shipping : « valeur en risque » avec une probabilité de 97,5%

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

	Plus élevée	Plus faible	Moyenne	Clôture
2020	30	6	15	19
2019	28	9	17	21
2018	21	5	12	7

L'activité de trading de gaz et d'électricité met en œuvre des instruments dérivés tels que les *futures*, *forwards*, *swaps* et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré, le dénouement des transactions prenant généralement la forme de livraisons physiques. L'exposition au risque de marché, c'est-à-dire la perte potentielle en juste valeur, est évaluée en mettant en œuvre une méthode de « valeur en risque ». Cette technique est fondée sur un modèle de simulation historique et mesure le risque découlant des variations potentielles futures de valeurs de marché journalières. Le calcul du montant des variations potentielles des justes valeurs prend en compte un relevé des expositions au risque à la fin de la journée et un état des mouvements de prix historiques sur les deux années écoulées pour tous les instruments et échéances.

Trading des activités Integrated Gas, Renewables & Power : « valeur en risque » avec une probabilité de 97,5%

Au 31 décembre

(en millions de dollars)

	Plus élevée	Plus faible	Moyenne	Clôture
2020	51	6	21	27
2019	83	10	20	64
2018	20	3	10	10

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités.

Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité Exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres compagnies pétrolières, les grands producteurs ou consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des encours par contrepartie est effectué.

17) Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas eu d'évènement postérieur à la clôture.

18) Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2020, le périmètre de consolidation se compose de 1 118 sociétés, dont 146 font l'objet d'une mise en équivalence (E).

Le tableau ci-dessous présente la liste exhaustive des sociétés consolidées :

Secteur	Dénomination sociale statutaire	% d'intérêt Groupe	Méthode	Pays d'immatriculation du Siège social	Pays d'opération
Exploration & Production	Abu Dhabi Gas Industries Limited	15,00%	E	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
	Abu Dhabi Marine Areas Limited	33,33%	E	Royaume-Uni	Émirats arabes unis
	Angola Block 14 B.V.	50,01%		Pays-Bas	Angola
	Angola LNG Supply Services, LLC	13,60%	E	États-Unis	États-Unis
	Bonny Gas Transport Limited	15,00%	E	Bermudes	Nigeria
	Brass Holdings B.V.	100,00%		Pays-Bas	Nigeria
	Brass LNG Limited	20,48%	E	Nigeria	Nigeria
	Deer Creek Pipelines Limited	75,00%		Canada	Canada
	Dolphin Energy Limited	24,50%	E	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
	E.F. Oil And Gas Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Elf E&P	100,00%		France	France
	Elf Exploration UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Elf Petroleum Iran	100,00%		France	Iran
	Elf Petroleum UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Gas Investment and Services Company Limited	10,00%	E	Bermudes	Oman
	Mabruk Oil Operations	49,02%		France	Libye
	Moattama Gas Transportation Company Limited	31,24%	E	Bermudes	Myanmar
	Norpipe Oil A/S	34,93%	E	Norvège	Norvège
	Norpipe Petroleum UK Limited	45,22%	E	Royaume-Uni	Norvège
	Norpipe Terminal Holdco Limited	45,22%	E	Royaume-Uni	Norvège
	Norsea Pipeline Limited	45,22%	E	Royaume-Uni	Norvège
	North Oil Company	30,00%	E	Qatar	Qatar
	Novatek	19,40%	E	Russie	Russie
	Pars LNG Limited	40,00%	E	Bermudes	Iran
	Petrocedeño	30,32%	E	Venezuela	Venezuela
	Private Oil Holdings Oman Limited	10,00%	E	Royaume-Uni	Oman
	Stogg Eagle Funding B.V.	100,00%		Pays-Bas	Nigeria
	Tepkri Sarsang A/S	100,00%		Danemark	Irak
	Termokarstovoye S.A.S.	100,00%		France	France
	Terneftegaz JSC (a)	58,89%	E	Russie	Russie
	Total (BTC) B.V.	100,00%		Pays-Bas	Azerbaïdjan
	Total Abu Al Bu Khoosh	100,00%		France	Émirats arabes unis
	Total Austral	100,00%		France	Argentine
	Total Brazil Services B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
	Total Danmark Pipelines A/S	100,00%		Danemark	Danemark
	Total Denmark ASW Pipeline ApS	100,00%		Danemark	Danemark
	Total Denmark ASW, Inc.	100,00%		États-Unis	Danemark
	Total Dolphin Midstream	100,00%		France	France
	Total E&P Chissonga	100,00%		France	Angola
	Total E&P Absheron B.V.	100,00%		Pays-Bas	Azerbaïdjan
	Total E&P Al Shaheen A/S	100,00%		Danemark	Qatar
	Total E&P Algérie	100,00%		France	Algérie
	Total E&P Algerie Berkine A/S	100,00%		Danemark	Algérie
	Total E&P Americas, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total E&P Anchor, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total E&P Angola	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 15/06	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 16	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 16 Holdings	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 17.06	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 25	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 32	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 33	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 39	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 40	100,00%		France	Angola
	Total E&P Angola Block 48 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Angola
	Total E&P Angola Blocks 20-21	100,00%		France	Angola
	Total E&P Aruba B.V.	100,00%		Pays-Bas	Aruba
	Total E&P Asia Pacific Pte. Limited	100,00%		Singapour	Singapour
	Total E&P Azerbaïjan B.V.	100,00%		Pays-Bas	Azerbaïdjan
	Total E&P Bolivie	100,00%		France	Bolivie
	Total E&P Borneo B.V.	100,00%		Pays-Bas	Brunei
	Total E&P Bulgarie B.V.	100,00%		Pays-Bas	Bulgarie
	Total E&P Cambodge	100,00%		France	Cambodge
	Total E&P Canada Limited	100,00%		Canada	Canada
	Total E&P Chine	100,00%		France	Chine
	Total E&P Colombie	100,00%		France	Colombie
	Total E&P Congo	85,00%		Congo	Congo
	Total E&P Côte d'Ivoire	100,00%		France	Côte d'Ivoire
	Total E&P Côte d'Ivoire CI - 514	100,00%		France	Côte d'Ivoire
	Total E&P Côte d'Ivoire CI - 515	100,00%		France	Côte d'Ivoire
	Total E&P Côte d'Ivoire B.V.	100,00%		Pays-Bas	Côte d'Ivoire
	Total E&P Cyprus B.V.	100,00%		Pays-Bas	Chypre
	Total E&P Danemark A/S - CPH	100,00%		Danemark	Danemark
	Total E&P Danemark A/S - EBJ	100,00%		Danemark	Danemark
	Total E&P Do Brasil Ltda	100,00%		Brésil	Brésil
	Total E&P Dolphin Upstream	100,00%		France	Qatar
	Total E&P Dunga GmbH	100,00%		Allemagne	Kazakhstan
	Total E&P East El Burullus Offshore B.V.	100,00%		Pays-Bas	Égypte
	Total E&P Egypt Block 2 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Égypte
	Total E&P Égypte	100,00%		France	Égypte
	Total E&P Europe and Central Asia Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Total E&P France	100,00%		France	France
	Total E&P Golfe Limited	100,00%		France	Qatar
	Total E&P Greece B.V.	100,00%		Pays-Bas	Grèce
	Total E&P Guyana B.V.	100,00%		Pays-Bas	Guyana
	Total E&P Guyane Française	100,00%		France	France
	Total E&P Holdings Russia	100,00%		France	France
	Total E&P Holdings UAE B.V.	100,00%		Pays-Bas	Émirats arabes unis
	Total E&P International K1 Limited	100,00%		Kenya	Kenya
	Total E&P International K2 Limited	100,00%		Kenya	Kenya
	Total E&P International K3 Limited	100,00%		Kenya	Kenya
	Total E&P International Limited	100,00%		Royaume-Uni	Kenya
	Total E&P Iraq	100,00%		France	Irak
	Total E&P Ireland B.V.	100,00%		Pays-Bas	Irlande
	Total E&P Italia	100,00%		Italie	Italie
	Total E&P Jack LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total E&P Jutland Denmark B.V.	100,00%		Pays-Bas	Danemark
	Total E&P Kazakhstan	100,00%		France	Kazakhstan
	Total E&P Kenya B.V.	100,00%		Pays-Bas	Kenya
Total E&P Kurdistan Region of Iraq (Harir) B.V.	100,00%		Pays-Bas	Irak	
Total E&P Kurdistan Region of Iraq (Safen) B.V.	100,00%		Pays-Bas	Irak	
Total E&P Kurdistan Region of Iraq (Taza) B.V.	100,00%		Pays-Bas	Irak	
Total E&P Kurdistan Region of Iraq B.V.	100,00%		Pays-Bas	Irak	
Total E&P Liban S.A.L.	100,00%		Liban	Liban	
Total E&P Libye	100,00%		France	Libye	

Total E&P Lower Zakum B.V.	100,00%		Pays-Bas	Émirats arabes unis
Total E&P M2 Holdings Limited	100,00%		Afrique du Sud	Afrique du Sud
Total E&P Malaysia	100,00%		France	Malaisie
Total E&P Mauritania Block C18 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Mauritanie
Total E&P Mauritania Block C9 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Mauritanie
Total E&P Mauritania Blocks DW B.V.	100,00%		Pays-Bas	Mauritanie
Total E&P Mauritanie	100,00%		France	Mauritanie
Total E&P Mexico S.A. de C.V.	100,00%		Mexique	Mexique
Total E&P Mozambique B.V.	100,00%		Pays-Bas	Mozambique
Total E&P Myanmar	100,00%		France	Myanmar
Total E&P Namibia B.V.	100,00%		Pays-Bas	Namibie
Total E&P Nederland B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Total E&P New Ventures Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total E&P Nigeria Deepwater A Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater B Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater C Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater D Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater E Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater F Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater G Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Deepwater H Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total E&P Nigeria S.A.S.	100,00%		France	France
Total E&P Norge AS	100,00%		Norvège	Norvège
Total E&P North Sea UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total E&P Oman	100,00%		France	Oman
Total E&P Participations Petrolieres Congo	100,00%		Congo	Congo
Total E&P Philippines B.V.	100,00%		Pays-Bas	Philippines
Total E&P Qatar	100,00%		France	Qatar
Total E&P RDC	100,00%		République démocratique du Congo	République Démocratique du Congo
Total E&P Research & Technology USA LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total E&P Russie	100,00%		France	Russie
Total E&P Sao Tome and Principe B.V.	100,00%		Pays-Bas	Angola
Total E&P Senegal	100,00%		France	Sénégal
Total E&P Services China Company Limited	100,00%		Chine	Chine
Total E&P South Africa B.V.	100,00%		Pays-Bas	Afrique du Sud
Total E&P South Africa Block 567 (Pty) Ltd	100,00%		Afrique du Sud	Afrique du Sud
Total E&P South Pars	100,00%		France	Iran
Total E&P South Sudan	100,00%		France	Soudan du Sud
Total E&P Suriname B.V.	100,00%		Pays-Bas	Suriname
Total E&P Syrie	100,00%		France	Syrie
Total E&P Tadjikistan B.V.	100,00%		Pays-Bas	Tadjikistan
Total E&P Thailand	100,00%		France	Thaïlande
Total E&P Three PI B.V.	100,00%		Pays-Bas	Brésil
Total E&P Timan-Pechora LLC	100,00%		Russie	Russie
Total E&P UAE Unconventional Gas B.V.	100,00%		Pays-Bas	Émirats arabes unis
Total E&P Uganda B.V.	100,00%		Pays-Bas	Ouganda
Total E&P UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total E&P Umm Shaif Nasr B.V.	100,00%		Pays-Bas	Émirats arabes unis
Total E&P Uruguay B.V.	100,00%		Pays-Bas	Uruguay
Total E&P Uruguay Onshore B.V.	100,00%		Pays-Bas	Uruguay
Total E&P US Well Containment, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total E&P USA Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total E&P USA Oil Shale, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total E&P Waha Limited	100,00%		Iles Caïmanes	Libye
Total E&P Well Response	100,00%		France	France
Total E&P Yemen	100,00%		France	Yémen
Total E&P Yemen Block 3 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Yémen
Total East Africa Midstream B.V.	100,00%		Pays-Bas	Ouganda
Total Energy (Meuk) Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Exploration M'Bridge	100,00%		Pays-Bas	Angola
Total Facilities Management B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Total Gabon	58,28%		Gabon	Gabon
Total Gass Handel Norge AS	100,00%		Norvège	Norvège
Total Gastransport Nederland B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Total Holding Dolphin Amont	100,00%		France	France
Total Holdings Nederland B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Total Holdings Nederland International B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Total Iran B.V.	100,00%		Pays-Bas	Iran
Total LNG Supply Services USA Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Oil and Gas South America	100,00%		France	France
Total Oil and Gas Venezuela B.V.	100,00%		Pays-Bas	Venezuela
Total Oil Gb Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Oil UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total P&G do Brasil Ltda	100,00%		Brésil	Brésil
Total Pars LNG	100,00%		France	France
Total Petroleum Angola	100,00%		France	Angola
Total Profils Pétroliers	100,00%		France	France
Total Qatar	100,00%		France	Qatar
Total South Pars	100,00%		France	Iran
Total Upstream Danmark A/S	100,00%		Danemark	Danemark
Total Upstream Nigeria Limited	100,00%		Nigeria	Nigeria
Total Upstream UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Venezuela	100,00%		France	France
Uintah Colorado Resources, LLC	66,67%		États-Unis	États-Unis
Unitah Colorado Resources II, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Ypergas S.A.	37,33%		Venezuela	Venezuela
Abu Dhabi Gas Liquefaction Company Limited	5,00%	E	Emirats arabes unis	Émirats arabes unis
Adani Gas Limited AGI	37,40%	E	Inde	Inde
Adani Green Energy Twenty Three Limited	50,00%	E	Inde	Inde
Adani Total Private Limited (e)	50,00%	E	Inde	Inde
Advanced Thermal Batteries Inc.	49,99%	E	États-Unis	États-Unis
Aerospatiale Batteries (ASB)	49,99%	E	France	France
Aerowatt Energies	65,00%	E	France	France
Aerowatt Energies 2	51,00%	E	France	France
Abarloar Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Aicad AB	99,99%		Suède	Suède
Alicante	50,00%	E	France	France
Alicante 2	50,00%	E	France	France
Al Kharsaa Solar Holdings B.V.	49,00%	E	Pays-Bas	Pays-Bas
Amber Solar Power Cinco, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Amber Solar Power Cuatro, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Amber Solar Power Dieciseis, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Amber Solar Power Diez, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Amber Solar Power Nueve, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Amber Solar Power Quince, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Amber Solar Power Tres, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne

Integrated Gas, Renewables & Power

Amber Solar Power Uno, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Anayet Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Armada Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Amura Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Angola LNG Limited	13,60%	E	Bermudes	Angola
Arbotante Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Arctic LNG 2 LLC (b)	21,64%	E	Russie	Russie
ATJV Offshore	50,00%	E	Singapour	Singapour
Automotive Cells Company, S.E.	49,99%	E	France	France
Baser Comercializadora de Referencia	100,00%		Espagne	Espagne
Bassin Du Capiscot	100,00%		France	France
Beauce Oratorienne	100,00%		France	France
Biogaz Breuil	100,00%		France	France
Biogaz Chatillon	100,00%		France	France
Biogaz Corcelles	100,00%		France	France
Biogaz Epinay	100,00%		France	France
Biogaz Libron	100,00%		France	France
Biogaz Milhac	100,00%		France	France
Biogaz Soignolles	100,00%		France	France
Biogaz Torcy	100,00%		France	France
Biogaz Vert Le Grand	100,00%		France	France
Biogaz Viriat	100,00%		France	France
Borrowed Sunshine II Parent, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Borrowed Sunshine II, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
BSP Class B Member HoldCo, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
BSP Class B Member, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
BSP Holding Company, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
BSP II Parent, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Cameron LNG Holdings LLC	16,60%	E	États-Unis	États-Unis
Centrale Eolienne Ploumoguier	100,00%		France	France
Centrale Eolienne De Goulien	100,00%		France	France
Centrale Eolienne De La Vallee Gentillesse	74,80%		France	France
Centrale Hydrolique Alas	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique Ardon	90,00%		France	France
Centrale Hydrolique Arvan	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique Barbaïra	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique Bonnand	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique Gavet	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique La Buisserie	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique Miage	100,00%		France	France
Centrale Hydrolique Previnquieres	100,00%		France	France
Centrale Photovoltaïque De Merle Sud	40,58%	E	France	France
Centrale Photovoltaïque Du Seneguier	100,00%		France	France
Centrale Photovoltaïque Le Barou	100,00%		France	France
Centrale Solaire 2	100,00%		France	France
Centrale Solaire Autoprod	100,00%		France	France
Centrale Solaire Base 112	100,00%		France	France
Centrale Solaire Beauce Val de Loire	100,00%		France	France
Centrale Solaire Briffaut	100,00%		France	France
Centrale Solaire Centre Ouest 2	100,00%		France	France
Centrale Solaire Cet De Hesse	100,00%		France	France
Centrale Solaire Chauveau	100,00%		France	France
Centrale Solaire Chemin De Melette	100,00%		France	France
Centrale Solaire De Cazedarnes	75,00%		France	France
Centrale Solaire de la Med	100,00%		France	France
Centrale Solaire Dom	100,00%		France	France
Centrale Solaire Du Centre Ouest	100,00%		France	France
Centrale Solaire Du Lavoir	60,00%		France	France
Centrale Solaire Estarac	35,00%	E	France	France
Centrale Solaire Ficon	100,00%		France	France
Centrale Solaire Forum Laudun	100,00%		France	France
Centrale Solaire Gare de Boussens	100,00%		France	France
Centrale Solaire Golbey	100,00%		France	France
Centrale Solaire Guinots	100,00%		France	France
Centrale Solaire Heliolive	59,63%	E	France	France
Centrale Solaire La Fenasse	100,00%		France	France
Centrale Solaire La Metairie	100,00%		France	France
Centrale Solaire La Potence	100,00%		France	France
Centrale Solaire La Sauteraine	100,00%		France	France
Centrale Solaire La Tasterie	100,00%		France	France
Centrale Solaire Le Castellet	100,00%		France	France
Centrale Solaire Les Ancizes	100,00%		France	France
Centrale Solaire Les Aspres	100,00%		France	France
Centrale Solaire Les Canebieres	100,00%		France	France
Centrale Solaire Les Cordeliers	83,98%		France	France
Centrale Solaire Les Cordeliers 2	100,00%		France	France
Centrale Solaire Les Gallienes	100,00%		France	France
Centrale Solaire Lodes	50,00%	E	France	France
Centrale Solaire Lyreco	100,00%		France	France
Centrale Solaire Manosque Ombriere	100,00%		France	France
Centrale Solaire Mazeran Lr	50,00%	E	France	France
Centrale Solaire Mazeran Paca	100,00%		France	France
Centrale Solaire Olinoca	10,00%	E	France	France
Centrale Solaire Ombrières Cap Agathois	83,98%		France	France
Centrale Solaire Ombrières De Blyes	100,00%		France	France
Centrale Solaire Ombrières P5	100,00%		France	France
Centrale Solaire Pezenas	100,00%		France	France
Centrale Solaire Piennes	100,00%		France	France
Centrale Solaire Plateau De Pouls	51,00%		France	France
Centrale Solaire Pont Sur Sambre	100,00%		France	France
Centrale Solaire Quadrao	100,00%		France	France
Centrale Solaire Quinipilly 2	100,00%		France	France
Centrale Solaire Sainte-Marie La Mare	100,00%		France	France
Centrale Solaire SPW2	100,00%		France	France
Centrale Solaire Supdevennergie	100,00%		France	France
Centrale Solaire Toiture Josse	100,00%		France	France
Centrale Solaire TQ1	100,00%		France	France
Centrale Solaire Valorbi	100,00%		France	France
Centrale Solaire Zabo	100,00%		France	France
Centrale Solaire Zabo 2	100,00%		France	France
Cerezo Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Cidra Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Co Biogaz	26,00%	E	France	France
Cogenra Solar, Inc.	51,61%		États-Unis	États-Unis
Colón LNG Marketing S. de R. L.	50,00%	E	Panama	Panama
Côte d'Ivoire GNL	34,00%	E	Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
DAJA 148	100,00%		France	France

DAJA 154	100,00%		France	France
DAJA 160	100,00%		France	France
ECA LNG Holdings B.V.	16,60%	E	Pays-Bas	Pays-Bas
Eclipse Solar SPA	100,00%		Chili	Chili
Edelweis Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
EDP Comercializadora S.A.U.	100,00%		Espagne	Espagne
EDP Energia S.A.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Electricite Solaire De Molleges	100,00%		France	France
Energie Developpement	50,00%	E	France	France
Eole Boin	100,00%		France	France
Eole Champagne Conlinoise	66,00%	E	France	France
Eole Cote Du Moulin	100,00%		France	France
Eole Fonds Caraibes	100,00%		France	France
Eole Grand Maison	100,00%		France	France
Eole La Montagne	87,60%		France	France
Eole La Perriere S.A.R.L.	100,00%		France	France
Eole Les Buissons	100,00%		France	France
Eole Morne Carriere	100,00%		France	France
Eole Morne Constant	100,00%		France	France
Eole Moulin Tizon	100,00%		France	France
Eole Pierrefitte Es Bois	100,00%		France	France
Eole Sorbon II	100,00%		France	France
Eole Yate	100,00%		France	France
Eoliennes Arques 3	100,00%		France	France
Eoliennes Du Champ Chardon	100,00%		France	France
Eolmed	20,00%	E	France	France
Falla Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Fast Jung KB	99,99%		Suede	Suede
Finansol 1	100,00%		France	France
Finansol 2	100,00%		France	France
Finansol 3	100,00%		France	France
Fluxsol	100,00%		France	France
Frieman & Wolf Batterietechnik GmbH	99,99%		Allemagne	Allemagne
Gas Del Litoral SRLCV	25,00%	E	Mexique	Mexique
Gfs I Holding Company, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Glaciere De Palisse	100,00%		France	France
Global Energy Armateur SNC	100,00%		France	France
Global LNG Armateur S.A.S.	100,00%		France	France
Global LNG Downstream S.A.S.	100,00%		France	France
Global LNG North America Corporation	100,00%		Etats-Unis	Etats-Unis
Global LNG S.A.S.	100,00%		France	France
Global LNG UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Go Electric	99,99%		Etats-Unis	Etats-Unis
Golden Fields Solar I, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Goodfellow Solar Construction, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Goodfellow Solar II, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Goodfellow Solar III, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Gray Whale Offshore Wind Power No.1 Co., Ltd	50,00%	E	Corée du Sud	Corée du Sud
Gray Whale Offshore Wind Power No.2 Co., Ltd	50,00%	E	Corée du Sud	Corée du Sud
Greenflex Actirent Group, S.L.	100,00%		Espagne	Espagne
Greenflex S.A.S.	99,99%		France	France
GridVault DR1, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Grillite Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Gulf Total Tractebel Power Company PSJC	20,00%	E	Emirats arabes unis	Emirats arabes unis
Helio 100 Kw	100,00%		France	France
Helio 21	100,00%		France	France
Helio 974 Sol 1	100,00%		France	France
Helio 974 Toitures	100,00%		France	France
Helio 974 Toiture 2	100,00%		France	France
Helio Bakta	50,00%	E	France	France
Helio Boulouparis	50,00%	E	France	France
Helio Boulouparis 2	50,00%	E	France	France
Helio Fonds Caraibes	100,00%		France	France
Helio Koumac	50,00%	E	France	France
Helio L'R	100,00%		France	France
Helio Moindah	100,00%		France	France
Helio Piin Patch	50,00%	E	France	France
Helio Plaine des Galacs	100,00%		France	France
Helio Popidery	50,00%	E	France	France
Helio Reunion	100,00%		France	France
Helio Saint Benoit	100,00%		France	France
Helio Tamoa	50,00%	E	France	France
Helio Temala	50,00%	E	France	France
Helio Tontouta	100,00%		France	France
Helio Wabealo	100,00%		France	France
Helix Project III, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Helix Project V, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
HETTY	100,00%		France	France
Holding Eole 2018	100,00%		France	France
Hydro Tinee	50,00%	E	France	France
Hydromons	100,00%		France	France
Ichthys LNG PTY Limited	26,00%	E	Australie	Australie
Institut Photovoltaïque D'Ile De France (IPVF)	43,00%		France	France
Ise Total Nanao Power Plant G.K.	50,00%	E	Japon	Japon
JDA Overseas Holdings, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Jingdan New Energy investment (Shanghai) Co. Ltd	50,00%	E	Chine	Chine
Jmcp	50,05%		France	France
JOBS Tugboat, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Komundo Offshore Wind Power Co., Ltd	50,00%	E	Corée du Sud	Corée du Sud
LA Basin Solar I, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
La Compagnie Electrique de Bretagne	100,00%		France	France
La Metairie Neuve	25,00%	E	France	France
La Seauve	95,01%		France	France
Lampiris S.A.	100,00%		Belgique	Belgique
Lanuzza Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Lemoore Stratford Land Holdings IV, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Les Vents De Nivillac	100,00%		France	France
Les Vents De Ranes	100,00%		France	France
Leuret	100,00%		France	France
Lincoln Solar Star, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Luce Solar SPA	100,00%		Chili	Chili
Luminora Solar cuatro, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Luminora Solar Dos, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Luminora Solar Tres, S.L.	65,00%	E	Espagne	Espagne
Margerieaz Energie	100,00%		France	France
Marysville Unified School District Solar, LLC	51,61%		Etats-Unis	Etats-Unis
Mauricio Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne

Maxeon Solar Technologies, Pte. Ltd.	36,40%	E	Singapour	Singapour
Messigaz SNC	100,00%		France	France
Methanergy	100,00%		France	France
Missiles & Space Batteries Limited	49,99%	E	Royaume-Uni	Royaume-Uni
Miyagi Osato Solar Park G.K.	45,00%	E	Japon	Japon
Miyako Kuzakai Solarpark G.K.	50,00%	E	Japon	Japon
Mojave Solar Investment, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Moz LNG1 Financing Company Ltd	26,50%		Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Moz LNG1 Holding Company Ltd	26,50%		Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Mozambique MOF Company S.A.	26,50%		Mozambique	Mozambique
Mozambique LNG Marine Terminal Company S.A.	26,50%		Mozambique	Mozambique
Mullilo Prieska PV (RF) Proprietary Limited	27,00%	E	Afrique du Sud	Afrique du Sud
National Gas Shipping Company Limited	5,00%	E	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
NEM Solar Targetco, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Nevada Joint Union High School District Solar, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Nigeria LNG Limited	15,00%	E	Nigeria	Nigeria
NorthStar Energy Management, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
NorthStar Energy Management Nevada, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Nouvelle Centrale Eolienne de Lastours	50,00%	E	France	France
Nuza Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Nyk Armateur S.A.S.	50,00%	E	France	France
Oman LNG, LLC	5,54%	E	Oman	Oman
Parc Eolien Nordex III	50,00%	E	France	France
Parc Eolien Nordex XXIX	50,00%	E	France	France
Parc Eolien Nordex XXX	50,00%	E	France	France
Parc Solaire De Servian	100,00%		France	France
Parc Solaire De Servian 2	100,00%		France	France
Parque Fotovoltaico Alicahue Solar SPA	100,00%		Chili	Chili
Parque Fotovoltaico Santa Adriana Solar SPA	100,00%		Chili	Chili
Partrederiet Bw Gas Global LNG	49,00%	E	Norvège	Norvège
Perpetual Sunshine Solar Program I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Perpetual Sunshine I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Pilastra Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Portalon Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Pos	100,00%		France	France
Pos Production ii	60,00%		France	France
Pos Production iii	70,00%		France	France
Pos Production iv	70,00%		France	France
Pos Production V	70,00%		France	France
Postigo Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Qatar Liquefied Gas Company Limited	10,00%	E	Qatar	Qatar
Qatar Liquefied Gas Company Limited (II)	16,70%	E	Qatar	Qatar
Quadrira	51,00%	E	France	France
Quilla Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
RLA Solar SPA	100,00%		Chili	Chili
Rosamond Raven Holdings, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Saft (Zhuhai FTZ) Batteries Company Limited	99,99%		Chine	Chine
Saft (Zhuhai) Energy Storage Co	99,99%		Chine	Chine
Saft AB	99,99%		Suède	Suède
Saft Acquisition S.A.S.	99,99%		France	France
Saft America Inc.	99,99%		États-Unis	États-Unis
Saft AS	99,99%		Norvège	Norvège
Saft Australia PTY Limited	99,99%		Australie	Australie
Saft Batterias SL	99,99%		Espagne	Espagne
Saft Batterie Italia S.R.L.	99,99%		Italie	Italie
Saft Batterien GmbH	99,99%		Allemagne	Allemagne
Saft Batteries Pte Limited	99,99%		Singapour	Singapour
Saft Batteries PTY Limited	99,99%		Australie	Australie
Saft Batterijen B.V.	99,99%		Pays-Bas	Pays-Bas
Saft Do Brasil Ltda	99,99%		Brésil	Brésil
Saft EV S.A.S.	99,99%		France	France
Saft Ferak AS	99,99%		République Tchèque	République Tchèque
Saft Groupe S.A.	99,99%		France	France
Saft Hong Kong Limited	99,99%		Hong Kong	Hong Kong
Saft India Private Limited	99,99%		Inde	Inde
Saft Japan KK	99,99%		Japon	Japon
Saft Limited	99,99%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Saft LLC	99,99%		Russie	Russie
Saft Nife ME Limited	99,99%		Chypre	Chypre
Saft S.A.S.	99,99%		France	France
Seagreen HoldCo 1 Limited	51,00%	E	Royaume-Uni	Royaume-Uni
SGS Antelope Valley Development, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Shams Power Company PJSC	20,00%	E	Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Société Champenoise d'Énergie	16,00%	E	France	France
Société d'exploitation de centrales photovoltaïques 1	25,86%		France	France
Société Economie Mixte Production Energetique Renouvelable	35,92%	E	France	France
Solar Carport NJ, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Energies	65,00%	E	France	France
Solar Sail, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Sail Commercial DevCo I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Sail Commercial Holdings, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Sail Commercial MPW DevCo, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Always Low Prices Ct, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Always Low Prices HI, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Always Low Prices Ma, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Arizona HMR-I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Arizona II, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Arizona VII, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Bay City 2, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Bear Creek, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Big Apple CDG, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Big Apple BTM, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California IV, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California LXXV, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California LXXVI, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California XXXV, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California XXXVI, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star California XXXVII, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Co Co 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Co Co 2, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Coastal Pirate, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Colorado II, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star CRC Kern Front, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star CRC Yowlumne 1 North, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star CRC Yowlumne 2 South, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star CRC North Shafter, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis

Solar Star CRC Pier A West, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star CRC Mt. Poso, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Deer Island, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Energy Center, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Golden Empire, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Harbor, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star HD Maryland, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star HD New Jersey, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star HD New York, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Healthy 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Healthy Lake, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Hernwood, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Kale 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Khsd, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LA County High Desert, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LCR Culver City, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LCR Irvine, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LCR LA 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LCR LA 2, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LCR Split 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star LCR Split 2, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Lincoln School, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star MA - Tewksbury, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Massachusetts II, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Massachusetts III, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Maxx 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Meridian Park West, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parent CRC Kern Front, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parent CRC Mt. Poso, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parent CRC North Shafter, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parent CRC Pier A West, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parent CRC Yowlumne 1 North, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parent CRC Yowlumne 2 South, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Parkton, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Prairie Holding, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Prime 2, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Prime 3, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Prime 4, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Prime SCK3, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Rancho CWD 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star River, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Track, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Track Anacostia, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Track Cheverly, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Track Southern Ave 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Track Southern Ave 2, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Track Southern Ave Bus, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Tranquility, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Unkety Brook, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Urbana Landfill Central, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Urbana Landfill East, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Vegas 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solar Star Woodlands St Cr, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SolarBridge Technologies Inc.	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solarstar Billerica I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solarstar Ma I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Solarstar Prime I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SolarStorage Fund A, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SolarStorage Fund B, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SolarStorage Fund C, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SolarStorage Fund D, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
South Hook LNG Terminal Company Limited	8,35%	E	Royaume-Uni	Royaume-Uni
Spinnaker Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
SPWR SS 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SPWR SunStrong Holdings, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SSCA XLI Holding Company, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower AssetCo, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Bobcat Solar, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Capital Services, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Capital, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Commercial FTB Construction, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Commercial Holding Company FTB SLB Parent, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Commercial Holding Company FTB SLB, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Corporation	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Corporation, Systems	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower DevCo, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Electrical of New York, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Energia SPA	51,61%		Chili	Chili
SunPower Energy Systems Canada Corporation	51,61%		Canada	Canada
SunPower Equity Holdings, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Foundation	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Helix I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower HoldCo, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Manufacturing Oregon, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower North America, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower NY CDG 1, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Philippines Limited - Regional Operating Headquarters	51,61%		Îles Caïmanes	Îles Caïmanes
SunPower Revolver HoldCo I Parent, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Revolver HoldCo I, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunPower Systems Mexico S. de R.L. de C.V.	51,61%		Mexique	Mexique
SunPower Technologies Assetco Holdings, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunStrong Capital Acquisition 3, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
SunStrong Capital Holdings, LLC	51,61%	E	États-Unis	États-Unis
SunStrong Partners, LLC	51,61%	E	États-Unis	États-Unis
Sunzil	50,00%	E	France	France
Swingletree Operations, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Tadiran Batteries GmbH	99,99%		Allemagne	Allemagne
Tadiran Batteries Limited	99,99%		Israël	Israël
Temasol	51,61%		Maroc	Maroc
Tenesol SPV 1	100,00%		France	France
Tianneng Saft Energy Joint Stock Company	39,99%	E	Chine	Chine
TIEA Energie	100,00%		France	France
Total Carbon Neutrality Ventures Europe	100,00%		France	France
Total Carbon Neutrality Ventures International	100,00%		France	France
Total Direct Energie - Centrale Electrique Bayet	100,00%		France	France
Total Direct Energie - Centrale Electrique Marchienne-au-Pont	100,00%		Belgique	Belgique
Total Direct Energie - Centrale Electrique Saint Avold	100,00%		France	France

Total Direct Energie Belgium	100,00%		Belgique	Belgique
Total Direct Energie - Centrale Electrique de Toul	100,00%		France	France
Total Direct Energie Génération	100,00%		France	France
Total Direct Energie S.A.	100,00%		France	France
Total Direct Energie Services	100,00%		Belgique	Belgique
Total Direct Energies Centrale Electrique de Pont Sur Sambres	100,00%		France	France
Total E&P Angola Developpement Gaz	100,00%		France	Angola
Total E&P Australia	100,00%		France	Australie
Total E&P Australia Exploration PTY Limited	100,00%		Australie	Australie
Total E&P Australia II	100,00%		France	Australie
Total E&P Australia III	100,00%		France	Australie
Total E&P Barnett USA, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total E&P Holding Ichthys	100,00%		France	France
Total E&P Holdings Australia PTY Limited	100,00%		Australie	Australie
Total E&P Ichthys B.V.	100,00%		Pays-Bas	Australie
Total E&P Indonesia Mentawai B.V.	100,00%		Pays-Bas	Indonésie
Total E&P Indonésie	100,00%		France	Indonésie
Total E&P Mauritius Holding Limited	100,00%		Ile Maurice	Ile Maurice
Total E&P Mozambique Area 1, Limitada	100,00%		Mozambique	Mozambique
Total E&P Oman Block 12 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Oman
Total E&P Oman Dev. B.V.	100,00%		Pays-Bas	Oman
Total E&P PNG 2 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Total E&P PNG 3 B.V.	100,00%		Pays-Bas	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Total E&P PNG Limited	100,00%		Papouasie-Nouvelle-Guinée	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Total E&P Salmanov	100,00%		France	France
Total E&P Sebuk	100,00%		France	Indonésie
Total E&P Singapore Pte. Ltd.	100,00%		Singapour	Singapour
Total E&P Yamal	100,00%		France	France
Total Energia Italia S.R.L.	100,00%		Italie	Italie
Total Energie Gas GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
Total Energy Investments Tianjin	100,00%		Chine	Chine
Total Energy Services	100,00%		France	France
Total Energy Ventures Emerging Markets	100,00%		France	France
Total Eren (c)	29,60%	E	France	France
Total Eren Holding	33,86%	E	France	France
Total Gas & Power Actifs Industriels	100,00%		France	France
Total Gas & Power Asia Private Limited	100,00%		Singapour	Singapour
Total Gas & Power Brazil	100,00%		France	France
Total Gas & Power Chartering Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Gas & Power Infrastructure Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Gas & Power Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Gas & Power North America Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Gas & Power Services Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Gas and Power Limited, London, Meyrin - Geneva Branch	100,00%		Suisse	Suisse
Total Gas Pipeline USA Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Gas Y Electricidad Argentina S.A.	100,00%		Argentine	Argentine
Total Gasandes	100,00%		France	France
Total Gaz Electricité Holdings France	100,00%		France	France
Total GLNG Australia	100,00%		France	Australie
Total GLNG Australia Holdings	100,00%		France	Australie
Total Investment Management Tianjin	100,00%		Chine	Chine
Total LNG Angola	100,00%		France	France
Total Midstream Holdings UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Nature Based Solutions	100,00%		France	France
Total New Energies Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total New Energies Ventures USA, Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Offshore Wind Korea	100,00%		France	France
Total Quadran	100,00%		France	France
Total Quadran Caraibes	100,00%		France	France
Total Quadran DK Aps	100,00%		Danemark	Danemark
Total Quadran Nogara	50,00%	E	France	France
Total Quadran Pacific	100,00%		France	France
Total Renewables	100,00%		France	France
Total Renewables USA, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Solar Assets FZE	100,00%		Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Total Solar Iberica, S.A.U.	100,00%		Espagne	Espagne
Total Solar International	100,00%		France	France
Total Solar Intl	100,00%		France	France
Total Solar Latin America SPA	100,00%		Chili	Chili
Total Solar Singapore Pte Ltd	100,00%		Singapour	Singapour
Total Solar (Thailand) Co., Ltd.	100,00%		Thaïlande	Thaïlande
Total Strong, LLC	50,00%	E	États-Unis	États-Unis
Total SunPower Energia S.A.	51,61%		Chili	Chili
Total Tengah	100,00%		France	Indonésie
Total Tractebel Emirates O & M Company	50,00%	E	France	Émirats arabes unis
Total Tractebel Emirates Power Company	50,00%	E	France	Émirats arabes unis
Total USA International, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Yemen LNG Company Limited	100,00%		Bermudes	Bermudes
TQN Hydro	100,00%		France	France
TQN Solar	100,00%		France	France
TQN Solar Nogara	50,00%	E	France	France
TQN Wind	100,00%		France	France
Transportadora de Gas del Mercosur S.A.	32,68%	E	Argentine	Argentine
Trofeo Solar, S.L.U.	100,00%		Espagne	Espagne
TSGF SpA	50,00%	E	CHILI	Chili
Tugboat Commercial Pledgor, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
TW2 Tugboat, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 Class B Member, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 Holdco, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 Mezzanine Borrower, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 Mezzanine Pledgor, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 Residential Solar, LL	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 SolarBloom, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Ultralight 2 SolarBloom Pledgor, LLC	51,61%		États-Unis	États-Unis
Valorene	66,00%		France	France
Vega Solar 1 S.A.P.I. de C.V.	51,61%		Mexique	Mexique
Vega Solar 2 S.A.P.I. de C.V.	51,61%		Mexique	Mexique
Vents D'Oc Energies Renouvelables	100,00%		France	France
Vents D'Oc Centrale D'Energie Renouvelable 17	100,00%		France	France
Vents D'Oc Centrale D'Energie Renouvelable 18	100,00%		France	France
Vertigo	25,00%	E	France	France
Watt Prox	100,00%		France	France
Winergy	100,00%		France	France
WP France 21	100,00%		France	France
WP France 25	100,00%		France	France
Yamal LNG (d)	29,73%	E	Russie	Russie
Yemen LNG Company Limited	39,62%	E	Bermudes	Yémen

Raffinage Chimie	Zeeland Solar B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
	Appryl S.N.C	50,00%		France	France
	Atlantic Trading and Marketing Financial Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Atlantic Trading and Marketing Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Balzatex S.A.S.	100,00%		France	France
	Barry Controls Aerospace S.N.C.	100,00%		France	France
	BASF Total Petrochemicals LLC	40,00%		États-Unis	États-Unis
	Bay Junction Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Bayport Polymers LLC	50,00%	E	États-Unis	États-Unis
	Borrachas Portalegre Ltda	100,00%		Portugal	Portugal
	BOU Verwaltungs GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Buckeye Products Pipeline LP	14,66%	E	États-Unis	États-Unis
	Catelsa-Caceres S.A.U.	100,00%		Espagne	Espagne
	Cie Tunisienne du Caoutchouc S.A.R.L.	100,00%		Tunisie	Tunisie
	Composite Industrie Maroc S.A.R.L.	100,00%		Maroc	Maroc
	Composite Industrie S.A.	100,00%		France	France
	Cosden, LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	COS-MAR Company	50,00%		États-Unis	États-Unis
	Cray Valley (Guangzhou) Chemical Company, Limited	100,00%		Chine	Chine
	Cray Valley Czech	100,00%		République Tchèque	République Tchèque
	Cray Valley HSC Asia Limited	100,00%		Chine	Hong Kong
	Cray Valley Italia S.R.L.	100,00%		Italie	Italie
	Cray Valley S.A.	100,00%		France	France
	CSSA - Chartering and Shipping Services S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
	Espa S.A.R.L.	100,00%		France	France
	Ethylène Est	99,98%		France	France
	Feluy Immobili	100,00%		Belgique	Belgique
	Fina Pipeline Co	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Fina Technology, Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Gasket (Suzhou) Valve Components Company, Limited	100,00%		Chine	Chine
	Gasket International S.R.L.	100,00%		Italie	Italie
	Grande Paroisse S.A.	100,00%		France	France
	Gulf Coast Pipeline LP	14,66%	E	États-Unis	États-Unis
	Hanwha Total Petrochemical Co. Limited	50,00%	E	Corée du Sud	Corée du Sud
	HBA Hutchinson Brasil Automotiva Ltda	100,00%		Brésil	Brésil
	Hutchinson (UK) Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Hutchinson (Wuhan) Automotive Rubber Products Company Limited	100,00%		Chine	Chine
	Hutchinson Aéronautique & Industrie Limited	100,00%		Canada	Canada
	Hutchinson Aeroservices S.A.S.	100,00%		France	France
	Hutchinson Aerospace & Industry Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson Aerospace GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Hutchinson Aftermarket USA Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson Antivibration Systems Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson Automotive Systems Company, Limited	100,00%		Chine	Chine
	Hutchinson Autopartes Mexico S.A. de C.V.	100,00%		Mexique	Mexique
	Hutchinson Borrachas de Portugal Ltda	100,00%		Portugal	Portugal
	Hutchinson Corporation	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson d.o.o Ruma	100,00%		Serbie	Serbie
	Hutchinson Do Brasil S.A.	100,00%		Brésil	Brésil
	Hutchinson Fluid Management Systems Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Hutchinson Holding GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Hutchinson Holdings UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Hutchinson Iberia S.A.	100,00%		Espagne	Espagne
	Hutchinson Industrial Rubber Products (Suzhou) Company, Limited	100,00%		Chine	Chine
	Hutchinson Industrias Del Caucho SAU	100,00%		Espagne	Espagne
	Hutchinson Industries Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson Japan Company Limited	100,00%		Japon	Japon
	Hutchinson Korea Limited	100,00%		Corée du Sud	Corée du Sud
	Hutchinson Maroc S.A.R.L. AU	100,00%		Maroc	Maroc
	Hutchinson Poland SP ZO.O.	100,00%		Pologne	Pologne
	Hutchinson Polymers S.N.C.	100,00%		France	France
	Hutchinson Porto	100,00%		Portugal	Portugal
	Hutchinson Precision Sealing Systems Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson Research & Innovation Singapore PTE. Limited	100,00%		Singapour	Singapour
	Hutchinson Rubber Products Private Limited Inde	100,00%		Inde	Inde
	Hutchinson S.A.	100,00%		France	France
	Hutchinson S.N.C.	100,00%		France	France
	Hutchinson S.R.L. (Italie)	100,00%		Italie	Italie
	Hutchinson S.R.L. (Roumanie)	100,00%		Roumanie	Roumanie
	Hutchinson Sales Corporation	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson Seal De Mexico S.A. de C.V.	100,00%		Mexique	Mexique
	Hutchinson Sealing Systems Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Hutchinson SRQ	100,00%		République Tchèque	République Tchèque
	Hutchinson Stop - Choc GmbH & CO. KG	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Hutchinson Suisse S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
	Hutchinson Transferencia de Fluidos S.A. de C.V.	100,00%		Mexique	Mexique
	Hutchinson Tunisie S.A.R.L.	100,00%		Tunisie	Tunisie
	Hutchinson Vietnam Company Limited	100,00%		Vietnam	Vietnam
	Industrias Tecnicas De La Espuma SL	100,00%		Espagne	Espagne
	Industrielle Desmarquoy S.N.C.	100,00%		France	France
	Jéhier S.A.S.	99,89%		France	France
	Joint Precision Rubber	100,00%		France	France
	KTN Kunststofftechnik Nobitz GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Laffan Refinery Company Limited	10,00%	E	Qatar	Qatar
	Laffan Refinery Company Limited 2	10,00%	E	Qatar	Qatar
	LaPorte Pipeline Company LP	20,16%	E	États-Unis	États-Unis
	LaPorte Pipeline GP LLC	19,96%	E	États-Unis	États-Unis
	Le Joint Français S.N.C.	100,00%		France	France
	Legacy Site Services Funding Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Legacy Site Services LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Les Stratifiés S.A.S.	100,00%		France	France
	Lone Wolf Land Company	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Machen Land Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Mide Technology Corporation	100,00%		États-Unis	États-Unis
Naphtachimie	50,00%		France	France	
Novogy, Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis	
Olutex Oberlausitzer Luftfahrttextilien GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne	
Pamargan (Malta) Products Limited	100,00%		Malte	Malte	
Pamargan Products Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni	
Paulstra S.N.C.	100,00%		France	France	
Paulstra Silentbloc S.A.	100,00%		Belgique	Belgique	
PFW Aerospace GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne	
PFW Havacilik Sanayi ve Dis Ticaret Limited Sirketi	100,00%		Turquie	Turquie	
PFW Uk Machining Ltd.	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni	
Polyblend GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne	
Qatar Petrochemical Company Q.S.C. (QAPCO)	20,00%	E	Qatar	Qatar	

	Qatofin Company Limited	49,09%	E	Qatar	Qatar
	Résilium	100,00%		Belgique	Belgique
	Retia	100,00%		France	France
	Retia USA LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	San Jacinto Rail Limited	17,00%	E	États-Unis	États-Unis
	Saudi Aramco Total Refining & Petrochemical Company	37,50%	E	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite
	SigmaKalon Group B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
	Société Béarnaise De Gestion Industrielle	100,00%		France	France
	Société du Pipeline Sud-Européen	35,14%	E	France	France
	SPA Sonatrach Total Entreprise de Polymères	49,00%	E	Algérie	Algérie
	Stillman Seal Corporation	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Stop-Choc (UK) Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Synova	100,00%		France	France
	Techlam S.A.S.	100,00%		France	France
	Thermal Control Systems Automotive Sasu	60,00%		France	France
	Total Activités Maritimes	100,00%		France	France
	Total Atlantic Trading Mexico SA De CV	100,00%		Mexique	Mexique
	Total Corbion PLA B.V.	50,00%	E	Pays-Bas	Pays-Bas
	Total Country Services Belgium	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Deutschland GmbH (e)	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Total Downstream UK PLC	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Total Energy Marketing A/S	100,00%		Danemark	Danemark
	Total European Trading	100,00%		France	France
	Total Laffan Refinery	100,00%		France	France
	Total Laffan Refinery II B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
	Total Lindsey Oil Refinery Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Total New Energies USA, Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total Olefins Antwerp	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Opslag En Pijpleiding Nederland NV	55,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
	Total PAR LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total Petrochemicals (Hong Kong) Limited	100,00%		Hong Kong	Hong Kong
	Total Petrochemicals (Shanghai) Limited	100,00%		Chine	Chine
	Total Petrochemicals Development Feluy	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Petrochemicals Ecaussinnes	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Petrochemicals Feluy	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Petrochemicals France	100,00%		France	France
	Total Petrochemicals Iberica	100,00%		Espagne	Espagne
	Total Petrochemicals Pipeline USA Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total Petrochemicals UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Total Polymers Antwerp	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Raffinaderij Antwerpen N.V.	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Raffinage France	100,00%		France	France
	Total Raffinerie Mitteldeutschland GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Total Refining & Chemicals	100,00%		France	France
	Total Refining & Chemicals Saudi Arabia S.A.S.	100,00%		France	France
	Total Research & Technology Feluy	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Splitter USA Inc	100,00%		États-Unis	États-Unis
	Total Trading and Marketing Canada LP	100,00%		Canada	Canada
	Total Trading Asia Pte Limited	100,00%		Singapour	Singapour
	Total Trading Canada Limited	100,00%		Canada	Canada
	Total Trading Products S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
	TOTSA Total Oil Trading S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
	Totseanergy	49,00%	E	Belgique	Belgique
	Transalpes S.N.C.	67,00%		France	France
	Trans-Ethylène	99,98%		France	France
	Tssa Total Storage & Services S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
	Vibrachoc S.A.U.	100,00%		Espagne	Espagne
	Zeeland Refinery NV	55,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Marketing & Services	Air Total (Suisse) S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
	Air Total International S.A.	100,00%		France	France
	Alvea	100,00%		France	France
	Antilles Gaz	100,00%		France	France
	Argedis	100,00%		France	France
	Aristea	51,00%	E	Belgique	Belgique
	Arteco	49,99%	E	Belgique	Belgique
	AS 24	100,00%		France	France
	AS24 Belgie N.V.	100,00%		Belgique	Belgique
	AS24 Espanola S.A.	100,00%		Espagne	Espagne
	AS24 Fuel Cards Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	AS24 Lithuanie	100,00%		Lituanie	Lituanie
	AS24 Polska SP ZO.O.	100,00%		Pologne	Pologne
	AS24 Tankservice GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Charvet La Mure Bianco	100,00%		France	France
	Clean Energy	25,63%	E	États-Unis	États-Unis
	Compagnie Pétrolière de l'Ouest - CPO	100,00%		France	France
	Cristal Marketing Egypt	84,62%		Égypte	Égypte
	Total Proxi Energies Nord Est	100,00%		France	France
	Elf Oil UK Aviation Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Elf Oil UK Properties Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Fioulmarket.fr	100,00%		France	France
	Gapco Kenya Limited	100,00%		Kenya	Kenya
	Gapco Tanzania Limited	100,00%		Tanzanie	Tanzanie
	Guangzhou Elf Lubricants Company Limited	77,00%		Chine	Chine
	Gulf Africa Petroleum Corporation	100,00%		Île Maurice	Île Maurice
	Lubricants Vietnam Holding Limited	100,00%		Hong Kong	Hong Kong
	National Petroleum Refiners Of South Africa (PTY) Limited	18,22%	E	Afrique du Sud	Afrique du Sud
	Progres S.A.S.	100,00%		France	France
	Quimica Vasca S.A.U.	100,00%		Espagne	Espagne
	Saudi Total Petroleum Products	51,00%	E	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite
	Servauto Nederland B.V.	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
	Société d'exploitation de l'usine de Rouen	98,98%		France	France
	Société mahoraise de stockage de produits pétroliers	100,00%		France	France
	Société Urbaine des Pétroles	100,00%		France	France
	S-Oil Total Lubricants Company Limited	50,00%	E	Corée du Sud	Corée du Sud
	South Asia LPG Private Limited	50,00%	E	Inde	Inde
	Stedis	100,00%		France	France
	Tas Helat Marketing Company	50,00%	E	Arabie Saoudite	Arabie Saoudite
	Total (Africa) Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Total (Fiji) Limited	100,00%		Fidji	Fidji
	Total Additifs et Carburants Spéciaux	100,00%		France	France
	Total Africa S.A.	100,00%		France	France
	Total Aviation & Export Limited	100,00%		Zambie	Zambie
	Total Belgium	100,00%		Belgique	Belgique
	Total Bitumen Deutschland GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
	Total Bitumen UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
	Total Botswana (PTY) Limited	50,10%		Botswana	Botswana
	Total Brasil Diesel Comércio e Transportes Ltda	100,00%		Brésil	Brésil

Total Brasil Distribuidora Ltda	100,00%		Brésil	Brésil
Total Burkina	100,00%		Burkina Faso	Burkina Faso
Total Cambodge	100,00%		Cambodge	Cambodge
Total Cameroun	67,01%		Cameroun	Cameroun
Total Caraïbes	100,00%		France	France
Total Ceska Republika S.R.O.	100,00%		République Tchèque	République Tchèque
Total China Investment Company Limited	100,00%		Chine	Chine
Total Congo	100,00%		Congo	Congo
Total Corse	100,00%		France	France
Total Côte D'Ivoire	72,99%		Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire
Total Denmark A/S	100,00%		Danemark	Danemark
Total Egypt	84,62%		Égypte	Égypte
Total España S.A.	100,00%		Espagne	Espagne
Total Especialidades Argentina	100,00%		Argentine	Argentine
Total Ethiopia	100,00%		Éthiopie	Éthiopie
Total Fluides	100,00%		France	France
Total Freeport Corporation	51,00%	E	Philippines	Philippines
Total Fuels Wuhan Company Limited	100,00%		Chine	Chine
Total Glass Lubricants Europe GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
Total Guadeloupe	100,00%		France	Guadeloupe
Total Guinea Ecuatorial	70,00%		Guinée Équatoriale	Guinée Équatoriale
Total Guinée	100,00%		Guinée	Guinée
Total Holding Asie	100,00%		France	France
Total Holding India	100,00%		France	France
Total Italia	100,00%		Italie	Italie
Total Jamaica Limited	100,00%		Jamaïque	Jamaïque
Total Jordan PSC	100,00%		Jordanie	Jordanie
Total Kenya	93,96%		Kenya	Kenya
Total Liban	100,00%		Liban	Liban
Total Liberia Inc.	100,00%		Liberia	Liberia
Total Lubricants (China) Company Limited	77,00%		Chine	Chine
Total Lubricants Taiwan Limited	63,00%		Taiwan	Taiwan
Total Lubrifiants	99,98%		France	France
Total Lubrifiants Algérie	78,90%		Algérie	Algérie
Total Lubrifiants Service Automobile	99,98%		France	France
Total Luxembourg S.A.	100,00%		Luxembourg	Luxembourg
Total Madagasikara S.A.	79,44%		Madagascar	Madagascar
Total Malawi Limited	100,00%		Malawi	Malawi
Total Mali	100,00%		Mali	Mali
Total Marine Fuels	100,00%		Singapour	Singapour
Total Marketing Egypt	84,62%		Égypte	Égypte
Total Marketing et Services Angola S.A.	50,00%	E	Angola	Angola
Total Marketing France	100,00%		France	France
Total Marketing Gabon	90,00%		Gabon	Gabon
Total Marketing Middle East Free Zone	100,00%		Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Total Marketing Services	100,00%		France	France
Total Marketing Tchad	100,00%		Tchad	Tchad
Total Marketing Uganda	100,00%		Ouganda	Ouganda
Total Maroc	55,00%		Maroc	Maroc
Total Mauritius	55,00%		Île Maurice	Île Maurice
Total Mayotte	100,00%		France	Mayotte
Total Mexico S.A. de C.V.	100,00%		Mexique	Mexique
Total Mineraloel und Chemie GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
Total Mineralol GmbH	100,00%		Allemagne	Allemagne
Total Mozambique	100,00%		Mozambique	Mozambique
Total Namibia (PTY) Limited	50,10%		Namibie	Namibie
Total Nederland NV	100,00%		Pays-Bas	Pays-Bas
Total Niger S.A.	100,00%		Niger	Niger
Total Nigeria PLC	61,72%		Nigeria	Nigeria
Total Oil Asia-Pacific Pte Limited	100,00%		Singapour	Singapour
Total Oil India Private Limited	100,00%		Inde	Inde
Total Outre-Mer	100,00%		France	France
Total Pacifique	100,00%		France	Nouvelle Calédonie
Total Paiement Services	100,00%		France	France
Total Parco Pakistan Limited	50,00%	E	Pakistan	Pakistan
Total Petroleum (Shanghai) Company Limited	100,00%		Chine	Chine
Total Petroleum Ghana Limited	76,74%		Ghana	Ghana
Total Petroleum Puerto Rico Corp.	100,00%		Porto Rico	Porto Rico
Total Philippines Corporation	51,00%	E	Philippines	Philippines
Total Polska	100,00%		Pologne	Pologne
Total Polynésie	100,00%		France	Polynésie Française
Total RDC	60,00%		République démocratique du Congo	République Démocratique du Congo
Total Réunion	100,00%		France	Réunion
Total România S.A.	100,00%		Roumanie	Roumanie
Total Sénégal	69,14%		Sénégal	Sénégal
Total Singapore Shared Services Pte Limited	100,00%		Singapour	Singapour
Total Sinochem Fuels Company Limited	49,00%	E	Chine	Chine
Total Sinochem Oil Company Limited	49,00%	E	Chine	Chine
Total South Africa (PTY) Limited	50,10%		Afrique du Sud	Afrique du Sud
Total Specialties USA Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Total Supply MS S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
Total Swaziland (PTY) Limited	50,10%		Swaziland	Swaziland
Total Tanzania Limited	100,00%		Tanzanie	Tanzanie
Total Tianjin Manufacturing Company Limited	77,00%		Chine	Chine
Total Togo	76,72%		Togo	Togo
Total Tunisie	100,00%		Tunisie	Tunisie
Total Turkey Pazarlama	100,00%		Turquie	Turquie
Total UAE LLC	49,00%		Émirats arabes unis	Émirats arabes unis
Total Uganda Limited	100,00%		Ouganda	Ouganda
Total UK Limited	100,00%		Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Ukraine LLC	100,00%		Ukraine	Ukraine
Total Vietnam Limited	100,00%		Vietnam	Vietnam
Total Vostok	100,00%		Russie	Russie
Total Zambia	100,00%		Zambie	Zambie
Total Zimbabwe	80,00%		Zimbabwe	Zimbabwe
Totalgaz Vietnam LLC	100,00%		Vietnam	Vietnam
Trapil	35,50%	E	France	France
Upbeatprops 100 PTY Limited	50,10%		Afrique du Sud	Afrique du Sud
V Energy S.A.	70,00%		République Dominicaine	République Dominicaine
Albatros	100,00%		France	France
Elf Aquitaine Fertilisants	100,00%		France	France
Elf Aquitaine Inc.	100,00%		États-Unis	États-Unis
Elf Forest Products LLC	100,00%		États-Unis	États-Unis
Omnium Reinsurance Company S.A.	100,00%		Suisse	Suisse
Pan Insurance Limited	100,00%		Irlande	Irlande
Septentrion Participations	100,00%		France	France
Socap S.A.S.	100,00%		France	France

Holding

Société Civile Immobilière CB2	100,00%	France	France
Sofax Banque	100,00%	France	France
Total American Services Inc.	100,00%	États-Unis	États-Unis
Total Capital	100,00%	France	France
Total Capital Canada Limited	100,00%	Canada	Canada
Total Capital International	100,00%	France	France
Total Consulting	100,00%	France	France
Total Corporate Management (Beijing) Company Limited	100,00%	Chine	Chine
Total Delaware Inc.	100,00%	États-Unis	États-Unis
Total Développement Régional S.A.S.	100,00%	France	France
Total Digital Factory	100,00%	France	France
Total Facilities Management Services (TFMS)	100,00%	France	France
Total Finance	100,00%	France	France
Total Finance Corporate Services Limited	100,00%	Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Finance Global Services (TOFIG)	100,00%	Belgique	Belgique
Total Finance international B.V.	100,00%	Pays-Bas	Pays-Bas
Total Finance Nederland B.V.	100,00%	Pays-Bas	Pays-Bas
Total Finance USA Inc.	100,00%	États-Unis	États-Unis
Total Funding Nederland B.V.	100,00%	Pays-Bas	Pays-Bas
Total Funding Nederland International B.V.	100,00%	Pays-Bas	Pays-Bas
Total Gestion Filiales	100,00%	France	France
Total Gestion USA	100,00%	France	France
Total Global Financial Services	100,00%	France	France
Total Global Human Resources Services	100,00%	France	France
Total Global Information Technology Services Belgium	99,98%	Belgique	Belgique
Total Global IT Services (TGITS)	100,00%	France	France
Total Global Procurement (TGP)	100,00%	France	France
Total Global Procurement Belgium S.A. (TGPB)	100,00%	Belgique	Belgique
Total Global Services Bucharest	99,01%	Roumanie	Roumanie
Total Global Services Philippines	100,00%	Philippines	Philippines
Total Holding Allemagne	100,00%	France	France
Total Holdings Europe	100,00%	France	France
Total Holdings International B.V.	100,00%	Pays-Bas	Pays-Bas
Total Holdings S.A.S.	100,00%	France	France
Total Holdings UK Limited	100,00%	Royaume-Uni	Royaume-Uni
Total Holdings USA Inc.	100,00%	États-Unis	États-Unis
Total International NV	100,00%	Pays-Bas	Pays-Bas
Total Investments	100,00%	France	France
Total Learning Solutions (TLS)	100,00%	France	France
Total Operations Canada Limited	100,00%	Canada	Canada
Total Overseas Holding (PTY) Limited	100,00%	Afrique du Sud	Pays-Bas
Total Participations	100,00%	France	France
Total Petrochemicals & Refining S.A./NV (e)	100,00%	Belgique	Belgique
Total Petrochemicals & Refining USA Inc. (e)	100,00%	États-Unis	États-Unis
Total Petrochemicals Security USA Inc.	100,00%	États-Unis	États-Unis
Total Resources (Canada) Limited	100,00%	Canada	Canada
TOTAL S.E.	-	France	France
Total Treasury	100,00%	France	France
Total UK Finance Limited	100,00%	Royaume-Uni	Royaume-Uni

(a) % de contrôle différent du % d'intérêt : 49 %

(b) % de contrôle différent du % d'intérêt : 10 %

(c) % de contrôle différent du % d'intérêt : 5,80 %

(d) % de contrôle différent du % d'intérêt : 20,02 %

(e) Entités multi-sectorielles